DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

RAPPORT d'activités et financier 2024



Conseil départemental de Mayotte · www.cg976.fr

Sommaire

Edito 3
Mayotte en chiffres 4
2024 en quelques dates 5
Les conseillers départementaux de Mayotte 6
Fonctionnement de l'assemblée délibérante 7
Commissions thématiques 7
Organigramme des services 9

1 Vie institutionnelle, performance, moyens généraux et urbanisation des systèmes d'information 10

1.1 Vie institutionnelle et communication 10
1.2 Partenariats institutionnels 11
1.3 Stratégie territoriale R 12
1.4 Appui aux communes et EPCI D 12
1.5 Achat public 13
1.6 Qualité de gestion et performance 14
1.7 Ressources humaines 15
1.8 Qualité de vie au travail 16
1.9 Moyens généraux et bâtimentaires 17
1.10 Numérique et système d'information 18
1.11 Protocole et représentation 19

2 Développement économique et innovation 20

2.1 Aides aux entreprises, au commerce et à l'artisanat R 20
2.2 Innovation et développement des projets économiques R 22
2.3 Tourisme R D 23
2.4 Agriculture, pêche et forêt R D 24
2.5 Laboratoire d'analyses 25

3 Formation, apprentissage 27

3.1 Etudiants hors Mayotte, filières d'excellence 27
3.2 Formation professionnelle et apprentissage R 29
3.3 Observatoire, information et orientation sur l'emploi, les métiers R 31

4 Résilience territoriale 33

4.1 Transport terrestre, liaison maritime 33
4.2 Gestion des équipements portuaires 34
4.3 Biodiversité, transition écologique et énergétique R D 36

5 Aménagement du territoire 38

5.1 Affaires foncières et urbanisme D 38
5.2 Infrastructures, routes, aménagement du réseau internet très haut débit R 39

6 Solidarité, enfance et santé 42

6.1 Personnes en situation de handicap D 42
6.2 Personnes âgées et dépendantes D 43
6.3 Aide au logement et secours d'urgence D 44
6.4 Action sociale territorialisée D 45
6.5 Médiation cadiale et cohésion sociale 46
6.6 Aide sociale à l'enfance D 48
6.7 Protection maternelle et infantile D 49

7 Sport, culture et patrimoine 51

7.1 Sport, jeunesse et vie associative 51
7.2 Culture, lecture 52
7.3 Office culturel départemental 53
7.4 Archives départementales 55
7.5 Musée et patrimoine de Mayotte 56

8 Fonds européens, coopération et représentation extérieure 57

8.1 Europe, gestion du FEDER-CTE R 57
8.2 Coopération régionale et internationale R D 58
8.3 Délégations de Mayotte à Paris 58
8.4 Délégation de Mayotte à la Réunion 60

9 Rapport financier 2024 61

9.1 Points marquants du compte administratif 61
9.2 Évolution des recettes et des dépenses 63
9.3 Evolution du résultat du STM 64
9.4 Budget annexe santé et protection de l'enfance 65
9.5 Dépenses relatives aux compétences régionales 66
9.6 Ratios financiers 67

R compétence régionale · D compétence départementale · R D compétence partagée Région/Département

Servir Mayotte dans l'épreuve et l'engagement



Mesdames, Messieurs,

Face aux défis sécuritaires, économiques, sociétaux et environnementaux de notre territoire, le Conseil départemental de Mayotte est resté fortement engagé en 2024 sur tous les fronts.

Nous avons poursuivi notre mission avec détermination : bâtir un développement équilibré, solidaire et durable au service de chaque Mahoraise et de chaque Mahorais.

Ce rapport d'activités témoigne de cette ambition.

Sur le plan régional, l'action de la collectivité vise principalement à dessiner l'avenir du territoire. Avec près de 26 M€ consacrés au développement économique et à l'innovation, nous avons poursuivi le soutien à l'emploi qualifié et l'ancrage de Mayotte dans l'espace de l'Océan indien, avec les partenaires Agence de développement et de l'innovation de Mayotte, chambres consulaires et EPCI.

Former notre jeunesse reste notre priorité absolue. Avec 46 M€ consacrés à la formation et l'apprentissage, nous avons renforcé les dispositifs de bourses, soutenu les filières d'excellence sanitaire et sociale, et déployé des outils comme Mayotte Formation pour rapprocher formation et emploi.

Aménager Mayotte, c'est préparer le territoire de demain. Près de 44 M€ ont été ainsi investis dans la construction de bâtiments médico-sociaux, la réalisation d'infrastructures maritimes-routières-sportives, le raccordement du territoire par la fibre optique, l'accélération de la maîtrise foncière.

La résilience est au cœur de notre projet, avec plus de 87 M€ dédiés au transport maritime, à la transition énergétique avec le solaire, à la préservation de notre biodiversité exceptionnelle.

Enfin, notre volonté d'assumer pleinement notre dimension régionale s'exprime à travers la coopération régionale, la gestion du programme INTERREG Canal du Mozambique et l'intégration de Mayotte à la Commission de l'Océan Indien.

S'agissant du volet départemental, les interventions en matière de solidarité, de protection de l'enfance, de culture et de jeunesse traduisent notre rôle de chef de file des solidarités.

Avec près de 127 M€ dont 87,2 M€ pour la santé et la protection de l'enfance, nous avons renforcé la cohésion sociale, soutenu les plus fragiles face à la précarité et à l'habitat indigne, et amélioré l'accompagnement des personnes âgées et en situation de handicap, notamment en appliquant les décrets annuels de revalorisation des prestations sociales (telles que l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé).

Pour le sport, la culture et le patrimoine, près de 4 M€ ont été consacrés à la jeunesse qui représente plus de la moitié de notre population, puis à la valorisation de l'identité culturelle mahoraise.

Sur le plan financier, détaillé en seconde partie de ce rapport d'activités, l'exercice 2024 enregistre un excédent de 107 M€, dont 106 M€ en section de fonctionnement.

Porté par une dynamique de recettes et une maîtrise des charges, ce résultat renforce notre capacité d'investissement.

Il ne doit cependant pas masquer une fragilité structurelle : la DGF (dotation globale de fonctionnement) du Conseil départemental de Mayotte reste de 117 € par habitant, soit inférieure de 68 € à celle de la Guyane et très loin de la moyenne des DOM. Alors que les dépenses sociales de la collectivité ainsi que les contributions aux budgets annexes – santé protection enfance et transport maritime – progressent fortement.

Aussi, les efforts pour réaliser les investissements structurants doivent être accentués.

L'année 2024 restera marquée par une épreuve d'une violence inouïe. Le 14 décembre 2024, le cyclone Chido a frappé Mayotte avec une force sans précédent, causant des dommages considérables et bouleversant la vie de milliers de familles. Face à cette catastrophe, le Conseil départemental de Mayotte s'est immédiatement mobilisé.

C'est dans cet esprit de responsabilité et de solidarité que je vous invite à parcourir cette 11ème édition du rapport d'activités. Elle est le reflet du travail accompli.

Je tiens à remercier l'ensemble des agents du Conseil départemental de Mayotte, les élus, les partenaires institutionnels, économiques et associatifs, qui, par leur engagement quotidien, font vivre l'action publique et permettent à Mayotte de se relever.

Ben Issa OUSSENI
Président du Conseil départemental de Mayotte

MAYOTTE EN CHIFFRES

SOLIDARITÉ / ENFANCE / SANTE

2 407 (+0,4%) bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie

1481 bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH)

126 bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)

1 334 enfants placés chez 275 assistants familiaux en 2024

22 Lieux de vie et d'accueil (LVA)

8 910 naissances (-1370 naissances par rapport à 2023)

SUPERFICIE : **375 km²**

Petite-Terre : **10 km²**

Grande-Terre **: 365 km²**

SUPERFICIE DU LAGON : **1 100 km²**

17 COMMUNES

13 CANTONS

5 INTERCOMMUNALITÉS

26 CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX

321 000 habitants**,** dont 53,8% moins de 20 ans (INSEE)

1/2 habitant de nationalité étrangère

DENSITÉ **: 690** hab/km²

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE : **3,8 %** par an

TRAFIC AÉRIEN :

204 462 arrivés (-3%)

215 471 départs (-6%)

TAUX DE PAUVRETÉ : **77%**

TRANSPORT / MOBILITÉ / TÉLÉCOMMUNICATIONS

144 km de chaussées départementales, **90** km de routes nationales

27 444 élèves transportés à la rentrée 2021-2022 (-3%)

4 803 046 passagers des barges maritimes (-13%)

5 Amphidromes (dont 2 cédés à la préfecture)

FORMATION / APPRENTISSAGE

188 écoles publiques

22 collèges publics

11 lycées publics

57 970 écoliers (-7,5%)

29 922 collégiens (-2%)

20 249 lycéens (-5%)

1 815 étudiants à l'université de Mayotte (+3%)

2 811 étudiants hors Mayotte pris en charge *2024-2025*

12 627674€ (-5%) payés en 2024 en faveur des étudiants hors Mayotte

ÉCONOMIE / EMPLOI

1 520 (-13%) entreprises créées en 2024

PIB/hab en 2024 : **10 600 €**

Déficit de la balance commerciale en 2024

855 millions € (+19,4%)

Taux de chômage : **34%**

SMIC : **8,98 €** brut/h depuis novembre 2024

TAUX D'INFLATION : **2,4%**

SPORT / CULTURE

40 476 licenciés

7 équipements sportifs départementaux

1 musée

2 bibliothèques associatives

25 bibliothèques-médiathèques municipales

2 BCD et la Maison d'arrêt

2024 EN QUELQUES DATES

JANVIER

10-13 Visite à Mayotte de Mme Yaël Braun-Pivet, présidente de l'assemblée nationale

08-12 Signature de la convention d'appui financier de l'état sur les actions en lien avec le handicap

FÉVRIER

07 Déclaration solennelle des élus locaux sur la situation de Mayotte, à l'attention du président de la république, Emmanuel Macron, lors de la crise sociale, sécuritaire et migratoire

11 Visite à Mayotte de Gérald Darmanin, Ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, accompagné de la ministre déléguée aux Outre-mer, Marie Guévenoux, en réponse aux revendications de la population mahoraise sur la fin du droit du sol et du titre de séjour territorialisé.

MARS

11 Signature d'une convention de partenariat entre le Conseil Département de Mayotte et le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, permettant à Mayotte de s'inscrire dans la région et la formation des cadres mahorais à la diplomatie et au protocole.

12 Restitution du Livre Blanc des Assises de l'Industrie, mettant en lumière les orientations stratégiques et les moyens d'action pour stimuler le développement industriel de Mayotte.

27 Première conférence sur la sécurité

AVRIL

03 Visite et réception de Marie Guévenoux, ministre déléguée chargée des Outre-mer, autours de divers sujets, notamment la loi Mayotte.

20 Inauguration de la première maison médicale pluridisciplinaire à Ouangani

22-27 Organisation de la 16ème édition du Festival des Arts Traditionnels de Mayotte (FATMA)

MAI

02-03 4ème déplacement de Marie GUÉVENOUX, ministre déléguée chargée des Outre-mer afin de réaffirmer l'engagement de la France envers Mayotte afin de discuter des priorités de Mayotte et des défis et priorités

31 Organisation d'un séminaire sur le Kenya visant à développer la relation économique avec le Kenya et la Tanzanie

JUIN

18 Adoption du schéma régional de l'économie sociale et solidaire de Mayotte (SRESS) pour la période 2024-2029

21 Ouverture de la formation d'orthoptie pour répondre aux besoins du territoire.

JUILLET

10 Approbation du Plan régional de l'agriculture durable 2023-2029 (PRAD)

25 Signature entre l'État et le Conseil départemental du contrat de convergence et de transformation (CCT) de Mayotte pour la période 2024-2027, priorisant ainsi 23 projets structurant de la collectivité

AOÛT

07 Participation d'un mahorais, Raphaël MOHAMED, aux Jeux Olympiques Paris 2024 aux 110 haies

29 Signature du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC) pour une formation professionnelle adaptée aux besoins de Mayotte 2024-2027

SEPTEMBRE

06 Approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)

10 Adoption du Plan départemental d'insertion (PDI 2024-2027)

21 Nomination de François-Noël Buffet, Ministre des Outre-Mer, et de Thani Mohamed Soilihi, Secrétaire d'État chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux.

29-30 Colloque sur l'évolution de l'institution cadiale à Mayotte

OCTOBRE

08 Décès de Jean-Claude NOVOU, grand artisan du sport mahorais

10 Signature du Contrat de Plan Régional pour le Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP) 2023-2027

21-22 Rencontre ministérielle avec Michel Barnier, premier ministre, Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, et Thani Mohamed Soilihhi, secrétaire d'État à la francophonie et aux partenariats, pour évoquer des dossiers clés de Mayotte

NOVEMBRE

04 Inauguration du technopôle de Mayotte

05-07 14ème édition du Forum Économique des Îles de l'océan Indien

12 3e Conférence Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) à Mayotte

26 Inscription du Mbiwi et l'art de la poterie traditionnelle à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel (INPCI)

27 Signature du Schéma de Prévention et de Lutte contre l'Illettrisme 2025-2033

DÉCEMBRE

05-07 Action « Mon île propre » pour nettoyer l'environnement de Mayotte

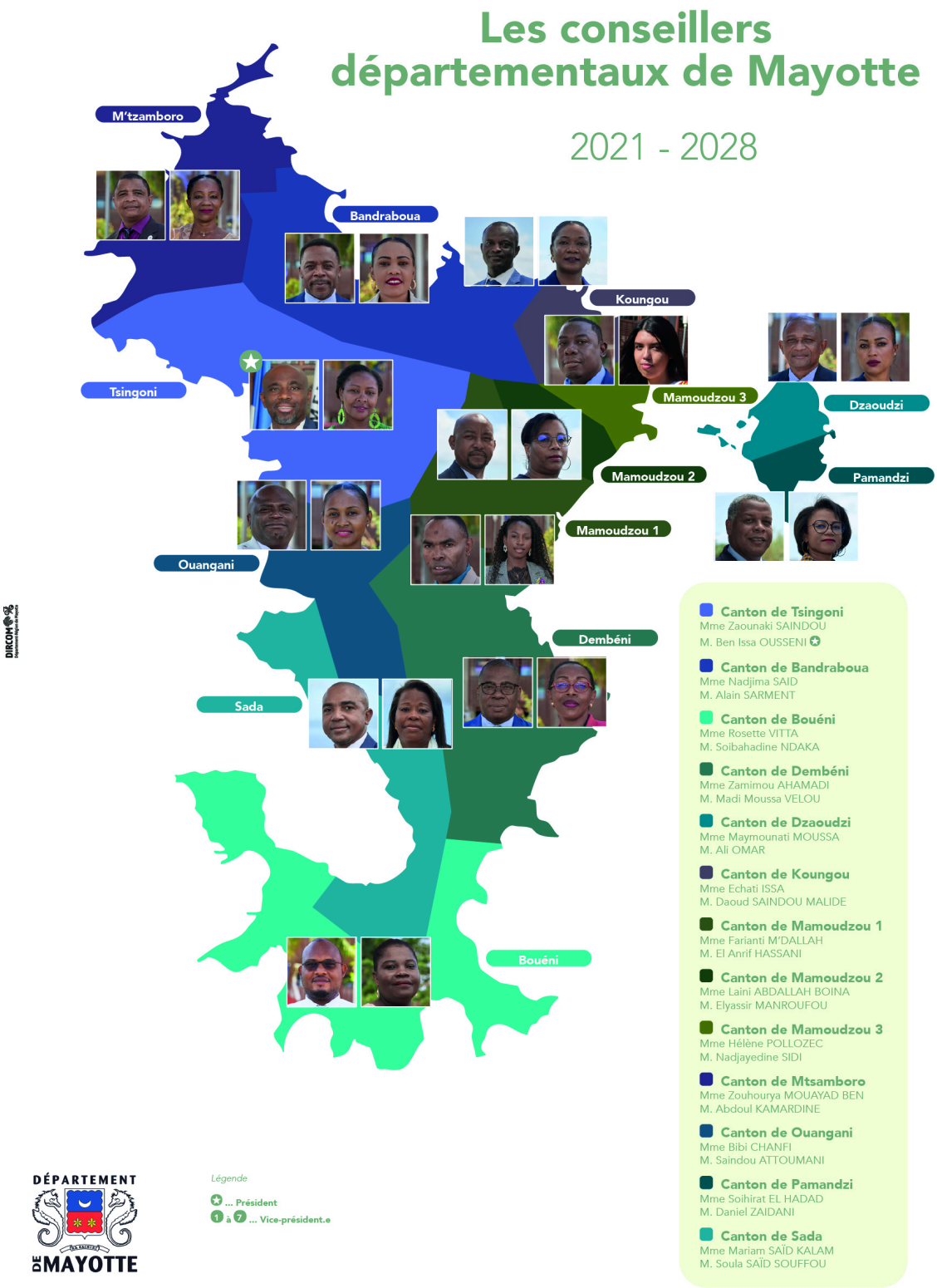
14 Cyclone Chido, le plus violent et destructeur connu par Mayotte depuis 1934

19 Activation de l'état de calamité naturelle exceptionnelle à Mayotte

20-21 Visite à Mayotte du Président de la république, Emanuel Macron, et mise en place d'une feuille de route de gestion de crise « urgence, stabilisation, reconstruction. »

23 Deuil national en hommage aux victimes du cyclone Chido

LES CONSEILLERS DÉPARTEMENTAUX DE MAYOTTE



FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE

Constituée d'instances décisionnelles et de commissions consultatives, l'assemblée délibérante est dirigée par le Président du conseil départemental.

Elle se réunit autant que possible pour délibérer sur les orientations politiques et budgétaires de la collectivité.

Compétences du Conseil départemental de Mayotte

Le Conseil départemental est une collectivité unique au sens de l'article 73 de la Constitution, exerçant au même titre les compétences régionales et départementales, ainsi que les compétences dévolues aux conseils régionaux d'outre-mer.

Toutefois, les compétences relatives au collège, au lycée, à la gestion des fonds européens (hormis le FEDER CTE interreg), aux routes nationales ne sont pas encore transférées.

Exécutif du Conseil départemental

Le président du Conseil départemental assure l'exécutif du département. En tant que tel, il convoque, préside les séances et exécute les délibérations du conseil.

Il est l'ordonnateur des dépenses et le prescripteur des recettes du Conseil départemental.

Aussi, il est le responsable de la collectivité et accompli au nom de celle-ci les actes juridiques et les actions en justices.

Enfin, il doit rendre compte par un rapport d'activité et financier annuel de la collectivité départementale, conformément à l'article L3121-21 du code général des collectivités territoriales.

Conseillers départementaux

Sont élus au suffrage universel direct pour un mandat de 6 ans, selon le mode binominal majoritaire à deux tours, les vingt-six élus départementaux élisent un.e président.e et des vice-présidents.

Ensemble, ils définissent les politiques de la collectivité permettant de répondre au mieux les attentes de la population mahoraise.

Élus pour un mandat de six ans au suffrage universel direct, les élus départementaux sont au nombre de 26 membres élus, à parité hommes-femmes depuis 2015, élisant un.e président.e au même titre. Ils désignent les représentants de la collectivité dans les organismes extérieurs et sont assignés des domaines spécifiques.

Assemblée plénière

Les séances de l'assemblée plénière sont ouvertes au public.

En cas de trouble, de crime ou de délit, le Président peut alors exercer son pouvoir de « police des séances » et restreindre l'accès du public aux débats.

Les débats peuvent être enregistrés, retransmis ou publiés.

Cependant, le huit clos peut être demandé par au moins 5 conseillers ou par le Président. La décision de huit clos est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Commission permanente

La commission permanente est une instance restreinte. Convoquée en moyenne chaque mois, elle est composée des élus, des services et des invités ou experts convoqués par le Président du Conseil départemental.

Commissions spécialisées

Chargées d'émettre un avis sur les rapports et projets de délibérations relevant de leur domaine de compétence, les commissions thématiques peuvent proposer des amendements étudiés le jour de la séance plénière ou de la commission permanente.

Conseil économique, social et environnemental de Mayotte

Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de Mayotte

Ces deux conseils constituent une instance consultative dans les champs d'intervention du Conseil départemental de Mayotte ci-dessous : économique, social, culture, formation, environnemental.

Ils émettent des avis sur les politiques de la collectivité dans les domaines précités, et peuvent réaliser leur évaluation.

COMMISSIONS THÉMATIQUES

Les sept commissions d'élus mises en place examinent par thématique les rapports proposés par l'exécutif. Leurs avis sont ensuite exprimés lors des assemblées délibérantes.

COMMISSION

Aménagement du territoire, infrastructure et Foncier

Rapporteur : M. Saindou ATTOUMANI

MEMBRES :

- M. Madi Moussa VELOU
- M. Daoud SAINDOU MALIDE
- Mme Mariam SAÏD KALAME
- M. Alain SARMENT
- M. Nadjayedine SIDI

COMMISSION

Développement économique et Coopération décentralisée

Présidente et rapporteuse : Mme Bibi CHANFI

MEMBRES :

- Mme Zaounaki SAINDOU
- M. Ali OMAR
- Mme Zamimou AHAMADI
- Mme Soihirat EL HADAD
- Mme Hélène POLLOZEC

COMMISSION

Administration générale, Transports et Transition écologique

Président et rapporteur : M. Ali OMAR

MEMBRES :

- M. El Anrif HASSANI
- M. Saindou ATTOUMANI
- M. Abdoul KAMARDINE
- Mme Soihirat EL HADAD
- M. Alain SARMENT

COMMISSION

Sport, Culture et Jeunesse

Présidente et rapporteuse : Mme Zouhourya MOUAYAD BEN

MEMBRES :

- M. El Anrif HASSANI
- Mme Zaounaki SAINDOU
- M. Soula SAÏD SOUFFOU
- Mme Laïni ABDALLAH BOINA
- M. Nadjayedine SIDI

COMMISSION

Finances et Affaires européennes

Présidente et rapporteuse : Mme Zamimou AHAMADI

MEMBRES :

- Mme Bibi CHANFI
- M. Soibahadine NDAKA
- Mme Echati ISSA
- Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI
- M. Daniel ZAIDANI

COMMISSION

Formation professionnelle, Éducation et Insertion

Président et rapporteur : M. Daoud SAINDOU-MALIDE

MEMBRES :

- Mme Farianti M'DALLAH
- Mme Rosette VITTA
- M. Abdoul KAMARDINE
- Mme Nadjima SAÏD
- Mme Hélène POLLOZEC

COMMISSION

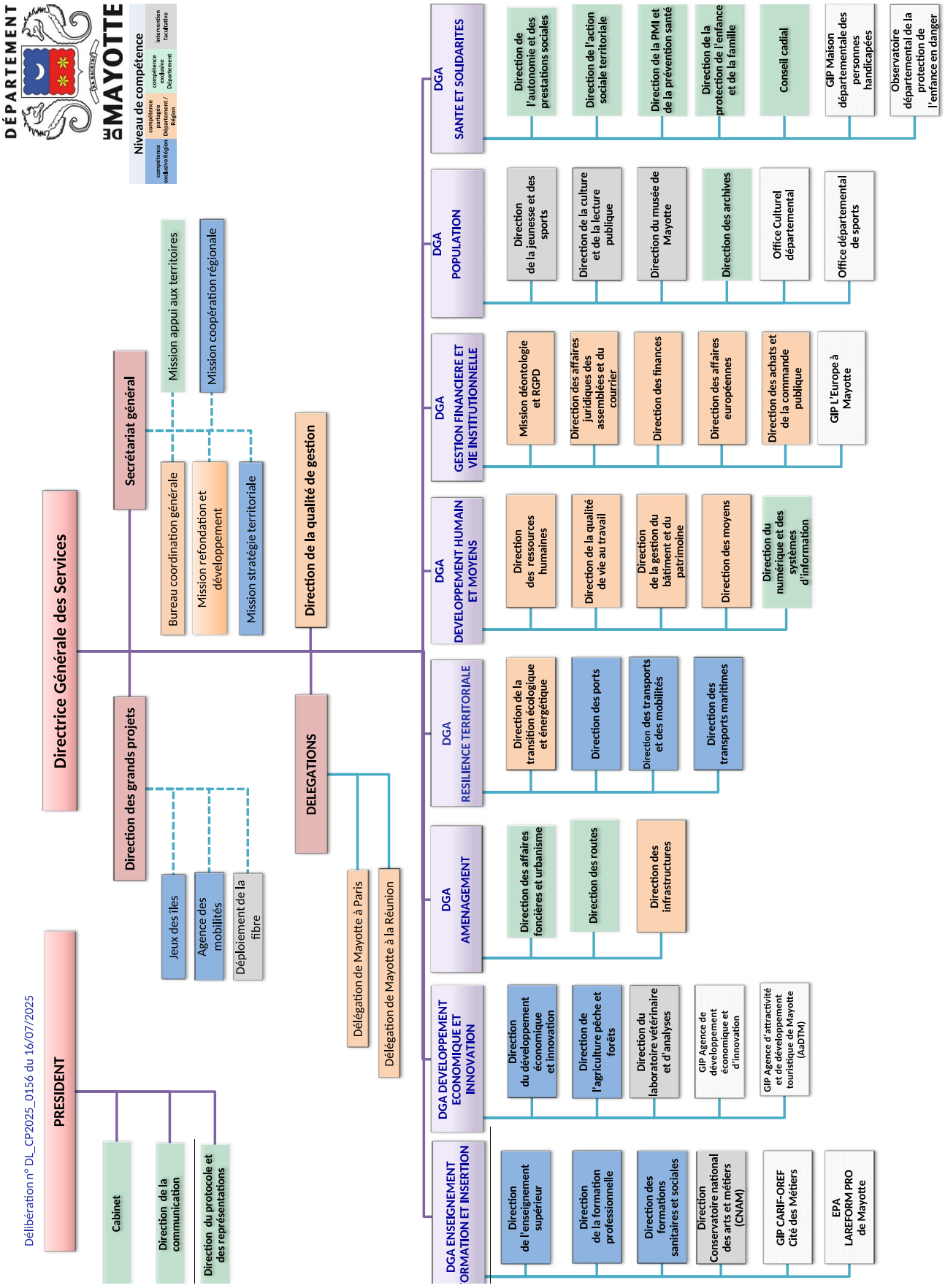
Solidarité, action sociale et Santé

Président et rapporteur : M. Madi Moussa VELOU

MEMBRES :

- Mme Echati ISSA
- Mme Zouhourya MOUAYAD BEN
- Mme Farianti M'DALLAH
- M. Elyassir MANROUFOU
- Mme Nadjima SAÏD

ORGANIGRAMME DES SERVICES



1 VIE INSTITUTIONNELLE, PERFORMANCE, MOYENS GÉNÉRAUX ET URBANISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

188 515 788 €

Dépenses 2024
(hors charges de personnel du budget annexe SPE et du STM)

- Vie institutionnelle et communication
- Partenariats institutionnels
- Stratégie territoriale
- Appui aux communes et EPCI
- Achat public
- Qualité de gestion et performance
- Ressources humaines
- Qualité de vie au travail
- Moyens généraux et bâtimentaires
- Numérique et système d'information
- Protocole et représentation

La politique d'optimisation de l'action publique est une grande préoccupation pour le Conseil départemental. Cette politique se traduit par la mise en place de plusieurs outils d'aide à la décision, de pilotage des objectifs, des activités et d'évaluation de la performance de la collectivité, basés notamment sur les documents stratégiques, les données de ressources financières, comptables, humaines, et la sécurisation juridique des achats.

Le pilotage des ressources humaines s'appuie sur des leviers d'action tels que le développement des compétences des agents et l'instauration d'un management de qualité.

En outre, le partenariat institutionnel est un levier de positionnement et d'ancrage du Conseil départemental dans son environnement politique stratégique.

Cette dynamique est renforcée à l'occasion des sujets portés au comité interministériel des outre-mer (CIOM), ou encore lors de l'élaboration de la loi Mayotte et du contrat de convergence et de transformation (CCT 2024-2027).

L'optimisation des moyens humains et matériels s'inscrit dans une démarche vertueuse de gestion.

Enfin dans le cadre de l'urbanisation des systèmes d'information, la collectivité se dote de modèles avancés d'équipements informatiques, de solutions applicatives, et sécurise les ressources ainsi que les réseaux permettant de collecter, stocker, traiter et diffuser les informations.

1.1 VIE INSTITUTIONNELLE ET COMMUNICATION

CHIFFRES CLÉS 1 002 579 €

VIE DES ASSEMBLÉES

7 assemblées plénières (AP) dont **1** AP extraordinaire donnant lieu à **87** délibérations

6 commissions permanentes donnant lieu à **183** délibérations

257 rapports examinés par les **7** commissions thématiques en **13** réunions

15 rapports ont fait l'objet de retrait en séance

91 rapports ont été proposés en ordre du jour complémentaire

270 (-7%) délibérations de l'assemblée départementale

1 motion adoptée pour l'intégration de Mayotte au sein de la commission de l'océan indien (COI)

28 projets de textes examinés en séance sur **45** projets de textes soumis pour avis par le Préfet, dont **25** en procédure d'urgence.

46 arrêtés de délégations de signatures et de fonctions publiés

58 avis des conseils consultatifs :

31 avis du CESEM et **27** avis du CCEEM

Dépenses CESEM : **181 K€**

Dépenses CCEEM : **101 K€**

CONTENTIEUX PUBLIC ET PRIVÉ

240 dossiers expertisés

5 notes juridiques

48 veilles juridiques

2 contentieux de régularisation foncière

n.d requêtes d'immatriculation foncière environs déposées auprès du tribunal judiciaire

40 contentieux administratifs (dont **20** nouvelles requêtes, préparation d'audience et **40** affaires terminées)

Sur les affaires terminées, sur **30** dossiers dont le Département intervient en tant que défendeur, il y a **19** rejets, **5** annulations, **5** désistements, **1** condamnation indemnitaire et **12** audiences publiques.

527 rédactions de projets de rapports et délibération

Frais d'actes et de contentieux : **2,5 M€**

COMMUNICATION

30 000 followers Facebook qui suivent la page Facebook du conseil départemental

532 400 personnes atteintes par les publications (96% non abonnées)

1 numéro Rissala publié (Journal interne)

... communiqués de presse publiés

... exemplaires de l'agenda 2024

300 mails diffusés en interne

Dépenses de communication : ...

PRODUCTION

60 campagnes visuelles ou thématiques réalisées

RÉALISATIONS 2024

Vie des assemblées, veille juridique et institutionnelle

- Poursuite de la politique de la dématérialisation « zéro papier »
- Achèvement de l'installation du logiciel de gestion électronique de documents (GED), afin non seulement de conserver les délibérations et autres actes, mais aussi de faciliter leur diffusion auprès des agents et du public

Communication, information au public

- Organisation de la communication institutionnelle interne et externe
- Publication du Journal interne Rissala n°13, du rapport d'activité annuel 2023, sur le site www.cd976.fr
- Renforcement des équipes par le recrutement d'un webmaster et d'un attaché de presse
- Mise en œuvre du plan de communication sur le dispositif Accueil familial
- Mise en œuvre de plusieurs Campagne de communication :
  - élaboration du plan de communication de la campagne handicap
  - séminaire sur le harcèlement au travail, et de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes.
  - Organisation et communication autour du séminaire du 25 novembre (Journée internationale contre les violences faites aux femmes), en partenariat avec le CIDFF et la CADEMA.
  - plan de communication du projet (Gestion Électronique de documents GED
- Création du livret d'accueil des nouveaux agents du Département.
- Coordination logistique et communication de la distribution des agendas 2024 (annonce, relances, préparation des colis).

PERSPECTIVES 2025

Vie institutionnelle, vie des assemblées

- Poursuite politique de la dématérialisation : « Zéro papier » en numérisant tous les documents nécessaires au mandat des élus, malgré les difficultés ;
- Achever l'installation de la GED afin de conserver et faciliter la diffusion des délibérations et autres actes
- Achever la révision du règlement intérieur des élus
- Acquisition de plateforme numérique juridique et renforcement de la direction juridique

Contentieux public et privé

- Réflexion sur la gestion du contentieux
- Établir une veille des décisions de justice en collaboration avec le bureau veille
- Améliorer l'exécution des décisions administratives
- Organiser des actions d'informations, de formation et de stages d'immersion à destination des agents
- Fluidifier l'organisation interne et la continuité des missions par le recrutement
- Améliorer les conditions de travail par la mise en norme des locaux, le remplacement du parc matériel et du mobilier pour assurer une communication institutionnelle performante
- Renforcer la cohérence éditoriale et l'impact des actions par la coordination renforcée des événements institutionnels et partenariaux avec planning partagé

1.2 PARTENARIATS INSTITUTIONNELS

CHIFFRES CLÉS

Partenariat institutionnel

10 réunions CDS RUP

4 réunions GRUP

3 réunions ARUP

3 réunions dans le cadre de la commission des îles de la CRPM

Enveloppe CCT 2024-2027 : **834 M€** dont **117,5 M€** prévus pour les projets du Conseil départemental de Mayotte

RÉALISATIONS 2024

Partenariats et réseaux institutionnels

- Tenu d'un travail de lobbying et de réseautage dans l'intérêt du projet Mayotte à chaque changement de gouvernement permettant de renouer avec les Régions de France
- Réalisation du projet de loi Mayotte
- Participation aux assises des départements de France à Angers, et à l'assemblée générale de l'Eurodom
- Renforcement de la présence de la délégation mahoraise à Bruxelles et dans l'ensemble des réseaux des RUP
  - Participation à divers réunions (comité de suivi, groupe de travail en lien avec l'association des Régions de France, l'association des RUP françaises, préparation à la conférence des présidents des RUP)
  - Participations aux réunions dans le cadre de la commission des îles de la CRPM
  - Rencontre avec la représentation française à Bruxelles, les directeurs Europe, des réunions de préparation des différents forums de cohésion...

PERSPECTIVES 2025

Partenariats et réseaux institutionnels

- Relance du conseil interministériel des outre-mer (CIOM) sur les mesures propres à Mayotte, et celles partagées avec d'autres collectivités d'outre-mer
- Suivi en vue de l'aboutissement des projets de loi Mayotte
- Relance des conventions de partenariat avec les régions et d'autres institutions

- Poursuivre la défense des intérêts de Mayotte auprès de l'Union européenne, en renforçant la présence et les contributions au sein des régions ultrapériphériques (CDS RUP, CP RUP, CRPM)
- Organisation d'une conférence territoriale des élus de Mayotte, afin de partager une vision commune du territoire
- Renforcement de l'équipe afin de remplir l'ensemble des missions

1.3 STRATÉGIE TERRITORIALE R

RÉALISATIONS 2024

- Projet de service avec une nouvelle organisation (Projet en attente de validation de la CST et des élus)
- Proposition et préfiguration de l'organisme foncier solidaire pour le conseil départemental et les collectivités locales (Réactualisation du diagnostic et de l'écriture du schéma d'aménagement régional (SAR)

PERSPECTIVES 2025

Trois missions en matière de stratégie territoriale :

- *Connaissance du territoire*
  - Création d'un observatoire d'analyse des données et des schémas directeurs divers et impulser le développement des schémas structurants et des plans d'action correspondants.
  - Appliquer les objectifs stratégiques du Plan de mandature 2021-2028 ainsi que ceux des autres documents stratégiques
- *Ingénierie et évaluation*
  - Analyser et alimenter les réflexions sur des stratégies d'anticipation territoriale, institutionnelle, organisationnelle et sociétale
  - Préparer le Conseil départemental pour le transfert des compétences (routes, collèges, lycées, fonds européens) et élaborer une stratégie de développement économique et social.
- *Animation et pilotage*
  - Améliorer la concertation et le dialogue citoyen
  - Coordonner, animer et représenter les stratégies du Conseil départemental au sein de diverses organisations gouvernementales en France

1.4 APPUI AUX COMMUNES ET EPCI D

CHIFFRES CLÉS 41 375 886 €

Participation au fonctionnement et aux investissements du service départemental d'incendie et de secours (SDIS 976) : **22,23 M€,** dont **7,1 M€** en investissement

Subventions versées aux communes et intercommunalités : **19 M€,** pour des projets relatifs aux **:**

biens mobiliers, matériels et études : **11,7 M€**

bâtiments publics : **5,4 M€**

infrastructures d'intérêt national : 2 M€

Projets des communes et EPCI subventionnés, mais frappés de caducité : **27,8 M€**

RÉALISATIONS 2024

Mise à jour du tableau de suivi des subventions :

- Identification des projets dont les délibérations sont caduques (validité dépassée)
- Notification des porteurs de projets concernés par courrier, actant ainsi le désengagement du Département sur le financement des opérations non mises en œuvre dans les délais
- Mise à jour et prorogation des conventions, renforcement de la visibilité du département et accompagnement terrain des collectivités
- Organisation de réunions techniques pour suivre l'avancement des projets et définir les besoins en prorogation
- Élaboration de 14 rapports présentés pour délibération par l'assemblée
- Adoption de 11 nouvelles délibérations par l'Assemblée pour maintenir le soutien financier du département sur des projets d'investissement
- Mise à jour des conventions de financement et signature des conventions prorogées

PERSPECTIVES 2025

- Mobilisation pour accentuer le suivi sur le terrain, les visites de chantiers et la consolidation des données, afin de permettre un meilleur pilotage stratégique et de favoriser le bon aboutissement des opérations soutenues.

1.5 ACHAT PUBLIC

CHIFFRES CLÉS 152 204 €

125 marchés publics notifiés, dont **72** pour des marchés de travaux, pour un montant total de **121 M€** dont :

31,6 M€ pour les marchés de travaux

84,8 M€ pour les marchés de fournitures et de services

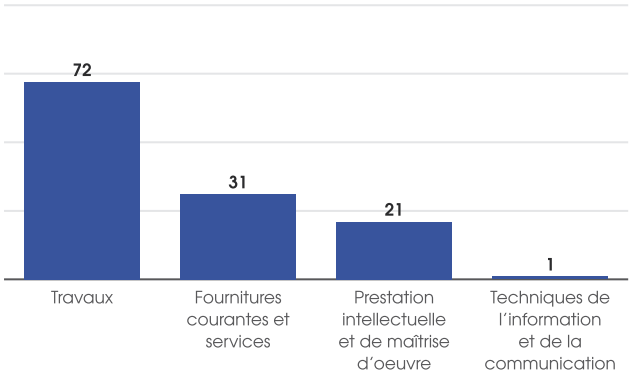
5,3 M€ pour les marchés de prestation intellectuelle dont

1 ,7 M€ pour les marchés de concours de maîtrise d'œuvre

76 K€ pour les marchés de maîtrise d'œuvre

2,9 M€ pour les Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et des services

Marchés publics notifiés



RÉALISATIONS 2024

- Améliorer la sécurité juridique des achats (guide des achats et de la commande publique, charte de déontologie, collecte des besoins pour lancer des procédures sécurisées) ;
- Renforcer la fonction de pilotage des achats et de la commande publique, et se doter d'un système d'information ;
- Mettre en cohérence la programmation budgétaire et les achats.

Marchés stratégiques (Projets structurants)

Marchés notifiés pour la construction d'infrastructures :

- CRIJ de Mayotte
- Gymnase à Mtsangamouji
- Archives départementales et du centre régionale de recherche et de documentation scientifique (C2RDS) ;

Notification de la maitrise d'œuvre pour les marchés :

- Aménagements du pôle d'échange multimodal de Mamoudzou « Travaux préparatoires de réorganisation des voies de circulation de la gare maritime de Mamoudzou » ;
- Maitrise d'œuvre pour la conception et l'aménagement d'un centre d'application agro écologique à Miréréni
- Concours restreint de maitrise d'œuvre sur esquisse pour la construction de la cité agroécologie de Coconi sur la Commune de Ouangani

Publication de la maîtrise d'œuvre :

- Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de 6 stations de recharge solaire pour les véhicules électriques du Conseil Départemental de Mayotte ;

PERSPECTIVES 2025

- L'aide à la mise en œuvre d'actions visant à répondre aux dégâts provoqués par la tempête Chido (constitution d'un comité de pilotage pour programmer la reconstruction Post Chido)
- Un plan d'actions visant à :
  - Évaluer les impacts et les risques du cadre juridique exceptionnel fixé par la loi d'urgence et la loi-programme ;
  - Élaborer une « base fournisseurs » du conseil départemental,
  - Réaliser un « appel à manifestation d'intérêt » auprès de l'ensemble du tissu économique de l'île.
- Établissement d'un règlement intérieur pour la CAO
- Mise en place d'une newsletter à pour une communication interne
- Stage d'immersion des agents de la DACP dans les collectivités partenaires au sein d'une direction de la commande publique et d'une direction opérationnelle sur toute l'année 2025
- Établissement nomenclature spécifique pour les délégations de Mayotte à la Réunion et à Paris en tenant compte des spécificités géographiques et économiques
- Un nouvel organigramme permet de créer un service identifié spécifique en charge du pilotage de la performance des achats : la logique « économique » vient s'ajouter à la logique « juridique » de l'achat public.

1.6 QUALITÉ DE GESTION ET PERFORMANCE

CHIFFRES CLÉS

APPUI, AMÉLIORATION DE LA GESTION

5 notes, rapports d'analyse et bilan portant sur :

le rapport d'étude et plan d'actions pour améliorer le STM
le bilan intermédiaire du contrat d'engagements 2023-2024
les relevés de conclusions des réunions du comité de suivi local dans le cadre du contrat d'engagements 2023-2024
la prise en charge du remboursement de la détaxe sur les carburants
l'activité et la situation financière en 2023 du Conseil départemental

8 tableaux de suivi consacrés :

aux 23 opérations d'investissement dans le cadre du CCT 2024-2027, et aux plans de financement
aux objectifs stratégiques et actions par DGA et directions
aux mesures de maîtrise des dépenses, d'optimisation des recettes et de l'organisation de la collectivité
aux contentieux du Conseil départemental
à la mise en œuvre de mesures d'optimisation de la gestion des ressources humaines
au suivi des agents mis à disposition en 2024
aux procédures de la collectivité
aux coûts 2021-2024 des politiques de l'orientation, de la formation et de l'insertion dans le cadre du CPRDFOP (Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles)

RÉALISATIONS 2024

Aide à la décision et outils de pilotage

- Elaboration du rapport d'activité 2023 du conseil départemental
- Etude relative au fonctionnement et aux comptes du service de transport maritime (STM) et établissement d'un plan d'actions pour garantir la certification de navigation maritime, l'aboutissement de la billettique et l'évolution du mode de gestion
- Définition des indicateurs clés de performance et de tableaux de bord en matière de finances, de gestion de ressources humaines, d'opérations d'investissements, et de dotation d'outils de gestion
- Analyse de la prise en charge par la collectivité du remboursement de la détaxe sur les carburants
- Début de la démarche d'évaluation des politiques publiques du Conseil départemental (benshmarking, définition des périmètres d'intervention, recherche d'outils de pilotage)
- Constitution d'une équipe d'ingénierie financière pour optimiser les recettes de gestion et capter les financements des projets de la collectivité

Maîtrise des risques de gestion

- Identification des organismes satellites par domaine d'intervention
- Soutenir la mise en œuvre du contrat d'engagements 2023-2024 entre l'Etat et le Conseil départemental de Mayotte
- Collecte et harmonisation des réponses aux questionnaires de la chambre régionale des comptes (CRC) portant sur les finances, le patrimoine et les subventions, puis de la cour des comptes sur le contrat de convergence et de transformation (CCT)

Appui aux services

- Suivi de la conception d'un outil de gestion des actes fonciers
- Contribuer à la détermination des projets d'investissement dans le cadre du CCT 2024-2027, puis à leur mise en œuvre opérationnelle

PERSPECTIVES 2025

Aide à la décision et outils de pilotage

- Recensement des opérations de réparation post cyclone Chido et de leur financement
- Acquisition d'outils d'information et de pilotage (suivi des subventions obtenues, information et mesure de la performance, gestion des organismes satellites, pilotage d'objectifs stratégiques et d'activités)

Maîtrise des risques de gestion

- Actualisation du guide d'attribution de subventions
- Mise en place d'une procédure d'identification des risques (atteinte à la probité, cartographie des risques juridiques-financiers-opérationnels)
- Suivi de la mise en œuvre des recommandations de la CRC
- Participation à l'élaboration du contrat d'engagements 2025 entre l'Etat et le Conseil départemental, et suivi des mesures retenues pour maîtriser les dépenses, optimiser les recettes et faire évoluer l'organisation

Appui aux services

- Optimisation des recettes de gestion et des financements des projets dans le cadre du CCT 2024-2027, des opérations de réparation post Chido, et autres
- Révision des tarifs des taxes fiscales (carburant, octroi de mer, tabac, etc.)
- Contribuer à l'amélioration de la qualité comptable de la collectivité (respect de la comptabilité d'engagement, inventaire et comptabilisation des immobilisations, etc.)
- Participer à l'amélioration de la procédure relative à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et au contrôle des établissements sociaux et médico-sociaux

128 659 206 €

(*hors masse salariale du budget annexe santé protection enfance et du service de transport maritime*)

1.7 RESSOURCES HUMAINES

CHIFFRES CLÉS

MASSE SALARIALE ET EFFECTIF

Masse salariale : **126,3 M€** (+4%) pour le budget principal

Effectif total **: 3 460** agents dont :

2 392 (-1%) titulaires

635 (+7%) contractuels permanents

433 (+45%) contractuels non permanents

74 (+138%) reconnus travailleurs handicapés, dont **58** en catégorie C

134 (-58%) agents CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi)

156 (-27%) agents mis à disposition

11 (-38%) stagiaires accueillis

70 (-36%) départs d'agents permanents dont :

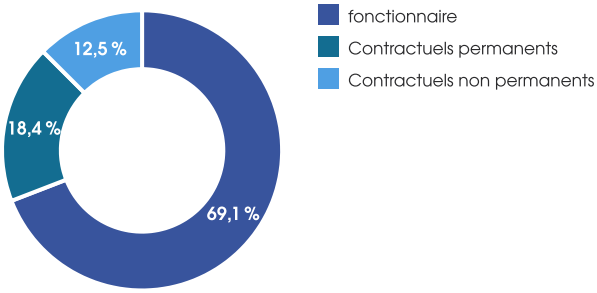
31 à la retraite

21 en fin de contrat CDD

9 démissions de catégorie A

6 décès

Part de l'effectif par statut (tout statut confondu)

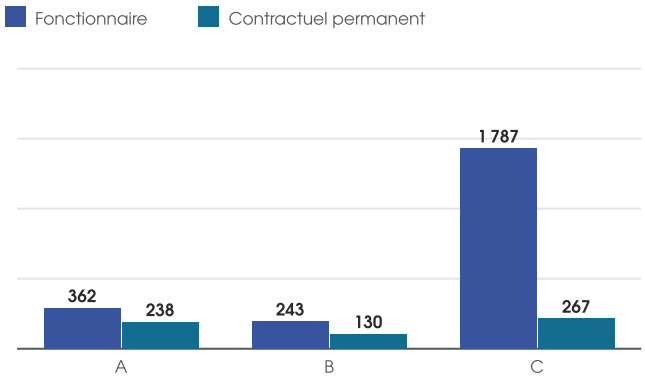


RÉALISATIONS 2024

Pilotage des ressources humaines, gestion des emplois et des compétences

- Identification des facteurs exogènes, expliquant la hausse de la masse salariale
- Application de la prime Ségur en faveur du personnel social et médico-social, la prime GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat)

Répartition des agents permanents par statut et par catégorie



- Harmonisation des données : suivi de la déclaration sociale nominative (DSN), participation à l'enquête sur les statistiques de la santé et du social pour la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) de l'Etat
- Déploiement des applicatifs RH : modules e-conges, e-evaluation, e-medical et e-accident de travail
- Paramétrage et activation du coffre-fort numérique dans le cadre de la dématérialisation des fiches de paie

Dialogue social

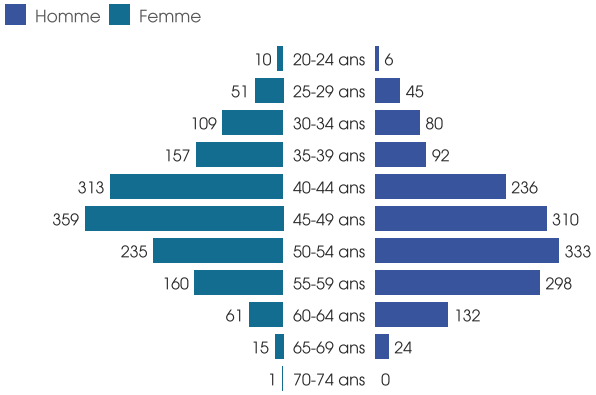
- Gestion des avancements de grade et promotions internes
- Suivi des entretiens internes : publication de la note relative à l'entretien annuel, soumettre les comptes rendus à la signature, etc)

PERSPECTIVES 2025

Pilotage des ressources humaines, gestion des emplois et des compétences

- Poursuivre la restructuration interne de la direction des ressources humaines par le renforcement de l'effectif, de recrutement et par la montée en compétence des agents
- Déploiement de l'outil de recrutement Gestmax afin de fluidifier le processus de recrutement

Pyramide des âges



- Acquisition des outils INCOVAR et UEGAR pour la médecine préventive
- Accompagnement des agents utilisateurs de SEDIT RH à une maitrise des modules RH

Dialogue social

- Suivi de la mise en œuvre des protocoles de sortie de conflits
- Organiser et suivre la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et condition de travail

Gestion du temps de travail

- Acquérir une application de gestion du temps de travail (application des 1607h)

Pyramide des âges des agents sur emplois permanents au 31/12/2024

1.8 QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

CHIFFRES CLÉS 995 203 €

FORMATION DES AGENTS

2 414 agents formés par le CNFPT

428 agents formés par des organismes privés pour un coût de **636 K€**

353 agents formés en intra immersion

POLITIQUES INCLUSIVES

570 agents reçus en entretien individuel

2 agents maintenus à leur poste

25 reconnaissances BOETH

50 saisies de demandes RQTH

5 aménagements de postes

MÉDECINE PRÉVENTIVE

685 visites médicales

20 inaptitudes temporaires

30 accidents de travail

310 accompagnements psychologiques

ŒUVRES SOCIALES

3 226 (-5%) agents bénéficiaires des tickets restaurants

569 (+26%) agents bénéficiaires d'une Prise en charge de la mutuelle

2 648 (+5%) agents bénéficiaires du CNAS

TÉLÉTRAVAIL

118 demandes de télétravail

107 arrêtés d'autorisation de télétravail

SANTÉ, SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Organisation de visites médicales

Coordonner les actions avec le médecin du travail et les services de santé au travail

Suivi des dossiers administratifs des agents

Études des postes : analyse des conditions de travail des agents

Évaluation des risques professionnels

Rédaction des fiches de risques

Formation et Sensibilisations aux risques professionnels

Proposer et suivre des plans de prévention et des mesures correctives

Gestion et analyses des accidents de travail

Contribuer à l'amélioration des conditions de travail

Veille réglementaire

FORMATION DES AGENTS

Organisation de formations obligatoires, d'intégration ou de professionnalisation, préparations aux concours et examens professionnels, de lutte contre l'illettrisme

POLITIQUES INCLUSIVES

Validation par Comité local FIPHFP de la convention relative au financement des actions menées par le Conseil départemental à destination des personnes en situation de handicap

ŒUVRES SOCIALES

Déploiement de tickets restaurants magnétiques sans contact

Mise en place d'activités de bien-être et de cohésion (randonnée, ...)

TÉLÉTRAVAIL

Publication d'une note de rappel à destination des agents sur la procédure de demande d'autorisation de mise en télétravail

Formalisation administrative des situations de télétravail informelles après le recensement des agents en télétravail

Poursuite de l'instruction des demandes d'exercice d'activité en télétravail des agents, aboutissant à la délivrance d'un arrêté individuel d'autorisation d'exercer en télétravail valable pour une durée d'un an maximum

PERSPECTIVES 2025

Formation des agents

- Rédiger le plan triannuel de développement des compétences
- Réaliser en priorités les formations réglementaires et obligatoires
- Actualiser le règlement d'intervention

Santé, sécurité au travail et prévention des risques professionnels

- Mise en conformité de l'administration en termes de prévention, d'hygiène et de sécurité

Œuvres sociales

- Proposer une complémentaire santé et de prévoyance aux agents (obligatoire depuis le 1er janvier 2025)

Politiques inclusives

- Réaliser un diagnostic de l'accessibilité des locaux du Conseil départemental

1.9 MOYENS GÉNÉRAUX ET BÂTIMENTAIRES

CHIFFRES CLÉS **12 814 340 €**

SITES DE LA COLLECTIVITÉ

120 sites sécurisés dont :

85 par les agents de sécurité internes

35 par les prestataires externes

207 agents internes dédiés à la sécurité dont :

150 agents de sécurité de jour

57 agents de gardiennage de nuit

105 sites entretenus

152 techniciens(nes) de surface

Frais de gardiennage : **5,3 M€** (+104%)

Électricité et eau : **641 K€**

PARC AUTO, LOGISTIQUE

450 véhicules assurés dont :

55 véhicules acquis en 2024

31 sinistres

MOBILIER ET BUREAUTIQUE

2071 habillements, EPI et accessoires

Dépenses d'habillement et vêtements de travail : **771 K€**

Matériels de bureau et mobiliers **: 94 K€**

3000 ramettes papier A4

LOCAUX ET ASSURANCE BATIMENTAIRE

173 bâtiments, dont **9** mis à disposition de tiers

16 contrats de locations immobilières

Locations immobilières : **1,4 M€**

Installation générale et agencement : **794 K€**

184 bâtiments assurés pour une superficie de **75 140 m²** et une cotisation annuelle de **104 750 K€** (police d'assurance dommages aux biens)

Mission *« État des lieux d'après»*

De **102 000 m²** en 2018 à **75 140 m²** en 2024, soit une baisse de la cotisation de **27 581 K€**

RÉALISATIONS 2024

Moyens généraux

- Lancement de divers appels d'offres :
- Produits d'entretien, d'hygiène et de protection contre les pandémies
- Mobilier et fourniture de bureau
- habillement et EPI
- Acquisition de véhicules électriques et déploiement de 10 bornes de recharge électrique sur plusieurs sites du Conseil départemental
- Visites médicales des techniciennes de surface et des agents de sécurité

Gestion du bâtiment

- Participation aux travaux d'aménagement et de réhabilitation des locaux, ainsi qu'aux nouvelles constructions des bâtiments du Département
- Diagnostic des locaux et des sites départementaux pour permettre notamment un éventuel redéploiement de la territorialisation de l'action publique

Maintenance et entretien

- Mise en place de formations accordant une habilitation aux électriciens et jardiniers
- Mise aux normes des bâtiments du conseil départemental et établissements recevant du public (incendie, secours, électrique, mobilité réduite)

- Publication du rapport relatif à l'évaluation de la gestion patrimoniale des bâtiments occupés par les agents de la collectivité

Assurance des bâtiments

- Souscription de nouvelles polices d'assurance pour les nouvelles acquisitions en bâtiment du Département (nouvelles constructions ou bâtiments mis à disposition)
- Poursuite de la gestion du contrat d'assurance et des sinistres

PERSPECTIVES 2025

Moyens généraux

- Lancement de divers appels d'offres :
- Surveillance et gardiennage des bâtiments et établissements du Conseil départemental (relance)
- Dératisation et désinfection des locaux du Conseil départemental et de la Direction des Transports Maritimes (DTM)
- Acquisition de véhicules thermiques et scooters

Gestion du bâtiment

Maintenance et entretien

- Acquisition du logiciel AS TECH
- Sécurisation des sites contre les
- Identification d'un prestataire pour évaluer les coûts global des travaux pour la maintenance

Assurance des bâtiments

- Cette évaluation permettra d'assurer le bâti réel du conseil départemental

1.10 NUMÉRIQUE ET SYSTÈME D'INFORMATION

CHIFFRES CLÉS 3 516 370€

PARC TÉLÉCOMMUNICATION ET INFORMATIQUE

518 téléphones mobiles, dont **38** lignes data et **488** lignes mobiles

2500 postes de téléphones IP fixes

3050 postes informatiques dont **22** ordinateurs de type MacOs

300 serveurs de production

65 imprimantes acquises en 2024

102 copieurs acquis en 2024

Réseaux de télécommunication : **1,1 M€**

Maintenance informatique : **679 k€**

Frais de télécommunication : 665 K€

Concession et droits similaires : **354 k €**

ASSISTANCE ET DEMANDE D'INTERVENTION

7000 demandes d'interventions informatiques et téléphoniques

RÉALISATIONS 2024

Sécurité SI

- Implantation du système d'information (SI) dans le Datacenter ITH
- Cyclone Chido : recensement des pertes de machines, copieurs, imprimantes, câblages informatiques hors d'usage, etc.
- Nomination d'un Responsable Sécurité des Systèmes d'information

Système d'information et de communication, outil numérique

- Marché publique fournitures et services : Renouvellement des ordinateurs de plus de trois ans
- Déploiement de la phase 1 de l'outil applicatif de gestion foncière.
- Poursuite de la mise en production de la gestion électronique des documents (GED)
- Démarrage du projet de migration de Lotus vers Office 365
- Notification de marché fibre noire pour l'interconnexion des bâtiments administratif de Conseil départemental de Mayotte.

PERSPECTIVES 2025

Projets infrastructures informatiques

- Nouvelle Infrastructure pour les progiciels de la PMI (Horus) et d'action sociale (Iodas)
- Interconnexion des bâtiments administratifs en fibre optique et mise en œuvre des liaisons CAPA
- Mise aux normes du système de WIFI
- Mise en œuvre DSP FTTH

Système d'information et numérique

Poursuite de nos différents chantiers de dématérialisation à savoir :

- Le parapheur électronique
- La fin de la phase 1 et début de la phase 2 de la GED MultiGest
- La gestion des courriers postaux
- La mise en place de la nouvelle messagerie Office 365
- La dématérialisation de la DQVT

Sécurité SI

Mise en place des outils de sécurisation de notre SI

- La mise en conformité RGPD
- La politique des mots de passe et la politique sécurité de SI
- Révision de la charte informatique

- Renforcement de la solution de cybersécurité pour la surveillance et la détection des activités malveillantes sur nos actifs.
- Sécurisation de téléphones mobile et tablettes.

1.11 PROTOCOLE ET REPRÉSENTATION

CHIFFRES CLÉS

CÉRÉMONIES OFFICIELLES ET RENCONTRES PARTENARIALES

100 événements protocolaires

REPRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE

150 rencontres

RÉALISATIONS 2024

Organisation des cérémonies officielles

- Organisation des événements protocolaires, notamment la cérémonie de vœux du Président, les visites officiels, les commémorations locales
- Coordination des visites officielles garantissant le respect du protocole

Représentations institutionnelles

- Participation aux rencontres partenariales, institutionnelles, associatives et privés afin de renforcer la visibilité et la coopération du département

Formation et sensibilisation

- Organisation des cessions de formation au protocole afin d'assurer une compréhension homogène des règles et pratiques

PERSPECTIVES 2025

Organisation des cérémonies officielles

- Mettre en place un guide du protocole départemental, destiné à uniformiser les pratiques.
- Organiser un colloque sur le protocole et la représentation institutionnelle avant la fin de l'année 2025, réunissant experts et partenaires locaux.
- Développer un partenariat avec les écoles et structures culturelles pour sensibiliser la jeunesse aux valeurs protocolaires et institutionnelles

Représentations institutionnelles

- Approfondir les relations avec les partenaires locaux, nationaux et internationaux

Formation et sensibilisation

- Poursuite des formations au protocole et modernisation des outils de communication

2 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INNOVATION

25 979 569 €

Dépenses 2024

- Aides aux entreprises, au commerce et à l'artisanat
- Innovation et développement des projets économiques
- Tourisme
- Agriculture, pêche et forêt
- Laboratoire d'analyses

La stratégie de développement économique et d'innovation de Mayotte repose sur une dynamique endogène visant à stimuler l'emploi qualifié, structurer les filières locales et s'insérer dans l'espace de l'océan indien.

Le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), en cours d'élaboration, fixera les orientations prioritaires pour le territoire.

La mise en œuvre opérationnelle de ce schéma s'appuie sur les organismes satellites (ADIM, AaDTM) et partenaires (chambres consulaires, CRESS), les organisations socioprofessionnelles générales ou sectorielles, les structures d'accompagnement des porteurs de projets, les instances de l'économie, les grandes banques et institutions financières.

Le Conseil départemental collabore avec également avec les autres collectivités locales et notamment les EPCI, les services déconcentrées de l'Etat pour réussir les actions de développement économique de Mayotte.

2.1 AIDES AUX ENTREPRISES, AU COMMERCE ET À L'ARTISANAT (R)

CHIFFRES CLÉS **12 489 911 €**

AIDES DIRECTES ATTRIBUÉES AU SECTEUR ÉCONOMIQUE

10,56 M€ dont :

8,7 M€ aux structures d'accompagnement

1, 9 M€ aux entreprises et associations porteuses de projets

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS VERSÉES AUX STRUCTURES D'ACCOMPAGNEMENT

ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS PORTEUSES DE PROJETS

2,3M€ dont :

Aides économiques : **1,9 M€**

- Aides à l'investissement pour 42 projets : **1,7 M€**
- Soutien financier aux artisans taxi : **155 K€**
- Aide à l'initiative des femmes (AIF) pour 4 projets : **12 K€**
- Projet Initiative Jeunesse (PIJ) : **18,9 K€**

Aides au secteur économique de l'économie sociale et solidaire (ESS) : **481 K€**

Structure	Montant 2024
ADIM	2 274 000 €
CCI Mayotte	4 622 441€
CRESS Mayotte	481 000 €
CMC	70 000 €
France Active	70 000 €
Pépite Optimum	70 000 €
Ouzoungouha Maécha	70 000 €
DLA	40 000€
Secteur économique traditionnel	2 597 000 €
Initiative Mayotte (prêt d'honneur)	3 000 000 €
CAPEB et Art'Terre	15 000 €
RTES	2750 €
CERC976	5000 €
Total	**8 694 750 €**

RÉALISATIONS 2024

Stratégie de développement économique

- Réunions de travail avec les services de la direction régionale des douanes, pour adapter les tarifs des taux relatifs à l'octroi de mer, l'accise sur les produits énergétiques) et l'accise sur les tabacs
- Adoption et mise en œuvre du schéma régional de l'économie sociale et solidaire
- Participation au Forum économique de Majunga

Soutien aux porteurs de projet économique

- Soutien financiers aux entrepreneurs pour la création et la préservation d'emplois, via des dispositifs d'aides économiques : aide à l'investissement (AI), aide à l'investissement des femmes (AIF), etc.
- Appui-conseil et orientation des entreprises locales : régularisation, suivi comptable des petites entreprises, création et animation de l'observatoire économique

Structuration des filières économiques

- Soutien aux intercommunalités et aux offices de tourisme pour développer le tourisme dans leur territoire
- Inauguration de la Technopole à Dembéni, dont une partie des travaux de construction ainsi que les équipements ont été financés par le Conseil départemental

PERSPECTIVES 2025

- Adaptation des tarifs des taux des taxes régionales (carburant, tabacs, ...)
- Organisation de rencontres en lien avec les services de l'Etat et les opérateurs économiques en vue de l'approvisionnement des mahorais en denrées alimentaires après le cyclone Chido
- Appels à projets pour relancer l'activité des entreprises commerciales, des exploitants agricoles et des pêcheurs sinistrés
- Renforcer en compétences et moyens humains, les activités de contrôle et évaluation économique des structures d'accompagnement des entreprises
- Création d'un service économie sociale et solidaire

2.2 INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT DES PROJETS ÉCONOMIQUES R

CHIFFRES CLÉS

APPEL À PROJETS INNOVATION – FONDS RÉGIONAL DE SOUTIEN À L'INNOVATION

9 dossiers reçus lors de l'appel à projets de novembre 2024.

2 dossiers soumis par des associations ou établissements publics, et **7** par des entreprises.

6 dossiers ont reçu un avis favorable, pour un montant total de **140 000 €**

2ème édition de la Semaine de l'Innovation

Organisation du concours Innov'ACTION 976

15 structures partenaires locales et nationales.

120 participants présents

19 projets locaux en compétition

5 lauréats

PIA – France 2023 régionalisé à Mayotte

18 projets recensés

PÔLE INTERNATIONAL ET ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

6 entreprises mahoraises participant à la Foire Internationale de Madagascar

4 entreprises mahoraises membres du cluster cosmétique ont participé au salon Cosmetic 360 dans le cadre du volet international du PIOM

14ème Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI)

100 participants internationaux

500 participants sur 3 jours

3 vidéos de promotion de Mayotte diffusées

30 entreprises mahoraises ont bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de la Team France Export (TFE) à Mayotte.

6 entreprises mahoraises ont participé au programme IMPULSE dans le cadre des rencontres annuelles de la Team France Export Outre-Mer

8 ateliers organisés dans le cadre de la Mission d'accompagnement de Business France

50 personnes du monde économique ont participé au Séminaire Attractivité à Mayotte

DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

170 dossiers enregistrés sur la plateforme du Conseil départemental

137 dossiers pris en charge

5ème édition de « Mayotte Acteur de son Développement »

150 participants

40 exposants

+ de 20 lycéens sensibilisés

RÉALISATIONS 2024

Soutien à l'innovation

Programme d'accompagnement avec KEDGE Business School

- Mise à disposition de la plateforme de pré-incubation « Business Creator ».
- Accompagnement structurant permettant la transformation des idées en premiers produits ou de développer leur projet existant pour passer à l'échelle.

Évolution du programme d'accompagnement

- Mise en place d'un partenariat avec Schoolab afin d'accompagner efficacement les projets et d'élaborer un programme adapté aux spécificités mahoraises pour la cohorte 2024/2025

Organisation du concours Innov'ACTION 976

- Accompagnement des laurétas durant 6 mois comprenant les formations collectives par des experts Schoolab, le coaching mensuel et « office hours » avec le réseau d'experts et mentors Schoolab, etc
- Instruction des dossiers de l'AAP 2024 - Fonds Régional de Soutien à l'Innovation
- Mise en œuvre du plan d'action en appui aux stratégies de développement économique de Mayotte

Internationalisation et attractivité économique

- **Missions de prospection international**

Madagascar: Participation de 6 entreprises mahoraises à la Foire Internationale de Madagascar (volet économique).

Kenya:

Volet économique

- Délégation de 12 entreprises mahoraises sélectionnées via un appel à projets en septembre 2024.
- Organisation de rencontres Business-to-Business (B2B) avec des entreprises kenyanes.

Volet politique : Signature d'une convention de partenariat entre l'ADIM et la Kenyan National Chamber of Commerce and Industry (KNCCI), à Nairobi.

- Mise en œuvre du volet international du PIOM – Accompagnement de la filière cosmétopée
- Organisation du 14ème Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI)

Développement des entreprises

- Appel à projets 2024 pour l'aide à l'investissement : enregistrement et instruction des dossiers sur la et traitement des demandes d'aides
- Organisation de la 5ème édition de Mayotte Acteur de son Développement (MAD)

PERSPECTIVES 2025

Soutien à l'innovation

- Organisation de la 3ème édition de la Semaine de l'Innovation et du Concours Innov'ACTION 976
- Animation et pilotage du Plan Innovation Outre-Mer (PIOM)
- Lancement et animation du dispositif France 2030 Régionalisé à Mayotte (PIA4)
- Animation de la Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3)

Internationalisation et attractivité économique

- Renforcement des missions de coopérations régionales
- Développement de partenariats dans la région Océan Indien
- Organisation du Forum Économique

Développement des entreprises

- Mettre en place des outils et services pour favoriser l'implantation d'entreprises
- Organisation de la 6ème édition MAD
- Mutation en Pôle Développement Économique

2.3 TOURISME R D

CHIFFRES CLÉS 2 155 492 €

142 structures touristiques

SUBVENTION VERSÉE À L'AADTM

2,1 M€ dont :

895 K€ programmes d'actions

45 K€ en soutien à l'événement « Miss Mayotte »

CHALLENGE CRÉATION TOURISME

8 porteurs de projets pour **7** projets

OFFRES EXPÉRIENTIELLES MAHORAISES

15 projets identifiés dont **10** bénéficiant d'un accompagnement

ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS

13 porteurs de projets

ACTIONS PROGRAMMÉES

759 K€ : schéma de la signalétique : pose de 339 panneaux

FRÉQUENTATION TOURISTIQUE

6 paquebots :

2 935 passagers

2 640 membres d'équipage

PARTICIPATION AUX SALONS TOURISTIQUES

25ème salon international de la plongée sous-marine à Paris

65 340 visiteurs

12 structures mobilisées

1 845 supports distribués

28 rendez-vous (presses, tour-operators, etc)

SALON IFTM TOP RÉSA À PARIS

337 visiteurs

400 cartes touristiques distribuées

200 guides de la plongée distribuées

7 partenaires locaux présents

SALON SITV DE COLMAR

4 représentations de Débaa, d'atelier maquillage traditionnelle et confections de broche de jasmin

4 partenaires locaux présents

FORUM DES MÉTIERS DU TOURISME

14 opérateurs partenaires

150 participants

FORMATIONS

53 structures bénéficiaires

6 formations assurées

Signature ADEC : **570 K€**

FONDS TOURISME DURABLE

6 établissements rencontrés

2 diagnostics réalisés

4 plans d'actions validés

RETOMBÉES MÉDIATIQUES (ARTICLES)

4 exploitants mahorais retenus

3 épisodes pour le Magazine Épicurien à Table

2ème édition trophées du tourisme

8 catégories

8 lauréats récompensés

35 portraits nominés

4 600 visiteurs

RÉALISATIONS 2024

Stratégie de développement touristique

- Mise en place de dispositifs et réalisation d'enquêtes pour apprécier les tendances, conjonctures et activités
- Création du dispositif « Offres Expérientielles Mahoraises » afin d'accompagner à la création d'offres touristiques à Mayotte
- Création de France Tourisme Ingénierie par le gouvernement afin d'accélérer la concrétisation de projets touristiques et d'aménagement du territoire : position de deux projets pour le Département de Mayotte
- Organisation de l'accueil des croisières, en partenariat avec les associations
- Finalisation et lancement du schéma directeur de signalisation touristique de Mayotte
- Mise en place de formations et d'ateliers thématiques dans le cadre de la professionnalisation des opérateurs touristiques afin d'améliorer l'accueil des croisiéristes anglophones
- Accord-cadre sur des Actions de Développement de l'Emploi et des Compétences (ADEC) : attractivité du secteur et formation continue des salariés

Promotion et commercialisation des produits touristiques

- Organisation des évènements ci-dessous :

- 2ème édition du salon du tourisme et des loisirs de Mayotte, afin de valoriser le travail des acteurs du tourisme local ainsi que les produits locaux

- Découvrir Mayotte autrement

- Organisation d'un forum des métiers du tourisme

- Participation aux divers évènements suivants :
- 2ème édition de la semaine des métiers du tourisme
- 25ème salon international de la plongée sous-marine

- salon du tourisme et des loisirs à la Réunion
- Travel Agents Cup afin de promouvoir la destination de Mayotte
- 3ème édition du « Festival au Fil de l'Eau »,
- 39ème salon international du tourisme et de voyages
- 2nd Workshop Anthurium afin de mettre à profit l'expertise du tourisme
- salon de l'emploi, des métiers, et de l'attractivité
- Mise en avant les aspects touristiques de Mayotte à travers des images, à l'aéroport de Roland Garros
- Mise en place d'un site internet dédié au tourisme
- Animation du club des hébergeurs et ajout de nouveaux membres

Soutien aux porteurs de projet économique

- Accompagnement de porteurs de projets dans la création et l'avancement des projets, puis le dépôt de dossiers de demande de Fonds Tourisme Durable
- Lancement du Challenge Création Tourisme 2022/2024 et de la mission d'assistance aux porteurs de projets lauréats permettant la concrétisation des projets

PERSPECTIVES 2025

Promotion et commercialisation des produits touristiques

Stratégie de développement touristique

- Mise en place d'outils au service des porteurs de projets
- Mobiliser le cofinancement des actions (fonds européens, ...)

11 198 887 €

2.4 AGRICULTURE, PÊCHE ET FORÊT R D

CHIFFRES CLÉS

AIDES À LA MODERNISATION

995 K€ en faveur de **9** bénéficiaires. Mise aux normes de **20** bâtiments de volaille de chair

AIDE AUX STRUCTURES DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

956 K€, dont **926 K€** en fonctionnement en faveur de **4** bénéficiaires

AIDES INDIVIDUELLES

... € en faveur des petites exploitations agricoles

AIDES À LA COOPÉRATION RÉGIONALE

Financement du volet investissement du projet Luzerne : **1,7 M€**

PRODUCTION DE PLANTS DE FRUITIERS

Variétés d'agrumes, manguiers, goyaviers, jaquiers, cacao : **2000 plants**

FONDS EUROPÉENS POUR SOUTENIR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS DÉPARTEMENTALES

Reboisement bassins versants : **1,7 M€**

Lutte contre les espèces envahissantes : **547K€**

SURVEILLANCE FORESTIÈRE

Perte en surface : **113 ha**

Feux de forêt : **57 ha**

Défrichement : **56 ha**

Réhabilitation : opérations réalisées avec la force publique

Programmé : **21**

Réalisé : **13**

Surface réhabilité : **30 ha**

Patrouilles communes (CD, ONF, DAAF, RNN) : **14** sorties

Nombre d'infraction : **172**

TRAVAUX FORESTIERS

Reboisement des bassins : **45,45 ha**

Lutte contre les EEE : **39,81 ha**

Nombre de plants mis en terre : **150 963 plants**

PRODUCTION DE PLANTS FORESTIERS

Capacité de production : **120 000 plants**

Surface de production : **1200 m²**

Plants produits 2024: **62 000 plants**

SCIERIE

Volume de bois vendu : **6 m³**

Volume de bois élagué : **300 m³**

FRÉQUENTATION DU SITE

Accueil du public :

Sortie découverte forêt en collaboration avec la DQVT: **180** personnes

PÊCHE, AQUACULTURE

168 K€ pour les points de débarquement réalisés

660 K€ pour l'achat de **22** nouveaux barques

80 % de la production agricole mise en place

RÉALISATIONS 2024

Programme de développement agricole du secteur primaire

- Lancement de divers projets :
  - conception et aménagement du Centre d'Application Agro écologique (CAAM)
  - projet de coopération régionale : Production de luzerne déshydraté à Madagascar
  - volet 2 du projet BOVIMA
- Structuration des filières bovines et volaille
- Accompagnement financier des structures agricoles
- Édition de l'Atlas de la ruralité mahoraise

Aménagement des territoires ruraux et gestion durable des forêts départementales

- Réalisation du projet de reboisement des bassins versants et du projet de lutte contre l'enlianement
- Projet de concertation agro forestière en cours de validation

- Montage du projet de dégagement et d'entretien des périmètres forestiers

Soutien à la filière pêche et aquaculture

- Structuration de la filière pêche et relance de l'aquaculture
- Renouvellement de la flottille de pêche
- Soutien aux EPCI dans la réalisation des infrastructures de pêche

Exploitation et scierie

- Accompagnement et formation des agents forestiers pour l'entretien des accès dans les domaines forestiers
- Etude de faisabilité de l'unité de production de charbon
- Acquisition d'un tracteur forestier pour la récupération des grumes, dans l'attente de la livraison de la scie à ruban et de la déligneuse
- Acquisition d'un élévateur télescopique

PERSPECTIVES 2025

Développement agricole

- Etudes et travaux d'aménagement au CAAM
- Suivi des vergers d'agrumes et récolte de données technico-économiques sur les parcelles mises en place en 2023
- Mise en place de la production de luzerne à Madagascar. Installation de l'usine de déshydratation

Gestion et surveillance forestière

- Renforcer la surveillance forestière en termes d'effectifs, de moyen technologique (drones, GPS, tablettes) et de moyen de déplacement et d'équipements appropriés

Aménagement des territoires ruraux

- Ouverture, entretien et marquage des périmètres forestiers
- Bornage des forêts nouvellement soumis au régime forestier
- Rédaction des plans d'aménagement des nouvelles soumissions
- Révision des plans d'aménagement des forêts départementales
- Lancement de nouveaux projets FEADER et marchés publics pour rattrapage du retard de mise en œuvre des aménagements forestiers
- Aménagement concerté des forêts du nord et des sentiers

Exploitation et scierie

- Reconstruction des hangars de la scierie pour installer des nouvelles machines
- Acquisition d'un camion grue et de nouvelles tronçonneuses
- Sécuriser le site de la scierie

2.5 LABORATOIRE D'ANALYSES

CHIFFRES CLÉS **135 279 €**

3 008 analyses (-22,4%), dont :

Eaux : **2 013** (-26,6%)

Hygiène alimentaire : **995** (-12%)

Recettes des analyses : **226 K€** (-31,5%), dont :

Eaux : **134 K€** (-40%)

Hygiène alimentaire : **91 K€** (-12%)

Le laboratoire d'analyses départementales apporte une aide analytique à la décision en matière de sécurité alimentaire, sanitaire et environnementale.

RÉALISATIONS 2024

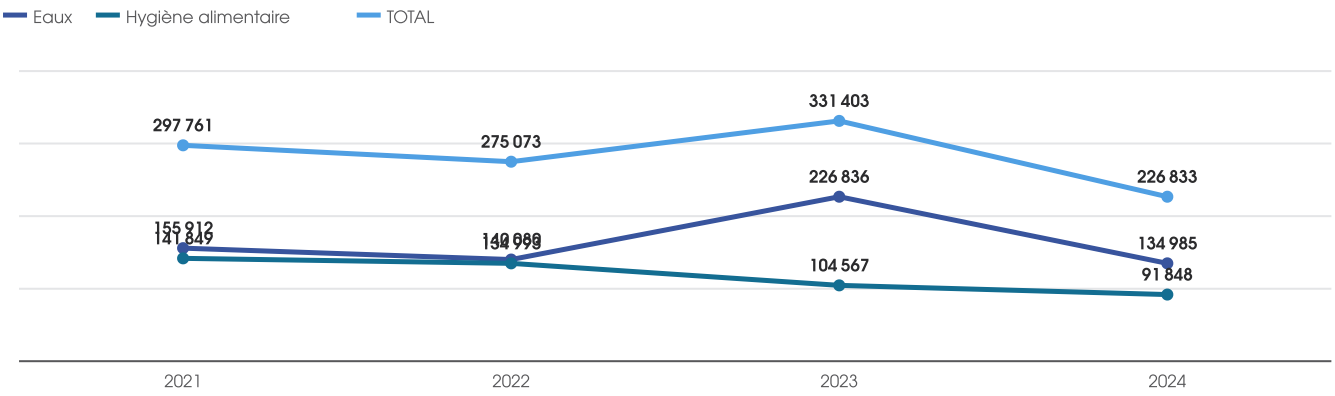
- Poursuite des analyses des échantillons, réalisation des essais et contrôle qualité en eau, hygiène alimentaire et santé animale
- Acquisition d'équipements (logiciel de gestion du laboratoire, ...)

Évolution des recettes

Les recettes des activités d'analyse en eau et hygiène alimentaire sont retracées dans le tableau ci-dessous.

Les sollicitations d'analyses proviennent d'une soixantaine de clients répartis sur toute l'île de Mayotte.

Recettes des analyses des eaux et d'hygiène alimentaire 2021-2024, en €



PERSPECTIVES 2025

- Obtention de l'accréditation Cofrac (norme ISO/CEI 17025) pour le laboratoire
- Concrétisation à terme du projet multilab en se dotant d'un pôle technique

3 FORMATION, APPRENTISSAGE

46 038 555 €

Dépenses 2024

Etudiants hors Mayotte, filières d'excellence | Formation professionnelle et apprentissage | Observatoire, information et orientation sur l'emploi, les métiers

Le soutien des étudiants pour le choix de leur filière hors Mayotte est prépondérant pour la réussite des projets d'étude. Dans cette optique, afin de couvrir les besoins grandissants de la demande, les étudiants poursuivant des études supérieures hors Mayotte se voient octroyer plusieurs bourses gérées par l'application Web « Bika » et APRESBAC permettent un meilleur traitement des demandes de bourses des étudiants.

L'appui aux filières d'excellence contribue à pallier des difficultés d'attractivité de professionnels dans différents secteurs d'activité sur le territoire. Dans ce même esprit, le conseil départemental accompagne le domaine sanitaire et social, en mettant en place des formations et des moyens humaines de proximité (médiateurs académiques, délégation de Mayotte à Paris et à La Réunion) ainsi que la contribution des associations d'étudiants.

A plus forte raison, « la reforme pro » sur la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel du 5 septembre 2018, confère aux régions « la possibilité » d'adopter une nouvelle posture quant à leurs modalités d'intervention en matière de formation professionnelle.

Pour l'efficacité des dispositifs, le travail de collecte d'informations et d'orientation du public est nécessaire.

Au-delà de la collecte, il s'agit donc d'animer et d'accompagner les modalités d'accès à la formation et aux rapports entre la formation et l'emploi au niveau régional, notamment les évolutions sur les besoins en compétence, en qualification, ainsi que la situation socio-économique du territoire. C'est en cela que de tel dispositifs comme la plateforme « Mayotte formation » ou « la PLACE » existent afin de garantir l'accès à l'information et de s'inscrire dans la loi de l'offre et de la demande.

3.1 ETUDIANTS HORS MAYOTTE, FILIÈRES D'EXCELLENCE

CHIFFRES CLÉS

12 844 332 €

Année scolaire 2024/2025

2 810 étudiants pris en charge

1 371 dossiers traités par la commission d'octroi de bourse et des aides (COBA), dont 64,4 % acceptés

Bourses et diverses aides en faveur des étudiants mahorais hors Mayotte :

12,6 M€

13 médiateurs académiques

Subventions versées aux lycées et associations de parents d'élèves : **179 K€**

RÉPARTITION DES ÉTUDIANTS

19 doctorants

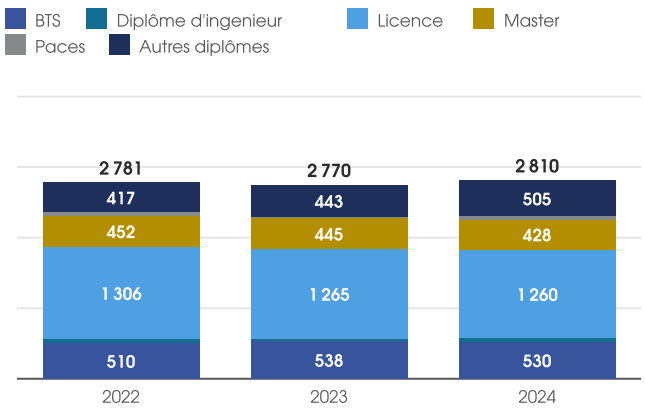
428 en master

1 260 en licence, licence professionnelle

530 en BTS

573 dans d'autres cursus

Étudiants hors Mayotte par diplôme



RÉALISATIONS 2024

Enseignement supérieur et filières d'excellence

- Mise en place du dispositif de médiation sociale dans les académies qui accueillent le plus d'étudiants mahorais
- Amélioration du traitement de la prise en charge des étudiants hors Mayotte

Recherche et schéma stratégique

- Mise en œuvre du schéma régional de l'enseignement supérieur et de l'innovation (SRESRI)
- Recherche sur la valorisation durable de la biodiversité mahoraise

Répartition des étudiants en BTS par spécialité

Diplômes	2022	2023	2024
Analyse de biologie médicale	11	13	11
Comptabilité gestion	43	7	1
Commerce internationale	12	55	7
Economie sociale et familiale	20	22	1
Gestion de la PME	56	55	56
Service et Prestation des secteurs sanitaires et sociaux	29	28	34
Tourisme	27	30	25
Autres spécialités	312	328	395
Total	**510**	**538**	**530**

Soutien aux actions éducatives et parascolaires

- Organisation du salon de l'étudiant et de l'alternant
- Mise en place des Journées d'information
- Participation au projet « Ecole hors les murs »
- Organisation du forum des métiers et de l'insertion
- préparation à la mobilité

Recherche et soutien aux actions parascolaires

- Continuité du projet « École hors les murs », piloté par le rectorat de Mayotte, consistant à organiser des activités pédagogiques permettant aux élèves de trouver un sens concret à leurs apprentissages
- Programme de recherches sur la cosmétopée et les venins de cônes
- Ecole hors les murs

PERSPECTIVES 2025

Étudiants hors Mayotte

- Continuité de l'organisation de la journée d'information à destination des étudiants primo-partants, ainsi que d'un salon de l'étudiant et de l'alternant

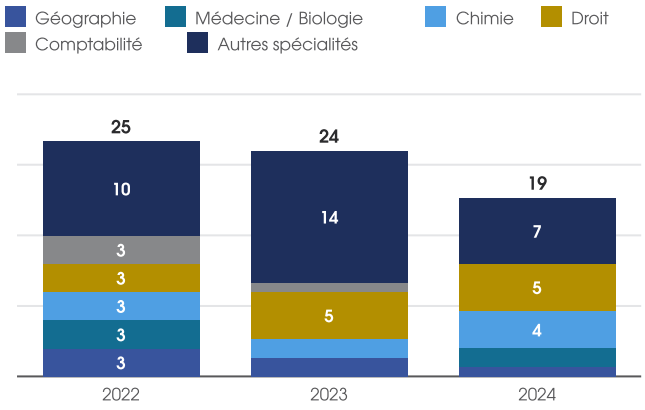
Etudiants en Licence par spécialité

Diplômes	2022	2023	2024
Sciences sanitaires et sociales	18	18	17
Administration économiques et sociales	127	27	146
Biologie	24	32	24
Droit	79	88	77
Economie et gestion	32	19	64
Géographie et aménagement	49	54	44
Histoire	32	43	34
Langues littérature et civilisations	77	66	153
Psychologie	54	68	72
Sociologie	67	48	55
Autres spécialités	738	793	196
Mathématique	9	9	15
Total général	**1306**	**1265**	**897**

Etudiants en master par spécialité

Diplômes	2022	2023	2024
Tourisme	8	17	8
Administration	24	22	24
Biologie	14	25	11
Economie	5	17	11
Langue et lettre	13	1	14
Chimie	7	7	20
MEEF	77	77	10
Management	22	39	24
Autres spécialités	275	275	311
Total	**445**	**480**	**433**

Etudiants en Doctorat par spécialité



3.2 FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE R

CHIFFRES CLÉS 27 963 625 €

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

9,3 M€ engagés en 2024 pour la formation de **549** étudiants par **14** instituts spécialisés, répartis comme suit :

9,3 M€ de dépenses relatives aux bourses, aux frais pédagogiques et de transport

Formation et insertion professionnelle, apprentissage

AFEST **: 300 K€**

Plus de **1 482** mesures déployées pour sécuriser les parcours des bénéficiaires dont :

Frais pédagogique : **4,3** M€

Rémunération des stagiaires : **2,6 M€**

Accompagnement financiers aux structures et organismes d'insertion

2,3 M€ dont :

ANAF : **160 K€ /** GIP FCIP : **120 K€**

CRIJ : **260 K€** / AKTO : **n.d**

Mission locale : **850 K€**

EPA LAREFORM

817 entrées en formation pour PRFP (76%) et AI (24%)

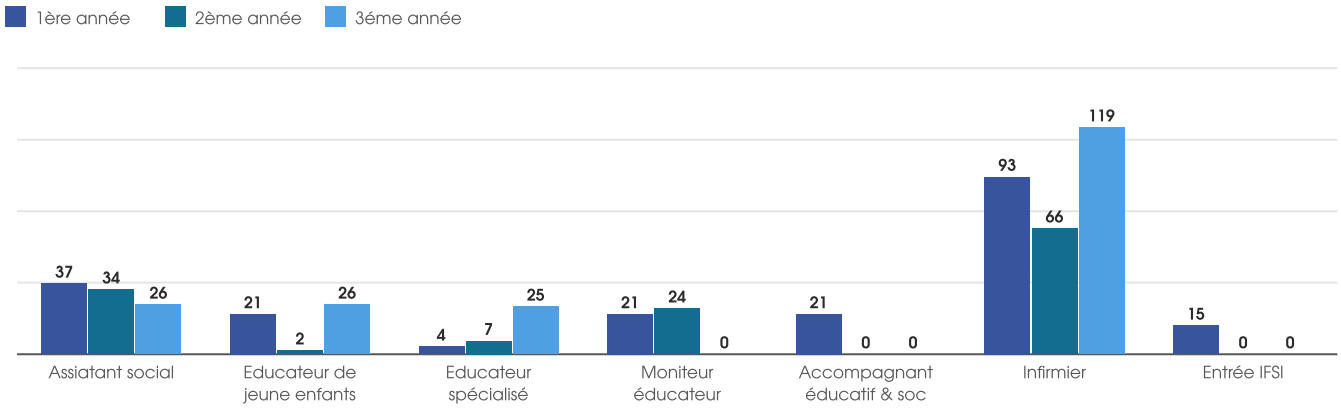
Mobilité hors Mayotte : 2,7 M€

334 demandeurs d'emploi accompagnés

2,1 M€ versés à LADOM pour les actions de formations en mobilité

Localité	Nombre d'étudiants	Coût
Mayotte	295	4.9 M€
Réunion	10	191 K€
Métropole	244	4 M€

Etudiants en formations sanitaire et sociale



RÉALISATIONS 2024

Formation professionnelle locale des demandeurs d'emploi

- Continuité de programme régional-commande publique de formation et du dispositif d'aide individuelle vers l'emploi (AI), en vue de faciliter l'accessibilité à l'emploi
- Continuité de l'accompagnement des demandeurs d'emploi à l'insertion professionnelle avec des stages conventionnés, dans le cadre des deux dispositifs en cours
- Déploiement du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC) pour la transformation du système de formation mahorais et d'accompagner les organismes de formation.
- Expérimentation de l'Action de Formation de Situation de Travail (AFEST)
- Développement de nouvelles formes de parcours de formations dans le secteur portuaire et aéroportuaire, dans le cadre du projet Gazier du Mozambique

Formation via EPA LAREFORM PRO de Mayotte

- Mise en œuvre des programmes régionaux de formations professionnelles 2023 et 2024 ainsi que des actions de formation via le dispositif d'aide individuelle vers l'emploi.
- Augmentation significative des entrées en formation dû au déploiement successif de la commande 2023, 2024 et de la mise en œuvre des aides individuelles à l'emploi

Formation sanitaire et sociale

- Continuité de la prise en charge de formations sanitaires et sociales à Mayotte, à la Réunion et à l'Hexagone pour répondre aux besoins de recrutement locaux, en partenariat avec des organismes spécialisés dans plusieurs régions de la métropole et dans l'océan indien

Insertion professionnelle et apprentissage

- Accompagnement financier des structures chargées de l'insertion (insertion par l'activité économique notamment) et de la formation professionnelle (mission locale, ANAF, GIP-FCIP, Wenka Culture, CRIJ, OUTSAHA MLAECHA)
- Lancement de l'appel à projets relatif au soutien à l'investissement dans les centres de formation des apprentis (CFA) et taxe d'apprentissage

Mobilité hors Mayotte

- Augmentation de l'enveloppe pour la diversification des formations professionnelles par la voie de la mobilité, en exploitant davantage la coopération décentralisée dans la région de l'Océan indien, la coopération régionale, mais aussi des formations à l'international en partenariat avec l'État via LADOM

PERSPECTIVES 2025

- Suivi et lancement d'une nouvelle commande publique de formation professionnelle et d'appels à projets aide individuelle vers l'emploi

3.3 OBSERVATOIRE, INFORMATION ET ORIENTATION SUR L'EMPLOI, LES MÉTIERS R

CHIFFRES CLÉS 5 230 598 €

COLLECTE DE L'OFFRE DE FORMATION

1094 actions de formation recensées dont :

122 organismes de formation

386 sessions de formation

27 offres de formation par apprentissage

17 CFA/OFA recensés

450 ouvrages commandés

SITE INTERNET « MAYOTTE EMPLOI FORMATION »

3 477 visites

16 actualités publiées

18 événements mis en ligne

OFFRES DE FORMATION LINGUISTIQUE ET SAVOIR DE BASE

42 organismes référencés

53 sessions de formations

19 conseillers formés pour le repérage, **536** personnes repérées dont **264** en formation

JNAI : **70** personnes mobilisées sur les tables rondes de sensibilisation illettrisme

16 stagiaires bénéficiaires des ateliers illettrisme

ACCUEIL ET ACCOMPAGNEMENT À L'ORIENTATION ET À L'INSERTION

100 ateliers et forums organisés par la CDM et ses partenaires

40 705 usagers accueillis et accompagnés :

11 338 personnes sur les sites de Mamoudzou, Poroani et Koungou

24 030 dans les espaces numériques décentralisés,

2000 personnes par le bus numérique

EXTRANET LA PLACE

13 500 utilisateurs

1900 pages vues

890 téléchargements

10 contenus publiés et **3** contributions à la newsletter inter-régionale

ACTIONS D'INFORMATION ET D'ORIENTATION

16 383 usagers accueillis et accompagnés

PLATEFORME DAFINE

23 pharmacies ajoutées

15 structures médico-sociales intégrées

Open data : 52 jeux de données disponibles

CREFOP : 4 groupes de travail et **38** réunions

Action de formation	Stagiaires	Sortie positive
Préfiguration Cléa	68	5

RÉALISATIONS 2024

Collecter, diffuser et informer sur la formation

- **Evolution du site Internent « Mayotte Formation »**
  - Présentation de la plate-forme de saisie de formation et du site grand public
  - Campagnes auprès des organismes de formation (OF) en besoin de promotion d'offres en manque de candidats
- **Animation de la plateforme LA PLACE**
  - Stratégie de publication dynamique avec des contenus diversifiés
  - Animer le comité éditorial de la Newsletter inter-régionale
  - Création de nouveaux sous-espaces collaboratifs
  - Favorisation de la croissance de la communauté PUIC Mayotte
- **Actions d'accueil, d'accompagnement à l'orientation et à l'insertion**
  - Atelier de co-développement "Mieux nous informer pour mieux collaborer"
- **Professionnalisation des OF et de l'équipe projet**
  - Mise en œuvre d'un nouveau plan de professionnalisation (métier de dispensateurs de formation, notification formation qualité de formation, métier d'un CFA...)
  - Mayotte e formation : ajout de nouvelles fonctionnalités, poursuite de la formation sur l'administration et l'animation de la plateforme
- **Gestion du centre de ressources**
  - Actualisation des ouvrages
  - Accès aux informations sur les métiers et les formations
  - Aménagement de la salle ressources

Observation et aide à la décision

- Cartographie des formations et élaboration de tableaux de bord pour présenter les métiers exercés et avenir sur Mayotte, ainsi que les formations associées, notamment le secteur de l'Industrie, l'offre de formation en apprentissage, la mise à disposition de données via l'outil FORMANOO
- Plateforme « DAFINE » : intégration de 23 pharmacies puis ajoutées dans la base de données, intégration de nouvelles structures, collecte et intégration des besoins en main d'œuvre dans le secteur de la jeunesse et sport en partenariat avec l'association Profession Sport Loisir
- Plateforme Open data région Mayotte : lancement de la communauté d'une trentaine d'acteurs
- CPRDFOP 2023/2027 Mayotte et Suha Na Maecha
  - Pilotage et suivi des actions du CPRDFOP
  - Analyse du bilan d'activités 2015-2023 de la PLIA
- Illettrisme :
  - Participation aux Journées nationales d'action contre l'illettrisme (JNAI) : table ronde et ateliers de sensibilisation sur l'illettrisme
  - Participation aux travaux d'élaboration du Plan régional de lutte contre l'illettrisme

Formation et insertion à l'emploi

- Repérage du public, par le biais des espaces numériques
- Formation des conseillers numériques sur le test OISIA, puis des organismes de formation à l'outil SIMPRO
- Conception d'outil de collecte des besoins de formation des usagers
- Apprentissage :
  - Campagne de sensibilisation et professionnalisation des conseillers mission locale et France travail
  - Etude sur les besoins en professionnalisation des CFA et présentation de la plateforme FOAD
- Accès à l'emploi pour tous :
  - Mise en place de l'outil CICO
  - Participation à des forums, salons, caravane d'orientation
  - Déploiement du bus et d'ateliers sur tout le territoire

PERSPECTIVES 2025

- Plan de formation des OF et de l'équipe projet PUIC
- Relance des formations CLEA 2024
- Suivi de la mise en œuvre du PUIC, du CPRDFOP et du plan régional de prévention et de lutte contre l'illettrisme
- Signature du plan régional de lutte contre l'illettrisme 2025-2027

4 RÉSILIENCE TERRITORIALE

87 333 326 €

Dépenses 2024

Transport terrestre, liaison maritime | Gestion des équipements portuaires | Biodiversité, transition écologique et énergétique

Le développement harmonieux du territoire de Mayotte est un grand défi pour le conseil départemental. En effet, la collectivité investit dans l'ensemble des communes et EPCI au travers du contrat de convergence et de transformation.

La mise en place du transport interurbain se traduit par le développement de la liaison maritime du sud et du nord vers la Petite-Terre, le renforcement de la flotte de navires, l'évolution de la gestion ainsi que le déploiement du système de la billettique.

Aussi en parallèle, l'aménagement et la réhabilitation du port de Longoni se poursuit pour améliorer l'accueil des navires et la sécurisation des usagers.

A travers des aménagements en cours, le département/région met l'accent sur la biodiversité de Mayotte et de la nécessité de protéger le patrimoine naturel autours du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et du plan de formation.

Enfin, les foyers mahorais se convergent vers une utilisation des énergies renouvelables (soleil, mer) par l'augmentation des installations des chauffe-eaux solaires et des panneaux photovoltaïques.

4.1 TRANSPORT TERRESTRE, LIAISON MARITIME

CHIFFRES CLÉS

68 851 364 €

(y compris les charges de personnel du STM de 16 M€)

RÉALISATIONS 2024

Transport scolaire

27 444 (-3%) élèves transportés

7 lots géographiques, dont **1** lot de gestion et **6** lots d'exploitation

3,7 millions de kilomètres parcourus

Dépenses : **45,1 M€** (-1%) dont **9,8 M€** pour le lot de gestion et **35,8 M€** pour les lots d'exploitation

28 219 cartes de transport vendues pour **1,4 M€** de recettes (+383%)

5 réunions du conseil de discipline pour examiner **35** cas d'infractions liées aux ramassages scolaires

626 actes d'incivilités (caillassage)

Transport interurbain

Service des navettes en Petite-Terre

2 lignes exploitées :

- Pamandzi - STM quai Issoufali -STM quai Ballou
- Labattoir - STM Quai Issoufali -STM Quai Ballou

88 363 personnes transportées

2 véhicules utilisés de plus de **50** places

Coût du marché : **265 K€**

Traversée maritime Grande-Terre et Petite-Terre

Dépenses du service de transport maritime : **23,2 M€** dont :

- charges de personnel : **16M€** (contre **14,4M€** en 2023, soit +11%)

Recettes propres du STM : **4,66M€** (contre **5,10M€** en 2023, soit -8%)

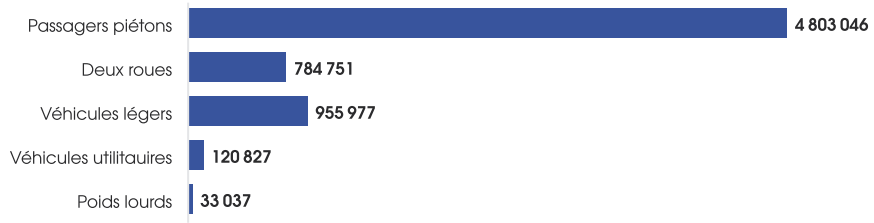
Dépenses de fonctionnement :

4,41M€ (contre 3,53 **M€** en 2023, soit +25%)

Flotte de 5 navires disponibles

Polé, Karihani, Georges Nahouda, Chatouilleuse et Imane

Nombre de traversée



Transport terrestre scolaire, collectif et occasionnel

- Optimisation du plan de transport scolaire permettant son acquisition et son organisation
- Organisation de réunions avec les partenaires sur la sécurité
- Déploiement d'agents de médiation, la présence accrue des forces de l'ordre sur les tronçons sensibles et les principaux points de correspondance des bus
- Développement des applications Pysae et HalO' permettant de suivre les bus en temps réel d'alerter en cas d'agression
- Mise en place du réseau des transports interurbains
- Reconduction du service des navettes en Petite-Terre, avec deux lignes exploitées et du marché de transport occasionnel
- Lancement du marché de transport des agents du conseil départemental
- Remplacement des vitres des véhicules scolaires ordinaires par des vitres en polycarbonate

Transport maritime et traversée Grande-terre et Petite-terre

- Amélioration de la gestion des ressources humaines, l'expérimentation de la pointeuse GTT et la mise en œuvre du plan de formation 2025.
- Déploiement du système de la billettique, des équipements numériques et exploitation des fonctionnalités du progiciel de gestion
- Commandes de deux nouvelles barges et de navettes rapides pour désengorger le trafic et réception de la nouvelle grue
- Remise en service mise à disposition auprès de la Préfecture des navires Safari Djéma et le Maoré Mawa pour la lutte contre l'immigration clandestine à compter du 1er octobre 2024
- Reconstruction du quai Ballou, réhabilitation du quai Issoufali et réaménagement du des zones de circulation des véhicules et de la RN4.

PERSPECTIVES 2025

Transport terrestre scolaire, collectif et occasionnel

- Mise en exécution des transports en commun interurbains sur le territoire
- Recrutement des cadres et des agents pour le suivi des différents contrats sur le transport et la mobilité
- Relancer le marché de transport scolaire pour éviter des prolongations des contrats actuels
- ***Transport maritime et traversée Grande-terre et Petite-terre***
- Amélioration de la gestion des ressources humaines, l'expérimentation de la pointeuse GTT et la mise en œuvre du plan de formation 2026.
- Déploiement du système de la billettique, des équipements numériques et exploitation des fonctionnalités du progiciel de gestion
- Commandes de deux nouvelles barges et de navettes rapides pour désengorger le trafic et réception de la nouvelle grue
- Mise en Etat des différents transports maritimes suite au cyclone CHIDO :
  - Polé et AT décennal, départ à Maurice, le 16 janvier 2025
  - Karihani et AT décennal, départ à Kenya le 16 avril 2025
  - la Chatouilleuse, départ à Maurice, le 21 avril 2025
  - Georges Nahouda et AT décennal, départ à la Réunion le 25 mai 2025
  - Imane, départ à la Réunion le 07 septembre 2025

4.2 GESTION DES ÉQUIPEMENTS PORTUAIRES

CHIFFRES CLÉS **223 557 €**

PORT DE LONGONI

Redevances perçues au titre de la DSP : **9 628 629,00 €**

FRÉQUENTATION DU PORT

Escales commerciales des navires : **168** (-2.32...%), dont :

Porte-conteneurs (CMA-CGM, MSC) : **99**

Marine nationale : **10**

Ciment : **13**

Pétrolier : **11**

Gazier : **9**

Cargo divers : **10**

Pêche : **6**

RORO : **3**

Cablier : 1

Paquebot de croisière à Mamoudzou : **6**

Tonnage 2024

Tonnage marchandises conteneurisées: **567 232 T**

Tonnage marchandise en conventionnel : 262 768 T, dont :

Cementis : **37 862 T**

Big bag : **83 352 T**

Pétroliers : **136 654 T**

Gaziers : **4 900 T**

PORT DE DZAOUDZI CABOTAGE RÉGIONAL

Nombre d'escales : **349** (-1.96%)

Embarqués : **39106** passagers (-22,05%)

Débarqués : **25312** passagers (-2,03%)

Droits de port acquittés / recettes :

63 867,00 € (-1,96%)

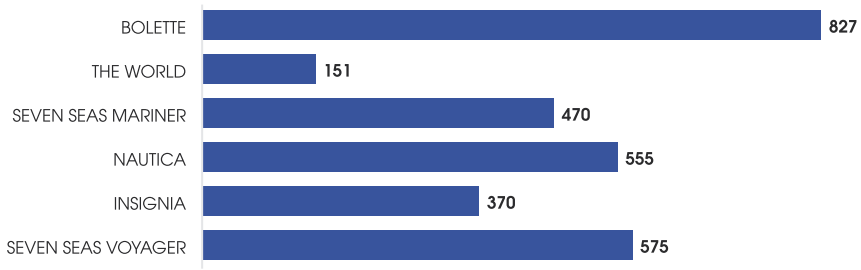
RÉALISATIONS 2024

- Poursuite des travaux de réhabilitation du quai n°1 au port de Longoni et remplacement des quatorze défenses sur le quai n°2
- Début de la remise en état du terminal pétrolier et gazier
- Etudes et début de la construction de la Gate sud du port de Longoni
- Mise en place de la vidéosurveillance et de la radiocommunication à la gare maritime internationale de Dzaoudzi
- Finalisation de l'élaboration du schéma directeur du port de Mayotte
- Lancement des travaux de clôture de la gouvernance actuelle Port de Longoni (audit de l'exécution de la délégation du service public) et réflexion sur la gouvernance future qui devra débuter en novembre 2028

PERSPECTIVES 2025

- Poursuite des travaux de réhabilitation du Quai 1 et réparation des dégâts occasionnés par le cyclone Chido sur le port
- Travaux de renforcement de l'éclairage du TPG
- Validation du Schéma Directeur du port de Mayotte
- Renforcement de l'équipe AMO sur l'atterrissage de la DSP portuaire
- Lancement des études sur la construction de la Gate sud et extension des terre-pleins de stockage
- Début des travaux de reconstruction des ports de plaisance
- Renforcement des ressources humaines au sein de la direction des ports
- Validation des documents de sureté portuaire
- Réhabilitation de la Gare maritime internationale et renforcement de la sureté sur cette installation.

Nombre de passagers croisiéristes



4.3 BIODIVERSITÉ, TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE R D

CHIFFRES CLÉS 18 258 405 €

ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL

MON ÎLE PROPRE

40 000 participants

25 000 tonnes de déchets collectés

Animations scolaires, ACM et autres

28 interventions

2024 personnes sensibilisées, dont :

Formation des animateurs BAFA

18 stagiaires animateurs

Promotion des sites naturels gérés par le Département

Sites concernés : Ourovéni, Karihani et Ambato

ÉNERGIE PROPRE ET RENOUVELABLE

158 dossiers traités d'installation de chauffe-eaux solaires pour un montant de **199 K€**

110 chauffe-eaux solaires installés

34 Installations de panneaux photovoltaïques (PV): **199 K€**

TRAVAUX D'ÉLECTRIFICATION RURALE

Dépenses : **17 M€**

	Secteur Ourovéni haut	Secteur Ourovéni bas
Chantiers nettoyés	12	10
linaires nettoyés	1147 m	213 m
Surface nettoyés	443 m²	1094 m²
Déchets ménagers	24 m³	1,35 m³
Bois débités	15 m³	70 m³
Déchets verts enlevés	320 m³	665 m³

RÉALISATIONS 2024

Gestion des ressources en eau, des déchets et du patrimoine naturel

- Réalisation de l'enquête Collecte 2024 en lien avec l'ADEME national
- Continuité de la mise en œuvre opérationnelle du schéma d'entretien et de restauration des rivières de Mayotte (SERRM)
- Réalisation de formations dispensées aux agents
- Continuité des travaux d'entretien du domaine public fluvial avec le ramassage des déchets ménagers et des embâcles formés par les végétaux dans les cours d'eau

Sensibilisation à l'environnement, préservation de la biodiversité

- Avis favorable au projet du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et à son rapport environnemental
- Organisation et mobilisation des services de l'État à l'opération de nettoyage « Mon île propre »
- Suivi de l'étude de Citéo sur l'étendu de tri des emballages ménagers et de l'étude sur les D3E menée par écosystème
- Renouvellement des partenariats avec les organismes et réseaux dédiée aux tortues marines dans la lutte contre le braconnage
- Continuité des actions de sensibilisation de la population à l'environnement

Énergie propre et renouvelable

- Achat de véhicules électriques pour le Conseil départemental
- Poursuite de la campagne de promotion de la production et la consommation d'énergie propre, et de l'installation de panneaux photovoltaïques et de chauffe-eau solaires
- ***Électrification rurale***
- Poursuite des travaux sur l'électrification rurale (mise en service rapide des ouvrages et l'accompagnement des agriculteurs éloignés du réseau public) dans le cadre du programme 2023-2026

PERSPECTIVES 2025

Gestion des ressources en eau, des déchets et du patrimoine naturel

- Réalisation de l'enquête Collecte et ITOM 2025 en lien avec l'ADEME national.
- Création de la plateforme Internet de l'Observatoire par le conseil départemental
- Enquêter sur les autres flux pour avoir une photographie de la situation des déchets de la collectivité.
- Accompagner les intercommunalités dans la réalisation de chantier de restauration
- Mise en œuvre opérationnelle du SERRM et poursuite de l'entretien du domaine public fluvial
- Création de l'office de l'eau

Sensibilisation à l'environnement, préservation de la biodiversité

- Communiquer, démarrer les actions inscrites dans le PRPGD et suivi de leur mise en œuvre
- Reconduction de l'opération « Mon île Propre » avec ceux du SIDEVAM et la CADEMA
- Démarrage opérationnel de certains PPGD validés par le Ministère (DEEE)

Énergie propre et renouvelable

- Lancement des concertations pour la réalisation du schéma directeur IRVE
- Republication de l'appel à projets pour la construction de six stations de recharge 100% solaire pour les véhicules électriques du Département
- Continuité de la campagne de cofinancement des installations photovoltaïques en autoconsommation individuelle et des chauffe-eaux solaires

5 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

43 923 322 €

Dépenses 2024

Affaires foncières | Infrastructures, routes, aménagement du réseau internet

L'aménagement du territoire est l'un des axes majeurs de la stratégie de la collectivité.

Dans cette perspective, la collectivité renforce les mesures de maîtrise foncière dans la lutte contre l'occupation illégale des parcelles de la collectivité et d'envisager des zones d'aménagement concertées.

La maîtrise foncière requiert ainsi l'accélération de la régularisation des terrains domaniaux.

Aussi, une dématérialisation des processus de gestion des actes fonciers s'avère indispensable.

Parallèlement, le conseil départemental agit pour préparer le territoire de demain, en mettant en œuvre des projets de raccordement du territoire au haut et très haut débit internet par la fibre optique. Il investit pour créer la multimodalité (pôles d'échanges multimodaux, transport collectif interurbain, liaisons maritimes).

La couverture du territoire par le très haut débit est un des projets phares du Département, afin de développer l'attractivité de Mayotte et favoriser son désenclavement dans la région.

5.1 AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME (D)

CHIFFRES CLÉS 1 988 144 €

GESTION DOMANIALE

324 (-52%) dossiers enregistrés/traités

399 (-69%) dossiers examinés, dont :

- **273** avis favorables
- **126** avis défavorables

RÉGULARISATION FONCIÈRE

219 titres délivrés

685 actes de reconnaissance de propriété définitive en attente de signature

896 actes de reconnaissance de propriété définitive rédigés

5 165 réquisitions et procès-verbaux publiées

BRIGADE FONCIÈRE

5 761 dossiers reçus

509 dossiers traités

5 252 en attente de traitement

URBANISME

4 cotech et COPIL

RÉALISATIONS 2024

Gestion du domaine et régularisation foncière

- Réception, enregistrement et traitement des dossiers relatifs au domaine et à la régularisation foncière
- Continuité de la vérification des documents d'arpentage (DA) et enregistrement des oppositions
- Continuité d'organisation des séances de la commission du patrimoine et du foncier (CPF)
- Continuité de l'inventaire des dossiers des communes
- Intervention en vue d'installation de panneau solaire pour recharge de voiture
- Intervention pour avis sur le projet des Archives départementales de M'roalé
- Intervention pour avis sur le projet des arrêts de bus de Mgnambani
- Suivi des cessions de fonciers aux communes, au conservatoire du littoral, au CHM pour le nouvel hôpital de Combani
- Échange immobiliers entre le Département et l'État
- Suivi des diagnostics de conformité pour la cession au profit de l'APIJ dans le cadre du projet de la Cité judiciaire de Kawéni
- Protocoles d'accord entre les occupants fonciers et Météo France pour le radar météorologique à Pamandzi
- Suivi des cessions au profit du SIDEVAM pour la déchetterie de Malamani et le siège du SIDEVAM à Dzoumogné
- Recherche foncière pour le SDIS
- Opérations RHI des communes et la CADEMA

Étude du foncier en vue d'implanter un projet d'aménagement et transaction immobilière

- Continuité des analyses foncières des sites pour les gares terrestres et pour la route Coconi et son contournement et indemnisation des propriétaires (Mgambani)
- PEM Chirongui / caniveau : validation du protocole d'accord avec le particulier, propriétaire du site pour le caniveau
- Poursuite de la recherche de sites pour la maison des personnes âgées de Kawéni et le stade territorial du nord
- CHM - Nouvel Hôpital de Combani : poursuite de l'analyse foncière du site et de ses environs, extension de l'Hôpital de Mamoudzou et suivi de la cession au CHM de ce foncier de la zone Batrolo (vente terminée)
- Cessions onéreuses et gratuites au profit d'entreprises privées, aux communes et aux particuliers

Brigade foncière

- Réalisation des missions principales suivantes : constat d'occupation, vérification des documents d'arpentages, résolution de conflits

Service urbanisme

- Donner un avis sur le PLUi CCPT, le projet de modification du PLU de Koungou, et de la mise en conformité du PLU de Chirongui
- Avis sur les ZAC de Coconi et de Kahani
- Inauguration d'habitat provisoire à Massimoni (Koungou)
- Pose de la première pierre à Carobolé
- Contribution aux COTECH Quartier en péril à Bouéni, COTECH RHS Afrique (Sada), COTECH RHI Citadelle (Sada) et au COTECH RHI Mamadi Nafissa (Sada)
- Participation aux différents séminaires autour de l'aménagement, de l'urbanisme et du logement

PERSPECTIVES 2025

Gestion du domaine et régularisation foncière

- Dépasser la barre de 1000 dossiers passés en CPF
- Valider toutes les CPF par des délibérations
- Tenir à jour les évaluations de valeur vénale
- Dépasser la barre de 1500 titres de propriété délivrés aux occupants coutumiers
- Faire un recensement complet de tout le patrimoine foncier du conseil départemental

Étude du foncier en vue d'implanter un projet d'aménagement et

Transaction immobilière

- Augmenter les capacités de traitement des dossiers afin d'être à jour
- Informatiser le traitement des dossiers
- Mener à bien tous les projets de cessions et d'aménagement d'intérêt publics entrepris en 2024 tels que : La STEP de Petite-Terre, la STEU de Malamani
- Signer les actes authentiques d'échanges immobiliers entre le Conseil départemental et l'État
- Signer la promesse de vente au profit de l'APIJ
- Finaliser la liquidation de l'indivision CD/SMIAM

41 935 179 €

5.2 INFRASTRUCTURES, ROUTES, AMÉNAGEMENT DU RÉSEAU INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT R

CHIFFRES CLÉS

Dépenses en investissement relatives à la construction d'infrastructures et de bâtiments publics : **47,1 M€**

INFRASTRUCTURES MÉDICAUX-SOCIAUX

7 opérations en phase d'étude

10 opérations en cours de travaux

Infrastructures sportives (4 M€)

5 opérations en phase d'étude

3 opérations en cours de travaux

Infrastructures maritimes (20 M€)

3 opérations en phase d'étude

2 opérations en cours de travaux

Infrastructures routières (18,6 M€)

0,3 M€ pour travaux en agglomération

0,5 M€ pour dispositifs de sécurité latéraux

1,2 M€ pour Route Hôpital COMBANI

5,4 M€ pour Sécurisation des Usagers

10,2 M€ pour Renforcement Structuration des RD

RACCORDEMENT DU TERRITOIRE PAR FIBRE OPTIQUE

Raccordement au très haut débit internet (THD) : **78 km** (dont **31 km** de fibres déployées dans le sud)

Opérations de réparation et de remise en état post CHIDO :

49 opérations

OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Coût prévisionnel	97 M€
dont Conseil départemental	22M€
Etat (fonds d'amorçage)	18 M€
Europe (Restore, FSUE)	42 M€
FCTVA	15 M€

Intitulé	Coût	Etat d'avancement
Construction du bâtiment des archives départementales	24 500 000 €	Dossier de consultation d'entreprises (DCE)
Construction d'un gymnase territorial du nord (Mtsangamouji)	18 105 000 €	Travaux
Construction d'un centre de formation maritime de Pamandzi	14 000 000 €	Analyse des offres pour travaux
Mise en place d'une structure dédiée aux tortues marines	15 000 000 €	Concours MOE (Maîtrise d'œuvre)
Construction de 6 infrastructures de recharge 100% solaire pour les véhicules électriques sur les sites du conseil départemental	1 200 000 €	Dossier de consultation d'entreprises (DCE)
Installation photovoltaïque en autoconsommation individuelle	200 000 €	Choix d'opérateur
Pôles d'échange multimodal (PEM) de Mamoudzou et Dzoumogné	55 000 000 €	Travaux
Restauration de la Résidence des Gouverneurs et les longères pour installer le musée de l'histoire de Mayotte	7 335 000 €	Concours MOE
Etudes de fluidification des déplacements de personnes et de marchandises dans la traversée des agglomérations de Mamoudzou et de Koungou	8 000 000 €	Etude de trafic, approbation du plan de financement
Mise en état de la seule voie permettant l'accès au futur site de la construction de l'hôpital de Combani	2 650 000 €	Travaux
Mise aux normes de la caserne de Dzaoudzi pour ré-ouvrir le musée de Mayotte	600 000 €	Relance du DCE suite au cyclone CHIDO.
Construction et équipement du laboratoire de recherche Multilab de Dembéni	26 754 763 €	Dossier de consultation d'entreprises (DCE)
Réhabilitation du stade départemental de Cavani Mamoudzou	12 000 000 €	Concours MOE
Eco-centres de santé (autonomie énergétique des services de santé)	7 000 000 €	Concours MOE
Construction d'un centre d'entrainement des sportifs de haut niveau de Miréréni (commune de Chirongui)	40 000 000 €	Permis en cours
Aménagement d'un centre d'application agro-écologique à Miréréni (commune de Chirongui)	5 865 000 €	Travaux
Construction du bâtiment du CRIJ (centre régional d'information jeunesse)	3 430 000 €	Dossier de consultation d'entreprises (DCE)
Marché de fibre optique (DSP) (construction, maintenance et exploitation de boucles locales optiques de dessertes à l'usager final)	91 000 000 €	Choix de l'opérateur
Construction du pôle d'interconnexion du territoire à Coconi	46 000 000 €	Etudes
Requalification du complexe sportif de Chiconi	8 000 000 €	Concours MOE
Création d'un cluster AGRIPOLIS et construction d'une cité agroécologique	18 000 000 €	Travaux
Mise au norme du gymnase de Dzaoudzi Labattoir	7 626 000 €	Dossier de consultation d'entreprises (DCE)
Construction du dojo de Koungou	9 000 000 €	Dossier de consultation d'entreprises (DCE)
Construction de la cité administrative régionale (hôtel de région)	50 000 000 €	Etudes
TOTAL	**471 265 763 €**	

	Coût
Thématique 1 : Mobilité, transport, déplacement	65 650 000 €
Thématique 2 : Equipement des collectivités locales	226 596 000 €
Thématique 3 : Transition numérique et écologique	114 400 000 €
Thématique 4 : Développement économique et formation	64 619 763 €
TOTAL	**471 265 763 €**

RÉALISATIONS 2024

Ouvrages en bâtiment

- Étude et Analyse des offres pour le projet de construction du bâtiment des archives départementales, du centre de formation de maritime de Pamandzi et du Dojo de Koungou après l'obtention du permis de construire
- Publication des documents de la consultation pour la construction du bâtiment du centre régional d'information jeunesse (CRIJ) de Mayotte
- Publication des documents de la consultation concernant les projets de construction des PEM de Mamoudzou et Dzoumogné
- Travaux de construction des PMI de Vahibé, Mtsamboro, Koungou et Passamainty, du CMS de Chiconi, d'Ilioni, du CRIJ de Mamoudzou, de la maison des personnes âgées de Mronabéja,
- Travaux du Gymnase de Mtsangamouji, de réhabilitation du stade de Chiconi et des Gymnases de Cavani et Pamandzi
- Travaux de réparation du quai n°1 de Longoni et travaux de réparation du Quai Issoufali

Infrastructures routières

- Dispositifs de réduction de vitesse en agglomération
- Dispositifs de retenu latéraux
- Construction route d'accès futur Hôpital de COMBANI phase 1

- Sécurisation des usagers sur les réseaux éxistants (M'Bouanatsa, Chiconi, Pamandzi, Ouangani)
- Renforcements et structurations de chaussées (RD 1, RD 4)

Aménagement du réseau internet très haut débit

- Choix de l'opérateur délégataire de service public chargé du déploiement du réseau de fibre optique
- Notification de marché fibre noire pour l'interconnexion des bâtiments administratif de Conseil départemental de Mayotte
- Signature d'une convention avec l'Etat dans le cadre du plan France très haut débit (THD)

PERSPECTIVES 2025

Ouvrages en bâtiment, infrastructures routières

- Poursuite des différentes procédures relatives au projet de BUM : préparation des déclarations d'utilités publiques (DUP), lancement de marchés sur différentes types d'études
- Réalisation du programme de sécurisation de la RD8 (de Coconi à Ouangani)

Infrastructures routières

- Dispositifs de retenue latéraux
- Sécurisation des usagers sur les réseaux existants (Combani, Chirongui, Sada)
- Renforcement et structuration de chaussées (RD 3, RD 5)

Aménagement du réseau internet très haut débit

- Choix de l'opérateur délégataire de service public chargé du déploiement du réseau de fibre optique et création d'une société dédiée
- Signature d'une convention avec l'Etat dans le cadre du plan France très haut débit (THD)

6 SOLIDARITÉ, ENFANCE ET SANTÉ

126 983 278 €

Dépenses 2024
dont 87,2 M€ relevant du budget annexe santé protection enfance (ASE-PMI)

- Personnes en situation de handicap
- Personnes âgées
- Aide au logement et secours d'urgence
- Action sociale territorialisée
- Médiation cadiale et cohésion sociale
- Aide sociale à l'enfance
- Protection maternelle et infantile, santé

Chef de file en matière d'intervention sociale, le Conseil départemental s'inscrit dans une volonté forte de développement des logiques de partenariat avec l'Etat, les communes et les structures associatives afin de renforcer la cohésion sociale dans le territoire.

Dans cette dynamique de solidarité, l'action départementale envers les personnes âgées et en situation de handicap s'appuie sur les centres communaux d'action sociale pour mieux toucher les familles.

A cet égard, le décret 2020-1518 du 04/12/2020 relatif à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) permet l'application à Mayotte du taux d'invalidité compris entre 50% et 79%.

Par ailleurs pour la promotion de sa politique sociale, le département soutient financièrement les structures intervenant dans les actions de lutte contre la précarité, l'exclusion sociale et professionnelle.

De plus, dans le cadre de la politique de lutte contre l'habitat indigne, un fonds de solidarité est mis en place pour faciliter l'accès au logement et à l'hébergement à destination des ménages les plus fragiles.

L'amélioration de la qualité de service pour les compétences dévolues au département en matière d'aide sociale à l'enfance, puis de protection maternelle et infantile, impactées fortement par l'évolution démographique du territoire, est subordonnée particulièrement à la réévaluation des dotations de l'Etat.

Le conseil départemental contribue enfin à la prévention et la médiation sociale pour créer davantage de lien social.

6.1 PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (D)

CHIFFRES CLÉS 1 013 758 €

5452 usagers reconnus en situation de handicap dont **3599** bénéficiaires avec des droits en cours.

DOSSIERS ET COMMISSIONS

1409 dossiers déposés à la MDPH

52 % des usagers ont moins de 20 ans, leur dossier concerne :

273 premières demandes

338 ré-examens

... recours

1969 notifications émises par la CDAPH concernant **494** dossiers

BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS

AAH : **234** attributions en 2024 (-23%)

AEEH : **34** attributions en 2024 (-80%)

PCH : **364** attributions en 2024 (+8%)

AIDES

Aide humaine : **455** bénéficiaires

Aide humaine parentalité : **37** bénéficiaires

Aide technique : **28** bénéficiaires

Aide technique parentalité : **33** bénéficiaires

ORIENTATION DES PERSONNES

1317 personnes orientées en établissement ou un service médicosocial (176 en 2024) dont **802** enfants et **515** adultes

1231 jeunes en orientation scolaire dont **91** en 2024

244 élèves handicapés bénéficient de l'aide humaine ordinaire

1180 personnes reconnues en qualité de travailleur handicapé (RQTH) dont **228** en 2024

CARTE MOBILITÉ INCLUSION

167 CMI mention invalidité

67 CMI mention priorité

118 CMI mention stationnement

RÉALISATIONS 2024

Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)

- Amélioration et simplification de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH)
- Élargissement des critères d'éligibilité au FDCH pour intégrer des usagers en situation complexe, au-delà des seuls bénéficiaires de la PCH.
- Recrutement d'un ergothérapeute pour assurer l'évaluation des demandes d'aides techniques.
- Optimisation du pilotage du fonds avec une meilleure gestion des aides non consommées et une priorisation des dossiers en attente.
- Meilleure orientation des parcours des usagers et Renforcement de la proximité avec les usagers
- Mise en place d'un référent MDPH pour suivre les entrées/sorties et les listes d'attente des ESMS
- Déploiement de l'accueil de proximité dans les Maisons France Services de Petite Terre, Hamjago et autres lieux prévus.
- Sensibilisation tout au long de l'année pour encourager la participation au baromètre national de satisfaction.
- Accessibilité et inclusion
- Déploiement d'ambassadeurs de l'accessibilité sur tout le territoire.
- Mise en place de la Réponse Accompagnée Pour Tous (RAPT) avec recrutement d'un agent référent et coordination avec les partenaires.
- Amélioration continue de l'évaluation et de l'instruction
- Application des référentiels nationaux sur l'évaluation.
- Meilleure coordination entre services pour fluidifier les étapes d'instruction, d'évaluation et de passage en CDAPH.
- Modernisation des outils numériques
- Déploiement du palier 2 du Système d'Information Harmonisé (SIH).
- Interconnexion avec les portails nationaux via le connecteur CNSA.
- Déploiement de la dématérialisation des actes administratifs.
- Professionnalisation des équipes et gestion RH
- Renforcement des compétences via formations, immersions et accompagnement individualisé.
- Partenariat avec le CNFPT pour la mise en œuvre d'un plan de formation pluriannuel.
- Favorisation des mobilités internes et évolution professionnelle.
- Révision de l'organigramme et augmentation des effectifs.

PERSPECTIVES 2025

Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)

- Déploiement complet de Via Trajectoire Handicap et Poursuite du déploiement numérique
- Extension de la couverture territoriale de la MDPH avec 2 minibus, en lien avec les Maisons France Services et l'ouverture d'une antenne sur Petite Terre.
- Structuration de l'appui à la gestion de parcours grâce à un suivi renforcé des situations complexes et coordination interinstitutionnelle (ARS, CD, Éducation nationale, etc.).
- Renforcement des ressources humaines

6.2 PERSONNES ÂGÉES ET DÉPENDANTES (D)

CHIFFRES CLÉS 34 295 371 €

2407 (+0.4%) bénéficiaires de l'APA

APA payée : **28,8 M€** (+10%) dont :

facturation des prestataires : 26,8M€

APA versée aux bénéficiaires pour emploi direct : **814 K€** (+68.8%)

Pour les bénéficiaires PCH : **433** bénéficiaires :

286 bénéficiaires en PCH adulte

119 bénéficiaires en PCH Enfants

28 bénéficiaires en PCH parentalité

MALTRAITANCE SIGNALÉE

Antenne ALMA 976 allô maltraitance :
Numéro d'appel : 0800 000 976

13 cas de personnes âgées suivies dont :

4 cas montrant une prévalence élevée de la perte de mémoire

2 cas du besoin d'écoute

6 cas de personnes en situation de handicap suivies dont 2 cas de besoin d'écoute

ACCUEIL FAMILIAL

8 familles agréées (accueillants familiaux) avec une capacité d'accueil de **15** places

5 accueillants familiaux sont en exercice et ont reçu **8** personnes accueillies.

9 demandes d'agrément reçues avec **2** accords d'agrément délivrés

8 personnes accueillies dont 6 personnes âgées et **2** personnes en situation de handicap

3 décès, **1** retour à domicile et **1** sortie sans solution de relogement.

3 demandes d'accueil en cours de finalisation dont 2 seront effectives la semaine prochaine (1PA et 1PH)

CMI : 250 demandes, **20** reçu et **230** en cours de fabrication

RÉALISATIONS 2024

Allocation personnalisée d'autonomie (APA) 2024

Allocation personnalisée d'autonomie	Nombre de bénéficiaires	Coût en euros
Aide humaine prestataire	2235	26 899 404,97
Aide humaine emploi direct	37	814 165,22
Aide humaine mandataire	76	215 021,65
Total aide humaine		**27 713 570,19**
Accueil familial	6	120 412,20
Forfait APA urgence	52	165 855,50
APA en établissement	1	2 633,10
Total		**2 633,10**
Produits d'incontinence		1 176 522,04
TOTAL	**2407**	**28 892 725,33**

- Organisation de la journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées et adultes en situation de handicap à Chiconi
- Financement du lancement du projet de la plateforme d'observatoire social et médico-social
- Mise en place de nouvelles formes d'habitats : IDRA, Résidence de l'autonomie, comprenant 50 logements, et la Maison intergénérationnelle de Kawéni
- Création du premier établissement d'accueil médicalisé
- Accompagner l'offre médico-sociale et développer des services d'aides à la vie sociale pour les personnes âgées et personnes en situation de handicap.
- Une enveloppe du budget de la CNSA est dédiée à la conférence des financeurs de prévention de la perte de l'autonomie pour le Département de Mayotte
- Validation de 16 actions présentées par 6 structures à la commission de la CFFPA 2024

PERSPECTIVES 2025

- Mise en place du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA)
- Ouvrir une unité gériatrie au CHM
- Réfléchir à un « système » qui permettrait aux familles des personnes âgées et des personnes en situation de handicap de pouvoir s'alimenter en électricité en cas de panne.
- Mise en place du dispositif de soutien aux professionnels de l'aide à domicile : poursuite ;
- Mise en place d'une plateforme de télétransmission des données avec les SAAD
- Création d'un annuaire des acteurs de l'aide à domicile

6.3 AIDE AU LOGEMENT ET SECOURS D'URGENCE D

CHIFFRES CLÉS 852 553 €

AIDES AU LOGEMENT

46 (+44%) bénéficiaires du FASAAL pour un coût de **850 K€**

40 (+135%) bénéficiaires de l'aide à la pierre pour un coût de **544 K€**

Aide à l'accès et au maintien au logement : **37** dossiers pour un montant de **552 K€**

2 opérateurs (HSPC et Soliha)

17 dossiers (financés à 40%) pour un montant de **82 K€**

15 dossiers (financés à 60%) pour un montant de **194 K€**

304 (**-31%**) bénéficiaires du FSL pour un coût de **188 K€**

AIDES EXCEPTIONNELLES

Secours d'urgence :

231 K€

Rapatriement des corps :

102 familles endeuillées ont bénéficié de cette aide pour un coût de **339 K€**

RÉALISATIONS 2024

- ***Aide sociale pour l'adaptation et l'amélioration du logement***
- Traitement des demandes d'aides au logement dans le cadre de trois dispositifs d'aides : le fonds d'aide sociale pour l'adaptation et l'amélioration du logement (FASAAL), l'aide à la pierre et le fonds de solidarité pour le logement (FSL)

Nature de l'aide	2023		2024	
	Nombre de bénéficiaires	Coût	Nombre de bénéficiaires	Coût
Travaux d'amélioration du logement – FASAAL	46	850 104 €	79	994 144 €
Travaux de construction ou de réhabilitation de logement – aide à la pierre	91	1 258 642 €	12	175 065 €
Aide financière pour le maitien au logement (règlement des impayés de factures d'électricité, eau, loyer,...)	295	181 728 €	330	230 162 €
Aide financière pour l'accès au logement (règlement de dépôt de garantie, 1er loyer)	9	3 488 €	7	2493 €
Total	**441**	**2 293964 €**	**428**	**1 401 866 €**

PERSPECTIVES 2025

- ***Aide sociale pour l'adaptation et l'amélioration du logement***
- Réduction des délais de traitement des demandes d'amélioration du logement
- Mise en place du système d'information IODAS.
- Renforcement de l'équipe
- Améliorer les moyens de travail (véhicules, travailleurs sociaux)

6.4 ACTION SOCIALE TERRITORIALISÉE (D)

CHIFFRES CLÉS 3 556 369 €

Plan pauvreté 2023-2025

Budget global : **1,8 M€**, dont 50% financés par le Conseil départemental

5 projets initiés par le département

Montant versé en 2024 : **1,1M€**

15 autres opérateurs externes retenus sur 3 axes : insertion des BRSA, accès aux droits et mobilités solidaires

Pacte des solidarités 2024-2027

Budget global : **12 M€**

Pour 2024 : 3 M€ (50 % financés par le Conseil départemental)

26 opérateurs financés

Epicerie sociale et solidaire 2022-2025

4 opérateurs financés

Subventions versées en 2024 : 500 K€

CONVENTIONS AVEC LES CCAS

17** conventions pour un financement de **1,6 M€

PROJET « BIEN MANGÉ ET BIEN BOUGÉ À MAYOTTE »

*Budget 2024 : **100 K€***

***13** opérateurs financés*

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AU DROIT (CDAD)

*Subventions versées en 2024 : **50 000 €***

RSA ET INSERTION DES BÉNÉFICIAIRES

4 195 bRSA (*source CSSM*)

225 bRSA accompagnés dans le dispositif social

FONDS DÉPARTEMENTAL DE SOLIDARITÉ (FDS)

Budget global contrôlé : **12 M€ sur 5 ans**

SERVICE ACCOMPAGNEMENT GLOBAL

102 accompagnements réalisés

RÉALISATIONS 2024

Accompagnement social

- Articulation de l'accompagnement social et professionnel
- Accompagnement social des bRSA
- Suivi de la préparation de l'articulation entre l'accompagnement social (département) et l'insertion professionnelle (France Travail) en vue de la recentralisation, à compter du 1er janvier 2025 de la compétence en matière d'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA (BRSA)
- Distribution de bons alimentaires, de secours exceptionnels

Territorialisation et renforcement du maillage social

- Poursuite de la structuration du maillage territorial avec les UTAS couvrant l'ensemble du département : Nord, Centre, Sud, Petite-Terre et Mamoudzou

Plan départemental d'insertion (PDI)

- Adoption du PDI 2024-2027, constituant ainsi le cadre stratégique de référence pour l'insertion à Mayotte
- Elaboration de fiches actions associées au PDI

Fonds départemental de solidarité (FDS)

- Contrôle et bilan des dispositifs mis en œuvre sur la période 2019-2023

PERSPECTIVES 2025

Accompagnement social

- Renforcement de l'accompagnement, et de la capacité de suivi personnalisé

Territorialisation et renforcement du maillage social

- Création de maisons départementales des solidarités (MDS)
- Renforcement de l'accessibilité, la lisibilité et la proximité de l'action sociale

6.5 MÉDIATION CADIALE ET COHÉSION SOCIALE

CHIFFRES CLÉS 41 465 €

FRÉQUENTATION DES BUREAUX DES CADIS

18 bureaux de cadis

7703 (-49%) personnes accueillies

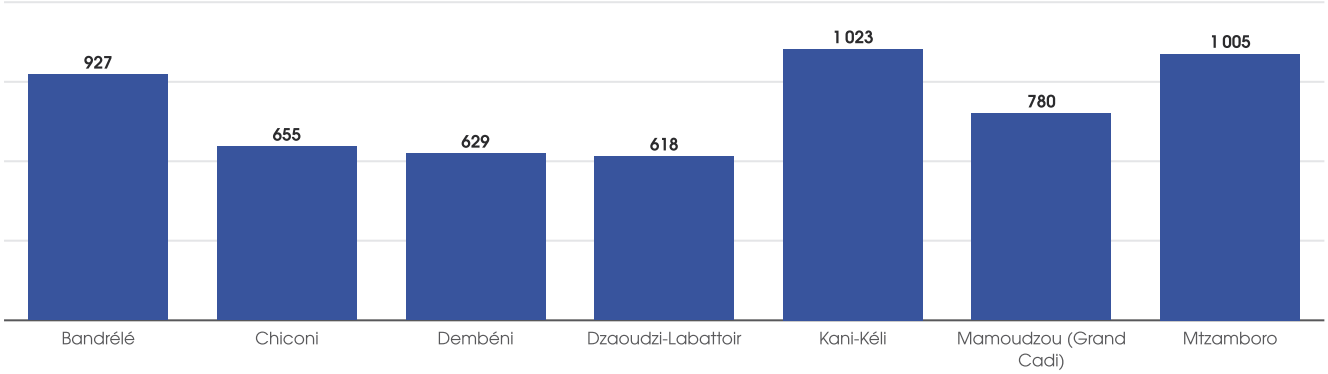
SÉMINAIRE ET CONFÉRENCE

Dépenses liées au colloque sur le conseil cadial : **41 K€**

MÉDIATION ET COHÉSION SOCIALE

Plus de **1800** (+177%) de patients malades EVASAN et victimes de maladie occulte accompagnés moralement par le conseil cadial et les partenaires Noor Shiffa

Les communes dont la fréquentation est supériere à 600 personnes



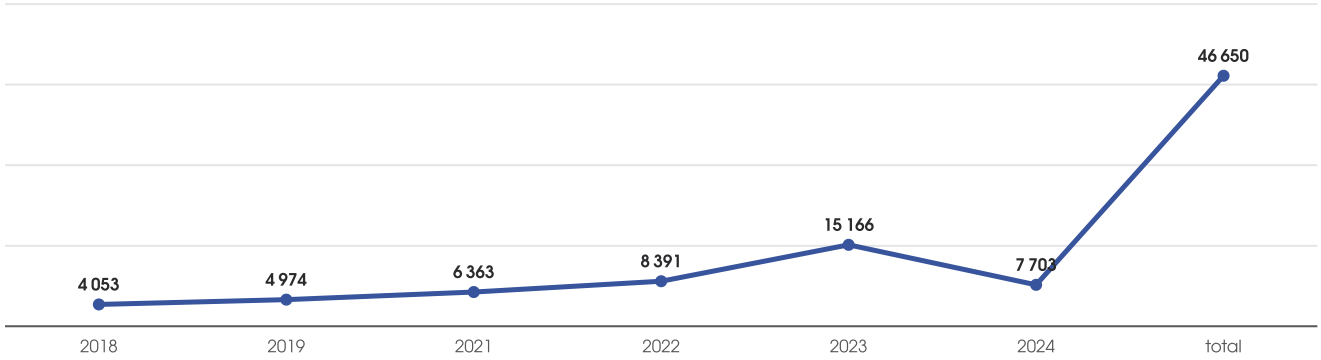
Consultation des cadis selon les thématiques	2023	2024
Requêtes	938	663
Débats	1 101	888
Attestation mariage /célébration	323	245
Attestation divorce /répudiation	144	87
Délégation autorité parentale	41	85
Tutelle	28	19
Certificat d'hérédité	50	29
Médiation sociale /conjugale /conciliation	594	1218
Médiation foncière	NR	**225**
Pension alimentaire	14	25
Acte de donation	28	3
Succession de partage	13	16
Demande enseignement/orientation conseil	7108	2557
Enregistrement des actes	458	44
Accompagnement moral/éducatifs	921	200
Accompagnement moral EVASAN (ASCA/AMALCA)	63	1800
Accompagnement administratif	65	40
Attestation de conversion à l'islam	76	1
Jugement supplétif, attestation de vente, copie intégrale	198	58
Convocation	913	
Autre	272	1134
Total	**13 463**	**11 927**

RÉALISATIONS 2024

Evolution du conseil cadial

- Organisation d'un colloque réunissant des experts, en vue de clarifier, redéfinir les missions du conseil cadial et de réfléchir sur l'autonomisation de la structure

Fréquentation des bureaux des cadis 2018 à 2024



La diminution de la fréquentation des bureaux des cadis en 2024 s'explique principalement par :

1. La suppression des bureaux de Cadis de Bandraboua et Tsingoni
2. une occupation partielle du poste de greffier du bureau de Passamainty (partagé entre 2 sites.
3..Les dommages causés par le cyclone Chido dans les bureaux de Cadi d'Acoua et de Mtsangamouji

Actions de partenariat pour la prévention

- Partenariat avec la Préfecture de Mayotte concernant le problème de l'eau : la gestion de l'eau en islam, le problème des toilettes sèches
- Partenariat avec l'agence régionale de santé dans le cadre de la prévention et la lutte contre le choléra : sensibilisation des fidèles des mosquées sur la nécessité de se protéger notamment en utilisant les gels hydrauliques et le lavage fréquent des mains

Cohésion sociale et règlements des conflits sociaux

- 3ème édition de la rencontre socioculturelle intergénérationnelle de la commune de Kani-kéli pour la cohésion sociale
- Participation au sein du CLSPD (conseil local pour la sécurité et prévention de la délinquance) dans les communes de Bandrélé, Mamoudzou
- Règlement des problèmes des « salât djouma » à Mamoudzou, Mramadoudou et Doujani
- Règlement des conflits de bandes de délinquants de Kani-Bé et Kani-Kéli

Encadrement afin de protéger les familles

- Partenariat avec le CHM et l'institut Noor Shiffa pour l'accompagnement des personnes atteintes de maladie occulte et pour la santé mentale
- Partenariat multipartite pour.l'accompagnement éducatif, moral, psychologique et thérapeutique musulmane des victimes d'inceste

Aides humanitaires et aumônerie

- Inspection en cours pour le centre Wuzuri wa Dini
- Distribution suite au cyclone Chido des aides-alimentaires à travers la collaboration avec l'ONG WCK, et les mosquées de Mayotte
- Acquisition de linceuls
- Aumônerie en milieu hospitalier, pénitentiaire (intervention tous les vendredis au centre pénitencier) et militaire

PERSPECTIVES 2025

- Ouverture régionale du conseil cadial : développement des partenariats avec les responsables religieux de la zone Océan Indien
- Accompagnement administratif de la population pour l'acquisition de visas Hajj et la formation des pèlerins
- Poursuite du projet d'autonomisation du conseil cadial

58 210 367 €

(*dont 32,6 M€ de charges de personnel*)

6.6 AIDE SOCIALE À L'ENFANCE D

CHIFFRES CLÉS *58 210 367€ (dont 32,6 M€ de charges de personnel)*

C.R.I.P

2333 situations d'enfants entrées informations préoccupantes

3 opérations de démolition des habitats insalubres nécessitant **7** placements en familles d'accueil

SERVICE DE PRÉVENTION EN MILIEU OUVERT (SPAEMO)

842 enfants suivis dont :

305 AED

454 AEMO

34 AEMO/TDC

12 TDC

232 propositions AED non contractualisées (suite aux analyses du statisticien de l'ODPE)

PLACEMENT

1334 enfants placés, dont **1140** enfants placés en familles d'accueil et **194** en établissements

275 assistants familiaux du département (soit 860 places dont 117 en dérogations).

Dépassement plafond agrément en famille d'accueil : **280 enfants en plus.**

HABILITATION TARIFICATION ET CONTRÔLE DES ESSMS (HTC)

205 places en établissements (se rajoutent **30 places** spécifiques pour la mise à l'abri des mineurs non accompagnés **(MNA)**

2 MECS de 40 places

22 LVA : 165 places

ADOPTION

14 pupilles de l'État suivis, dont 11 pupilles suivis à titre définitif et

3 pupilles à titre provisoire

6 adoptions plénières

11 candidats inscrits à l'adoption

CELLULE SANTÉ

227 jeunes suivis

(118 filles et 109)

363 nombre de consultations

54 jeunes avec prise en charge MDPH

RÉALISATIONS 2024

Cellule Départementale de Recueil, de Traitement et d'Evaluation des informations préoccupantes (CRIP)

- Continuer les traitements et les évaluations des situations d'enfants et de familles relatives aux informations préoccupantes
- Lancement d'un appel à projet et choix d'un opérateur Sarl Prasca dans le cadre de l'évaluation des informations préoccupantes
- Contribution dans le cadre de loi Elan aux opérations de démolition des habitats insalubres
- Renforcement des travailleurs sociaux à la CRIP : actuellement une équipe de 14 travailleurs sociaux, une coordinatrice et un chef de service.

Prévention et actions rattachées

Action éducative en milieu ouvert et à domicile (AEMO et AED)

- Poursuivre la prise en charge des mineurs confiés et accompagner les familles
- Diversifier les actions sur le terrain : multiplier les actions avec la PMI et la cellule santé et nos aides à domicile pour les jeunes et les femmes enceintes

Placement

Enfants placés dans des structures dédiées

- Poursuivre le renforcement des équipes pour avoir un nombre de mesures corrects
- Accentuer l'accompagnement des jeunes pris en charge
- Recrutement de 28 assistants familiaux et création de 9 postes d'éducateurs spécialisés

Service Habilitation Tarification et Contrôle des ESSMS (SHTC)

- Poursuivre le renforcement de l'équipe et la montée compétence pour accentuer l'accompagnement et le contrôle des dispositifs et services habilités
- Renforcer la gestion administrative et financière des ESSMS

Cellule santé

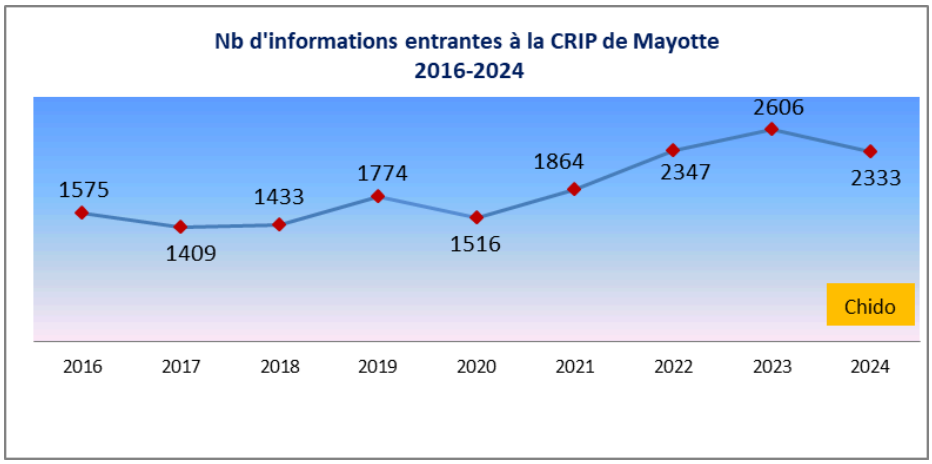
- Mieux exploiter le logiciel Horus pour garantir la qualité des données collectées
- Renforcer le partenariat avec les différents acteurs de santé : convention avec le CMPP et MDPH.
- Renforcer les capacités des équipes notamment par une meilleure coordination et une formation de l'équipe sur la conformité réglementaire

Observatoire départementale de la protection de l'enfance (ODPE)

- Poursuite de la structuration de l'ODPE et le renforcement de l'équipe
- Continuité de l'automatisation de la remontée des données statistiques des partenaires et fiabilisation des indicateurs.
- Lancement de la 1ère étude de l'ODPE dans le domaine de la protection de l'enfance
- Participation à divers évènements et débats évènements portant sur les thématiques de la protection de l'enfance : RTPE en Guadeloupe, 3ème Colloque Mayotte Santé

PERSPECTIVES 2025

- Bilan et poursuite de la mise en œuvre des actions retenues dans le cadre du schéma départemental enfance et famille 2022-2027
- Renforcer les moyens humains et matériels (places en famille d'accueil et en établissements, recrutement de travailleurs sociaux, diversification des modes d'accueil)
- Parvenir à des sources de financement pérennes : négociation avec l'État pour combler les besoins croissants pour garantir la continuité des services
- Augmenter les capacités des lieux de vie et d'accueil (LVA) de 40 places
- Création d'un centre maternel, de 100 places en famille d'accueil



29 013 395 €

(*dont 18,6 M€ de charges de personnel*)

6.7 PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE D

CHIFFRES CLÉS *29 013 395€ (dont 18,6 M€ de charges de personnel)*

CONSULTATION EN CENTRES DE PMI

Nombre de consultations : **47 408**
dont ***70.55%*** sans couverture sociale

17287 consultations effectuées pour les femmes, dont :

56.87 % dans le grand Mamoudzou

70.55% liées à la grossesse

29.45% liées à la contraception

30121 consultations pour les enfants de 0-6 ans, dont :

42.46% dans le grand Mamoudzou

11861 enfants suivis

51117 doses de vaccins injectées pour un coût de **1 818 116 M€**

11861 enfants vaccinés

Délai moyen d'attente **: <1 mois**

Médicaments et produits pharmaceutiques délivrés : **259,9 K€**

Frais de transport et de dédouanement : **287,1 K€**

PETITE-ENFANCE ET PARENTALITÉ

63 assistants maternels agréés, dont **16** en activité (offrant **54** places d'accueil)

20 crèches associatives ou d'entreprises, dont **10** micro-crèches pour **413** places

3 LAEP (lieu d'accueil enfant parent)

EDUCATION ET PROMOTION DE LA SANTÉ

2 337 actions

53 022 participants

782 TROD VIH/Hépatites

EFFECTIFS MÉDECINS ET IPDE

Médecins : 3 en 2023, 8 fin 2024.

IPDE : 45 postes pourvus et demande de création de 11 supplémentaires.

Dépenses d'investissement :

3,2 M€

RÉALISATIONS 2024

Activités courantes et transversales

- Création d'un deuxième poste pharmacien
- Equipement de générateurs électriques pour les réfrigérateurs médicaux dans 10 PMI afin éviter les ruptures de la chaine du froid des vaccins.
- Facturation en continu feuille de soins papiers
- Equipement en défibrillateurs automatiques dans toutes les PMI et formation des personnels
- Réalisation de formation pour afin d'améliorer la professionnalisation des agents
- Déploiement des outils médicaux dans les PMI
- Ouverture de la première Maison 1000 jours à Kani-Kéli
- Réorientation et formation des agents
- ***Actions partenariales***
- Semaines prévention des IST
- Formation aux Tests rapides d'orientations diagnostiques (TROD) vis-à-vis VIH et Hépatites des éducateurs en santé.

Suivi de la femme

- Mise en activité de deux unités mobiles de consultation gynéco/obstétriques et de deux LAEP
- Conseillères conjugales : réalisation de 70 actions en groupe avec 434 auditeurs et 217 entretiens individuels.
- ***Suivi de l'enfant***
- Bilans de santé en école maternelle : 471 bilans réalisés de Juin à Décembre
- Ouverture LAEP de Kani-Kéli
- Mise en activité de deux unités mobiles de consultations pédiatriques
- Ouverture d'un centre vaccination temporaire à Doujani

PERSPECTIVES 2025

- Augmenter le nombre des LAEP, de soignants et des agents par la création de postes
- Recrutement de conseillers conjugaux familiaux (CCF) et ouverture de 5 postes
- Création de Maisons 1000 jours, d'un LAEP mobile, d'une « École parents » et de deux centres de santé sexuelle
- Couverture de plus d'enfants sur le bilan de santé en écoles maternelles et extension dans l'ensemble des communes
- Accompagnement des agents dans la montée en compétence et de nouvelles fonctions
- Pérenniser l'action de promotion de la vaccination, de dépistage
- Continuité de l'IVG médicamenteuse en PMI
- Ouverture des CPEF, et de nouveaux sites PMI
- Création de nouvelles chambres froides pharmacie PMI
- Mise en place des encadrements de secteur

7 SPORT, CULTURE ET PATRIMOINE

3 721 194 €

Dépenses 2024

Sport, jeunesse et vie associative | Culture, lecture | Office culturel départemental | Archives départementales | Musée et patrimoine de Mayotte

Le Conseil départemental porte une politique volontariste avec la mise en œuvre des actions en matière de développement du sport, d'accompagnement de la jeunesse, d'éducation populaire et de la vie associative et de promotion de l'identité culturelle à travers la valorisation des archives et du patrimoine. Plusieurs dispositifs d'accompagnement ont été définis ces dernières années afin de répondre aux enjeux de la pratique sportive sur un territoire dans lequel plus de la moitié de la population à moins de 18 ans.

Il s'agit de développer les structures locales de formation et d'entraînement préparant au haut niveau (création des sections d'excellence sportive), consolider l'accompagnement des jeunes talents mahorais (JTM) dans leur triple projet (scolaire, sportif et social), adopter un schéma du sport et des équipements sportifs etc. Il renforce les actions de coopération sportive pour notre jeunesse avec la préparation des jeux des îles de l'océan-indien en 2027. Sa volonté de structuration, s'appuie notamment des partenariats forts avec les acteurs publics et privés, de terrain dans les domaines cibles : le lancement de l'office départemental du sport, les actions d'animation jeunesse & sport, l'accompagnement des sportifs régionaux vers le haut niveau, la pratique du sport pour tous, le sport santé bien-être.

Le conseil départemental c'est également, apporter des réponses au développement culturel et patrimonial du territoire de Mayotte avec l'élaboration du schéma du livre et de la lecture publique et la création des espaces d'exposition des arts contemporains, et de valorisation du patrimoine culturel.

Chef de fil du réseau des bibliothèques du territoire, il met l'accent sur le développement de la lecture publique via l'équipement des infrastructures et des plans pluriannuels de développement.

Son action, a vocation à créer un site web et renforcer la présence du musée et des archives départementales sur les réseaux sociaux

7.1 SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

CHIFFRES CLÉS 2 209 013 €

Subvention des ligues et comités sportifs : 738 K€, dont :

Ligue Mahoraise de Football : **145** K€

Ligue de Mayotte de Hand-ball : **117** K€

Comité territorial de Rugby : **104** K€

Subvention pour les échanges sportifs : 617 K€, dont :

140 K€ à la discipline d'hand-ball

100 K€ à la discipline de basketball

70 K€ à la discipline de volleyball

VOLET SPORT

9 sites et équipements sportifs gérés

L'EXCELLENCE SPORTIVE

84 jeunes talents mahorais (JTM) dont :

16 à l'académie sportive

29 au pôle espoir

35 au centre de formation

21 sections sportives dont :

8 en football

6 en rugby

2 en handball

1 en basket-ball

1 en judo

1 en karaté

1 en haltérophilie

1 golf

VOLET JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Dispositif FONJEP :

13 structures accompagnées à hauteur de **97 K€**

RÉALISATIONS 2024

Développement sportif

- Soutien financier du sport scolaire (UNSS / Union Nationale du Sport Scolaire) dans le cadre des échanges sportifs pour participer à différentes compétitions en France
- Participation du Racing Club de Mamoudzou aux championnats de France et classement à la 3ème place du 4X100m
- Participation de trois équipes mahoraises à la Coupe des Clubs Champions de l'Océan Indien (CCCOI) à Madagascar
- Appui à l'encadrement des activités organisées par la direction de la qualité de gestion en vue de promouvoir un environnement de travail sain et motivant

- Appui aux organisateurs associatifs d'événements (Sorodat Concept, Jubilé Jean Claude NOVOU....)
- Mise en œuvre d'un vaste programme d'activités diversifiées, déployé sur l'ensemble du territoire en partenariat avec les collectivités et la direction de la culture et de la lecture publique
- Renforcement de l'accompagnement des actions de proximité par l'organisation d'événements sportifs dans les communes
- Organisation de cessions de formations pour les éducateurs par le CNFPT

Subvention générale des ligues et comités

- Attribution de la subvention générale aux ligues et comités sportifs
- Récompense des sportifs médaillés aux championnats de France et aux Jeux des Îles, aux coupes des clubs champions de l'océan indien et aux compétitions internationales

Excellence et échanges sportives

- Évènement sportif planétaire à savoir : organisation des Jeux Olympiques à Paris et la participation en phase finale de l'athlète mahorais RAPHAEL Mohamed sur l'épreuve de 110 mètres haies*
- Attribution de subvention pour soutenir les échanges sportifs

PERSPECTIVES 2025

Développement sportif / Animation jeunesse et vie associative

- Accompagner et soutenir la jeunesse par l'organisation d'activités sportives et socioéducatives en partenariat avec les communes et ligues/comités.
- Programmation des activités pour l'année 2025

Jeunesse et animation socio-éducative

- Renforcer les actions de nature à favoriser l'épanouissement personnel, le vivre-ensemble et les liens de solidarité entre jeunes et moins jeunes ;
- Maîtriser le pilotage des dispositifs d'aide ;

7.2 CULTURE, LECTURE

CHIFFRES CLÉS 503 595 €

subventions octroyées : 400 K€

25 bibliothèques/médiathèques municipales

2 bibliothèques associatives

2 BCD et la maison d'arrêt de Majicavo

ACQUISITION

1 329 ouvrages pour adulte

932 ouvrages pour la jeunesse:

VALORISATION DE LA CULTURE

2 formations dispensées

8 journées de formation

SUBVENTION

51 projets retenus pour un montant de **360 K€**

DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE

Opération « Jeunes en librairie » :

Collège M'gombani : **25** élèves

Lycée Bamana : **29** élèves

Visite de la bibliothèque départementale :

ACFAV : **20** enfants

Apprentis d'Auteuil : classes de CM2

Finale « petits champions de la lecture » :

14 collégiens participants

100 personnes présentes

Initiation au jeu d'échecs :

École Cavani stade : **25** élèves

16 jeunes de 9 à 12 ans, hors classe

Tournoi d'échecs

Ateliers d'écriture

Rencontres littéraires

1119 personnes touchées par les tournées « Prêt direct » organisées par le Bibliobus

Photographie de la collection :

Réseau : **60 629** livres

Cavani : **21 681** livres

2ème édition de la cérémonie de remise des prix du concours littéraire « Écrire aux femmes »

150 participants

RÉALISATIONS 2024

Gestion et valorisation de la culture

- Renouvellement et acquisition de nouvelles collections
- Commande de nouvelles collections dans différentes librairies locaux, par section et secteurs
- Finalisation de la campagne de désherbage consistant dû à la détérioration des collections
- Organisation de la Journée de la ruralité mahoraise
- Formation des agents afin d'affirmer les compétences

Événements culturels et accompagnement artistique

- Organisation de la 2ème édition de remise des prix du concours littéraire « Écrire au féminin »
- Organisation de la 2ème Edition de la Conférence sur les civilisations du Canal de Mozambique

Développement de la lecture publique

- Réalisation de diverses actions auprès du jeune public et des établissements scolaires: opération jeunes en librairie, les petits champions de la lecture, l'initiation au jeu d'échecs, Caravane du livre,
- Organisations des rencontres littéraires entre les écrivains et lecteurs
- Organisation de l'opération « jeunes en librairie » avec des classes scolaires
- Participation à la finale Petit champion de la lecture

PERSPECTIVES 2025

Gestion et valorisation de la culture

- Participation aux salons du livre extérieurs : Paris, Nairobi, Montréal, etc
- Création d'un service dédié à l'accessibilité et au handicap à la direction de la lecture publique afin de développer la politique d'accessibilité culturelle

Événements culturels et accompagnement artistique

- Participation à l'Action Résidence d'écriture à l'extérieur afin de soutenir la création littéraire et la valorisation de la langue française
- Participation à l'Action Rencontre avec des écrivains locaux et leurs lecteurs ; et à l'action Animations courantes
- Organisation de la « Semaine Handicap et Culture » afin d'offrir du contenu culturel accessible aux personnes en situation de handicap et de lutter contre l'exclusion sociale

Développement de la lecture publique

- Commande des ouvrages d'auteurs de Mayotte et ceux de la Région du Canal de Mozambique
- Lancement du Grand Concours littéraire du Département de Mayotte
- Organisation de la 4ème édition du Salon du Livre de Mayotte
- Participation aux salons nationaux et internationaux du livre
- Aide à l'édition et au soutien à l'économie du livre
- Aide à la traduction, à l'illustration et à l'impression des auteurs mahorais ;
- Aide à la distribution et à la promotion des auteurs de Mayotte
- Développement des bibliothèques mobiles, des partenariats avec des établissements scolaires pour maintenir un accès à la lecture
- Mise en œuvre du schéma départemental de la lecture publique

7.3 OFFICE CULTUREL DÉPARTEMENTAL

CHIFFRES CLÉS **925 000 €**

GESTION

Charges de fonctionnement : **1,3 M€**
dont :

567128 € en agenda culturel

351 211 € en fonctionnement

430 539 € en investissement

394 822 € pour le cinéma

CINÉMA ALPA JOE

40 399 entrées dont :

13 897 adultes

9 211 jeunes avec le pass culture

2 299 des groupes scolaires

3 099 avec « ma Classe au cinéma »

11 893 sur tarif réduit

91 films diffusés pour **908** séances

Recettes régie : ....€

16ème Edition du FATMA (Festival des Arts traditionnel)

Exposition artisanale avec **28** exposants et **8** ateliers de démonstrations

12 000 visiteurs pendant toute la durée de l'exposition

15 associations participantes au carnaval

1 concert avec **8** artistes locaux

4ème Edition du Festival de Mayotte et Finale des scènes ouvertes

2 artistes internationaux

1 artiste régional

8 artistes locaux

4 associations locales

20 000 spectateurs

30 000 internautes sur les réseaux sociaux

DIVERSES INTERVENTIONS AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS

20 interventions d'accompagnement des directions du conseil départemental et des autres collectivités

RÉALISATIONS 2024

Réalisation de l'Agenda culturel

16ème édition du Fatma avec la commémoration de l'abolition de l'esclavage

- Exposition artisanale au parking du marché couvert de Mamoudzou avec animation de différents ateliers avec le Muma
- Inauguration de l'exposition « Au-delà des Sens : Exploration du Patrimoine Intangible de Mayotte » avec une visite guidée
- « Ton art fait partie de ton identité. Défends-là. Témoignage des rédacteurs des fiches PCI sur le rôle des communautés »
- Animation de différents ateliers : maquillage avec le Tanimalandi - démonstration technique sur la poterie - atelier de cuisine traditionnel -atelier de découverte de la pratique et animation avec les mamas shingo - Ateliers d'initiation au débaa, m'biwi, shigoma.
- Commémoration de l'abolition de l'esclavage dans les jardins du conseil départemental
- Carnaval sur le thème de l'abolition de l'esclavage avec la participation d'associations locales

Nuit blanche à Paris

- Réponse favorablement du conseil départemental à l'invitation du Maire de Paris pour participer à l'édition 2024 de « NUIT BLANCHE à PARIS »
- Participation du conseil départemental, via l'Office Culturel Départemental, au lancement des jeux olympiques avec la ville de Paris avec l'invitation de 9 associations de danses culturelles locales

Mise en place du Pôle d'Appui aux acteurs culturels

- Le pôle d'appui aux acteurs culturels de l'Office Culturel départemental, s'adresse aux artistes, associations et autres acteurs culturels.

L'objectif est de fournir aux acteurs culturels un soutien pour les aider à se professionnaliser et à développer leurs activités. Plusieurs services sont proposés :

- Accompagnement administratif et juridique.
- Formation et développement
- Recherche et mise en place des moyens
- Accompagnement à la création d'un réseau et à la mise en relation
- Appui technique : Accompagnement dans la conception, la structuration et la réalisation de projets culturels (festivals, expositions, productions audiovisuelles, etc).

4ème Edition du Festival de Mayotte et finale des scènes ouvertes

- Organisation de la 4ème édition du Festival de Mayotte sur le terrain de football d'Acoua avec l'objectif de célébrer la diversité musicale, d'offrir une plateforme aux artistes locaux et internationaux. Avec la présence d'artistes de renommée mondiale comme Diamond Platnumz et Zuchu

PERSPECTIVES 2025

- Réalisation de l'agenda culturel 2025
- Accompagner et professionnaliser les pratiques artistiques
- Mise en place du cinéma itinérant

- Poursuite des échanges sur la signature de la convention tripartite avec la DAC Mayotte et le CNC pour le développement du cinéma et l'audiovisuel à Mayotte
- Travaux de sécurisation des bâtiments mis à disposition de l'office culturelle départementale
- Assistance technique et administrative aux associations et aux acteurs culturels.

7.4 ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

CHIFFRES CLÉS 25 838 €

SUIVI DE L'ARCHIVAGE DANS LES ADMINISTRATIONS

27 formations dispensées

6 versements d'archives, dont :

15 ml du tribunal judiciaire

2,88 ml de la direction générale des services (CD976)

6,32 ml de la direction régionale académique de la jeunesse à l'engagement et aux sports

0,11 ml des déclarations individuelles d'impôts

53,85 ml de l'université de Mayotte

2 ml de la caisse de sécurité sociale de Mayotte

0,11 ml de la direction générale des finances publiques (DGFIP)

VALORISATION

396 participants aux Journées européennes du patrimoine

75 participants à la semaine internationale des archives

115 participants aux journées portes ouvertes

150 participants à l'olympiade des archives

427 participants aux journées européennes du patrimoine

317 participants à l'inauguration de la Technopole de Dembéni et du 14ème forum économique des îles de l'océan indien

ÉLIMINATION

631 ml de papiers éliminés

72,45 Go de fichiers supprimées à la Journée internationale du nettoyage numérique :

ACTIVITÉ PÉDAGOGIQUE AVEC LES ÉCOLES

14 prêts d'expositions mises à dispositions à des partenaires : **7** collèges, **2** collectivités locales et **1** autre

472 élèves ont visités les expositions dans les établissements scolaires

305 participants ont assistés lors d'un événement

VISITE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

538 élèves et étudiants

SALLE DE LECTURE

124 lecteurs

183 boîtes ou documents consultés

1297 documents communiqués

3 partenariats

Ministère de la Culture (Service interministériel des Archives)

Rectorat de Mayotte

RÉALISATIONS 2024

Traitement des fonds d'archives

- Archives contemporaines :
- Accompagné les services producteurs d'archives avec des actions de conseils, de formation théorique et pratique
- Traitement des archives réceptionnées et finalisation de trois vrac : chrono courrier, la culture et le vrac ayant plusieurs producteurs différents
- Finalisation des instruments de recherche (1 J / 2 J / 3 J / 4 J / 5 J / 10 J et 1E5)
- Bibliothèque et fonds iconographiques :
- Achat d'ouvrages afin d'enrichir les collections de la bibliothèque
- Acquisition d'ouvrages concernant la région océan Indien (Mayotte, Comores, etc.), des dictionnaires spécialisés, des livres portant sur divers sujets comme l'esclavage, l'islam, la colonisation, ainsi que des thématiques sur les archives, pour le fonds professionnel.
- Achat de de 150 cartes postales afin d'étoffer la série 8 Fi
- Archives orales et audiovisuelles :
- Proviennent des événements organisés par la direction des archives et des récits de vies de personnalités publiques
- Collecte, transcription et traduction de témoignages (sport)
- Finalisation d'instruments de recherches (17 AV)

Valorisation des fonds et collections

- Participation au Digital Cleanup Day, une opération de nettoyage et désinfection des disques durs des ordinateurs et des boîtes mails
- Organisation de l'olympiade des archives
- Signature de la convention de partenariat relative à la participation du département de Mayotte au portail national des archives
- Versement des inventaires sur le portail de FranceArchives
- Participation à la sixième édition du colloque international consacré à l'histoire des systèmes carcéraux à l'époque coloniale, XVI-XXème siècle
- Participation à la semaine internationale des archives et aux Journées européennes du patrimoine

PERSPECTIVES 2025

Traitement des fonds d'archives

- Finaliser les traitements des vracs en cours
- Mener à terme l'élaboration de plusieurs instruments de recherche.
- Poursuivre la numérisation du fonds de la station Mayotte La Première
- Mettre en place une politique documentaire visant à enrichir les collections de la direction des Archives
- Mise aux normes de la version de l'instrument de recherche

Valorisation des fonds d'archives

- Réalisation d'une capsule vidéo de moins d'une dizaine de minutes sur le « Mrenge »
- Participation de la direction des Archives à la journée mondiale du patrimoine audiovisuel

7.5 MUSÉE ET PATRIMOINE DE MAYOTTE

CHIFFRES CLÉS 57 748 €

11 enquêtes/entretiens

4 sur le soufisme

7 post-Chido

4 670 objets hébergés au musée

COLLECTION ET ACQUISITION

34 021 nouveaux objets dont :

2 objets en lien avec la mosquée de Tsingoni

3 maquettes de barge

1 Tshandaruwa

1 carte de Madagascar de 1506

3 maquettes de boutres de Majunga

10 000 cartes de Mayotte 1ère

11 objets de cérémonie du mulidi

24 000 coquillages de la collection Eugène Schublin

ACTIVITÉ PLURILINGUE

230 nouvelles entrées

200 Traductions et transcription de proverbes

4 didacticiels traduits

20 traductions de feuilles de salles pour le musée virtuel

16 vidéos de films sous-titrés (boutre soufisme)

102 cartels trilingues pour une exposition

PROMOTION DE L'OFFRE CULTURELLE AUPRÈS DU PUBLIC

9 évènements MuMA hors les murs

150 participants aux activités pédagogiques du dispositif « Musée hors les murs »

561 participants au festival FATMA

358 visiteurs à la Nuit Européenne des Musée

1 771 personnes présentes dans les évènements du MuMA

330 publications postées sur la page Facebook

n.d personnes touchées par les publications de la page Facebook

PARTENARIAT

56 partenariats au total

5 partenariats financiers : **621 K€**

2 soutiens au fonctionnement : **248 K€**

RÉALISATIONS 2024

- ***Connaissance et valorisation du patrimoine***
- Continuité de la campagne d'enquêtes et de collectes sur le territoire et à l'extérieur
- Collecte de sauvetage chez Eugène Schublin
- Signature de conventions avec Fondation du Patrimoine, et avec la Fondation de la Sauvegarde
- Acquisition de divers objets témoins du patrimoine mahorais (don ou achat)
- Rédaction et correction de la fiche PCI sur le Debaa, incluse à l'inventaire du patrimoine immatériel
- Continuité de la valorisation du plurilinguisme par la traduction de textes en shimaoré et en kibushi, et enrichissement du lexique trilingue

Promotion de l'offre culturelle auprès du public

- Poursuite du dispositif « Musée hors les murs »
- Accueil de trois événements nationaux et européens, et deux événements en partenariat
- Organisation de La Nuit Européenne des Musées, Les Journées Nationales de l'Archéologie et Les Journées Européennes du Patrimoines
- Organisation de visites éducatives et d'ateliers sur le site du Parc de la Résidence des Gouverneurs (scolaire, associatif)
- Participation au Festival des Arts Traditionnels de Mayotte (FATMA), au Festival Laka dédié aux traditions maritimes, à la Caravane du Livre et de la Lecture de Mayotte et aux Journées Nationales de l'Archéologie
- Célébration de la Nuit Européenne des Musées

PERSPECTIVES 2025

Travaux sur les conditions de l'exercice du travail

- Restauration des bâtiments de la Caserne, de la Résidence et du parking DLEM
- Améliorer les conditions du travail et d'accueil des publics

Connaissance et valorisation du patrimoine

- Programmation de nouvelles acquisitions en lien avec les thématiques d'exposition
- Programmation d'actions de formations collectives
- Préparation de l'exposition « Entre mer et ciel » de Marseille lors de la réouverture du MuMA, horizon automne 2025
- Finalisation de la fiche pour inclure le Schigoma sur l'inventaire national du patrimoine immatériel
- Continuité de l'inventaire informatique et numérique des collections et documentation
- Installation du chantier « route du sucre et animation »
- Continuité de l'enrichissement du lexique trilingue
- Continuité Inventaire informatique et numérique des collections et documentation

Promotion de l'offre culturelle auprès du public

- Programmation culturelle « hors les murs » pour faire vivre le Musée et ses collections
- Programmation de l'évènementiel : Nuit Européenne des musées, Fatma, Journées Européennes du Patrimoine
- Réalisation d'une étude sur le boutre à travers un colloque regroupant les partenaires du projet boutre

8 FONDS EUROPÉENS, COOPÉRATION ET REPRÉSENTATION EXTÉRIEURE

597 616 €

Dépenses 2024

Europe, gestion du FEDER-CTE | Coopération régionale et internationale | Délégations de Mayotte | à Paris | Délégation de Mayotte à la Réunion

Le souhait de la collectivité d'assumer toutes les compétences d'un département/région se manifeste par les coopérations régionales et décentralisées avec les délégations des pays de l'Afrique de l'Est et les îles de l'océan indien.

En effet, cette coopération s'articule avec la mise en œuvre du programme opérationnel INTERREG canal de Mozambique (recherche, innovation, risques naturels, questions sanitaires) et également de reconnaissance pleine et entière dans sa région avec l'intégration dans la Commission de l'Océan Indien (COI).

Cette volonté pour l'ouverture se manifeste à l'échelle nationale par la tenue de la 17ème conférence des présidents des régions ultrapériphériques (RUP) de l'union européenne à Mayotte le 15 novembre 2022, mais également par la mise en place du GIP l'Europe à Mayotte et l'installation d'une direction dédiée pour assumer pleinement l'autorité de gestion des fonds européens structurels et d'investissement.

Au niveau local, le département s'inscrit dans une dynamique de développement de culture de partenariat avec les autres collectivités locales (communes, intercommunalités, associations), sur tous les sujets dont les compétences sont partagées (tourisme, économie,...).

8.1 EUROPE, GESTION DU FEDER-CTE (R)

CHIFFRES CLÉS 238 825 €

Enveloppe FEDER-CTE interreg (2021-2027) : **10 228 700M€**

Enveloppe FEDER (2021- 2027) : **347 202 540 M€**

Enveloppe FSE + (2021- 2027) : **106 000 000 M€**

PROGRAMMATION DE PROJETS

1 COPIL du PO Interreg

1 Comité de suivi Interreg PO Interreg

VALIDATION DU PLAN D'ÉVALUATION

3 Réunions de coordination articulation NDIC- Interreg

FINANCEMENT EUROPÉEN

Subventions perçues dans le cadre de la

PO FEDER 2014- 2020

Nombre de projets CD programmés : **17**

Montant de demande de paiement :

Montant de projets certifiés : **65 370 585 €**

Montant recettes projets CD perçus : **46 000 000 €**

Montant projets CD programmés en 2024 : **0**

Montant de demande de paiement en 2024 : **721 168 €**

Montant recettes projets CD perçus en 2024: **21 717 004 €**

PO FSE 2014- 2020

Nombre de projet CD programmé : **6**

Montant de demande de paiement : **28 288 243 €**

Montant de projets certifiés :

Montant recettes projets CD perçus : **510 712 €**

Montant de demande de paiement: **25 001 358 €**

Montant projets CD programmés : **28 288 243 €**

Montant projets CD perçus recette : **3 989 480 €**

PO FEDER 2021-2027

Nombre de projets CD déposés : **1**

INTERREG

Nombre de projets déposés dans le cadre de l'AAP de 2023 : **17**

Nombre de projets CD programmés : **1**

Montant projets CD programmés : **511 439 €**

Montant projets CD certifiés: **0 €**

RÉALISATIONS 2024

Gestion et mise en œuvre de projets européens

En qualité d'autorité de gestion du Po Interreg Canal du Mozambique :

- Renfoncement du service instruction et CSF par le recrutement de deux agents instructeurs permettant l'organisation du premier COPIL (comité de programmation) du programme Interreg Canal du Mozambique.
- Organisation du Mois de l'Europe avec des animations aux portes ouvertes du RSMA avec la Mission locale et matinale au lycée de Chirongui
- Publication des données réglementaires sur le site Interreg Canal du Mozambique, administration du site Interreg et de la plateforme Esynergie CTE.
- Accompagnement des porteurs de projet sur la saisie de candidature de demande de subvention...
- Création des liens de téléchargement relatif au COPIL et au Comité de suivis Interreg Canal du Mozambique
- Participation au comité de suivi Interreg à Milibalagalal au Mozambique
- Poursuite des démarches afin de conclure de nouveaux partenariats avec la Tanzanie et les Seychelles dans le cadre du programme Interreg Canal du Mozambique.

En tant que porteur de projet :

- Demande de paiement pour les opérations FEDER Trasdev, les PMI d'Acoua, Kani-kéli, Bandrélé et Koungou
- Perçu des recettes FEDER des opérations des barges et le quai n° 1 du port de Longoni
- Le conseil départemental a répondu au premier appel à projet du GIP Europe à Mayotte en déposant un dossier sur l'Energie Solaire

PERSPECTIVES 2025

- Organisation du 4ème comité de suivi Interreg Canal du Mozambique
- Organisation du Mois de Mai (joli mois de l'Europe)
- Participation au COPIL programme Interreg avec programmation de projet et au comité de suivi Interfonds
- Lancement de l'appel à projet
- Lancement du premier Appel de fonds auprès de la Commission Européenne

8.2 COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE (R) (D)

RÉALISATIONS 2024

Cadre stratégique pour favoriser le rayonnement de Mayotte à l'échelle régionale et internationale

- Mettre en œuvre les actions des conventions de partenariat avec l'Etat pour développer le travail conjoint de coopération et pour faciliter l'installation des agents au sein du réseau diplomatique et consulaire de l'Etat
- Identifier et accompagner les acteurs économiques qui investissent dans l'environnement régional ainsi que les porteurs de projets éducatif et associatif mahorais
- Développer les actions de coopération culturelle, sportive et sanitaire
- Dépôt d'une motion demandant à l'Etat français et l'Union Européenne de soutenir l'intégration officielle de Mayotte à la Commission de l'Océan Indien (COI)
- Créer une plateforme numérique de coopération pour l'action extérieure du territoire

PERSPECTIVES 2025

Cadre stratégique pour favoriser le rayonnement de Mayotte à l'échelle régionale et internationale

- Convention de partenariat avec l'Etat pour faciliter l'installation des agents au sein du réseau diplomatique et consulaire de l'Etat
- Installation des agents dans les ambassades de France, notamment à l'île Maurice

8.3 DÉLÉGATIONS DE MAYOTTE À PARIS

CHIFFRES CLÉS **222 535 €**

ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

9 participations à des salons médicaux et paramédicaux :

426 visiteurs et **102** intéressés par les offres à Mayotte

50 recrutements potentiels

30 accompagnements d'entrepreneurs

ART, CULTURE, SPORT ET COMMUNICATION

La Vendée Va'a

7000 personnes

Film « Koungou »

150 personnes à l'avant-première

4500 entrées au total

DOM-TOM Cup

450 personnes

Mayotte Terre de Jeux

600 personnes

FORMATION, INSERTION ET DOCUMENTATION

52 accompagnements, dont :

25 en stage

20 en alternance

5 en emploi

2 en formation

20 demandes de logements traités

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET PARTENARIAT

159 rencontres en 2024

11 actions partenariales

ADMINISTRATIF, SOCIAL ET SOLIDARITÉ

Accès aux droits et accompagnement social :

31 dossiers de demande de bourse du Département

5 aides à l'état civil

6 demandes de logement

Rapatriement des corps :

39 dossiers traités

20 rapatriements de corps

3 inhumations en métropole

Post Cyclone :

46 mahorais bloqués pour le retour

30 demandes d'hébergement d'urgence

22 demandes de bourses supplémentaires

RÉALISATION 2024

Attractivité du territoire et accompagnement des jeunes

- Renforcement du tissu associatif et institutionnel par les rencontres avec les associations mahoraises et les institutions stratégiques (Ministère des Outre-mer, AFD, collectivités locales »afin de cerner les besoins des communautés et mettre en place des initiatives de soutien à l'insertion
- Création d'opportunités économiques pour les Mahorais en mobilité via des partenariats avec des acteurs de l'entrepreneuriat comme la CRESS, France Active, Business France et Outremer/Network
- Continuité à l'accompagnement de porteurs de projet souhaitant entreprendre à Mayotte

Promotion économique, sport, culture et communication

- Organisation et participation à plusieurs événements d'envergure « Mayotte Terre de Jeux, La Vendée Va'a, DOM-TOM Cup »
- Projection de l'avant-première du film « Koungou »
- Participation au festival de la gastronomie "Les Étoiles de Mougins".
- Travail sur une nouvelle convention entre le Conseil départemental et la Ville de Paris

Proximité, solidarité et service aux droits

- Accueil et accompagnement des jeunes et familles dans les demandes de stages et divers domaines (CAF, hébergement, PJJ, éducation nationale, etc)

Marketing, formation, insertion et documentation

- Création d'un réseau des professionnels et futurs professionnels à Mayotte
- Participation au Salon de l'Emploi Paris (novembre 2024) avec des structures telles que Carrefours Emploi, France Travail, MEDEF Mayotte
- Développement du réseau de professionnels pour faciliter les démarches des acteurs économiques à Mayotte et dans la région océan-indien
- Accompagner l'insertion socio-professionnelle des étudiants

PERSPECTIVES 2025

Attractivité du territoire et accompagnement des jeunes

- Accompagnement et appui des étudiants en situation de crise en métropole
- Subvention du programme "Ambassadeurs pour Mayotte" soutenant 13 associations aidant les étudiants et familles mahoraises en métropole

Promotion économique, sport, culture et communication

- Participer au Salon Paris pour l'Emploi en renforçant le nombre de recruteurs et entreprises mahoraises
- Organisation de la Journée de l'Entreprenariat Mahorais et mettre en relation les entrepreneurs mahorais et des investisseurs en métropole
- Participation à la Journée Économie Sociale et Solidaire afin de sensibiliser les jeunes et créer un réseau d'entrepreneurs ESS
- Organisation de la Journée du Sport Mahorais en valorisant les jeunes sportifs issus du programme « Jeunes Talents Mahorais »
- Participer à la DOM-TOM Cup afin de mettre en réseau les talents sportifs mahorais avec des clubs professionnels

Proximité, solidarité et service aux droits

- Continuité de l'accueil et accompagnement des jeunes et familles dans les demandes de stages, l'accès aux droits et divers domaines (CAF, hébergement, PJJ, éducation nationale, etc)

Marketing, formation, insertion et documentation

- Développement d'un site internet pour la DMP
- Développement des partenariats par la mise en place d'un programme de mentorat étudiant-entreprise avec la participation de partenaires
- Collaboration avec des fédérations sportives nationales pour intégrer plus de jeunes Mahorais dans des centres de formation.

8.4 DÉLÉGATION DE MAYOTTE À LA RÉUNION

CHIFFRES CLÉS 136 256 €

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1472 usagers accompagnés

227 mises en contact et interventions

Subventions versées : **59 k€**

SOCIAL ET SOLIDARITÉ

206 familles accompagnées

dont **25** Evasan et hors Evasan

35 interventions et visites

104 aides alimentaires et vestimentaires

3/4 fédérations associatives immatriculées en 2024

FORMATION ET INSERTION

Accompagnement des jeunes :

536 étudiants mahorais à la Réunion pris en charge

534 jeunes accompagnés dans le cadre de leurs démarches administratives (bourse, logement, accès aux droits, projet professionnel)

45 conventions de stage

8 étudiants en mobilité

GESTION DE LA CRISE CHIDO

+ de 850 donateurs

+ de 250 bénévoles

133 palettes conditionnées à la DMR

6 containers acheminés vers Mayotte

20 familles bloquées à La Réunion et accompagnées

71 colis alimentaires remis à des étudiants démunis

+ de 10 couvertures médiatiques médias dont 2 internationale (Sky News et AP News)

RÉALISATION 2024

Administration générale

- Réception et orientation des publics (partenaires, associations, porteurs de projets, etc.)
- Conventionnement avec des structures publiques, privées et associatives
- Participation à des réunions partenariales

Proximité, solidarité et service aux droits

- Accueil Promotion du dialogue interculturel par des actions collaboratives avec les acteurs du territoire
- Renforcement des liens de solidarité entre les communautés de la Réunion, notamment dans le cadre de la gestion de crise post-Chido
- Accompagnement des personnes en situation d'Evasan et hors Evasan
- Favoriser la structuration et la professionnalisation des associations
- Accompagnement de l'acheminement des aides alimentaires et vestimentaires
- Immatriculation de nouvelles fédérations : une au nord de la Réunion, une à l'ouest et une dans l'est)

Formation et insertion

- Accompagnement des jeunes dans le cadre de leurs démarches administratives (logement, orientation, stage, bourses, accès aux droits, aide alimentaire, paiement de loyers)
- Accompagnement de demandes de stage et de la signature des conventions avec les différents établissements
- Accompagnement des jeunes en mobilité en VSI et du dispositif ERASMUS

PERSPECTIVES 2025

- Réhabiliter le site de la DMR
- Mettre en place une régie d'avances et de recettes pour faciliter la gestion budgétaire
- Animer et piloter les conventions de partenariats existants et à venir
- Evolution de ses missions et renforcement de l'équipe de la DMR
- Garantir une meilleure couverture du territoire par la tenue des permanences d'accueil
- Sensibiliser et renforcer les partenariats avec les entreprises et les institutions pour l'accueil des jeunes en recherche de stage et sur la précarité des étudiants et des familles
- Identifier et valoriser des parcours d'excellence (projet individuel et projet collectif)
- Co-construire des projets transversaux impactant avec les partenaires privés, institutionnels et associatifs Encourager l'Entrepreneuriat Gagnant/Gagnant

9 RAPPORT FINANCIER 2024

Points marquants du compte administratif

Évolution des recettes et des dépenses

Evolution du résultat du STM

Résultat du budget annexe « Santé et Protection Enfance »

Dépenses relatives aux compétences régionales

Ratios financiers

Une santé financière au service de l'investissement

L'exercice 2024 enregistre un excédent de 107 M€, dont 106 M€ relevant de la section de fonctionnement.

Porté par une croissance vigoureuse des recettes et une maîtrise des charges de personnel, ce résultat permet de renforcer les capacités d'investissement de la collectivité.

Les dépenses de fonctionnement en 2024 connaissent une progression de 11% par rapport à 2023, pour s'établir à 423 millions d'euros. Cette évolution se concentre principalement sur les contributions au budget annexe (santé protection enfance, service du transport maritimes) ainsi qu'aux établissements publics (GIP, offices, établissement public administratif) qui s'accentuent de 42% pour atteindre 74 M€ en 2024.

Les recettes d'investissement atteignent 117 millions en 2024 contre 90 millions d'euros en 2023, résultant notamment de la hausse du FCTVA qui s'élève à 11 millions d'euros en 2024.

Cependant, les subventions d'investissement reçues en 2024 baissent de 37% par rapport à 2023, en raison notamment des engagements financiers de l'Etat non honorés sur des opérations d'investissement dans le cadre du contrat de convergence et de transformation 2024-2027.

Les dépenses d'investissement s'établissent à 116 millions d'euros.

Le service des transports maritimes (STM) affiche un déficit de 1,3 millions dans la section de fonctionnement. Tandis que la section d'investissement dégage un excédent de 2,7 M€.

En ce qui concerne le budget annexe « Santé Protection de l'Enfance », le résultat de l'exercice 2024 s'établit à 1,5 millions d'euros.

L'équilibre de ce budget a été garanti par une contribution de 56 millions d'euros provenant du budget principal.

Enfin, les résultats des ratios financiers par habitant présentent des écarts importants avec les autres départements d'outre-mer, spécialement le montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) qui reste inférieure de 68 € par habitant au minimum par rapport à la Guyane.

9.1 POINTS MARQUANTS DU COMPTE ADMINISTRATIF

CHIFFRES CLÉS

Résultat de clôture : **97 M€** dont **84 M€** relevant du budget principal (dont **106 M€** en fonctionnement)

10 M€ provenant du budget Santé Protection de l'Enfance

Recettes totales : **769 M€**

Dépenses totales : **672 M€**

Mandats émis : **26 692**

Titres émis : **2 723**

Taux d'épargne brute : **23%**

Encours de la dette : **62 M€**

Exécution en recettes d'investissement : 59**%** (67% en 2023)

Exécution en dépenses d'investissement : 57**%** (85% en 2023)

UN RÉSULTAT SIGNIFICATIVEMENT EXCÉDENTAIRE

L'exercice budgétaire 2024 du Conseil départemental de Mayotte affiche un résultat global excédentaire de 110 M€, réparti comme suit :

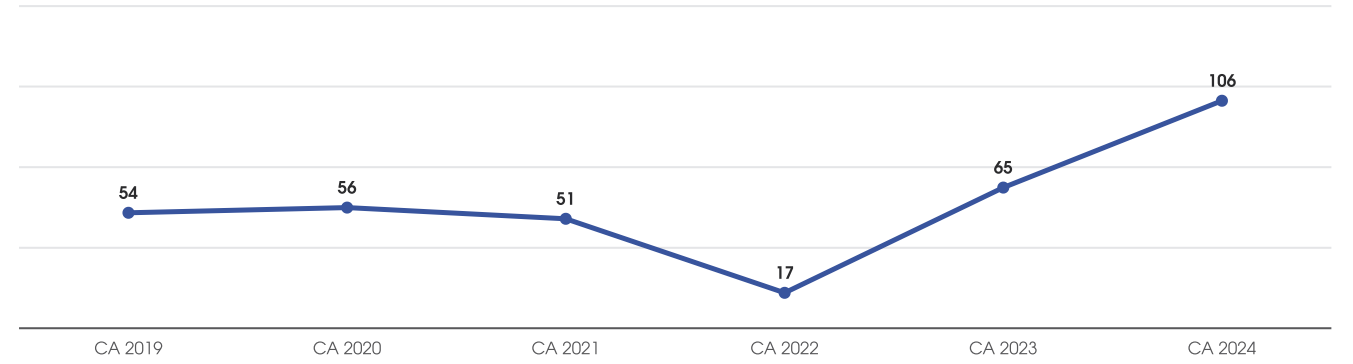
budget principal : +107 M€

budget annexe santé protection de l'enfance : +1,5 M€

budget service des transports maritimes : +1,4 M€

Concernant la section de fonctionnement du budget principal, le résultat de clôture est en nette augmentation par rapport à l'année 2023, favorisé principalement par l'obtention de 100 M€ de l'Etat en 2024 dans le cadre du contrat d'engagements, ainsi que l'augmentation des ressources fiscales, notamment de la DMTO qui passent de 66 millions d'euros en 2023 à 69 millions en 2024.

Résultat de cloture 2019 à 2024 en fonctionnement du budget principal

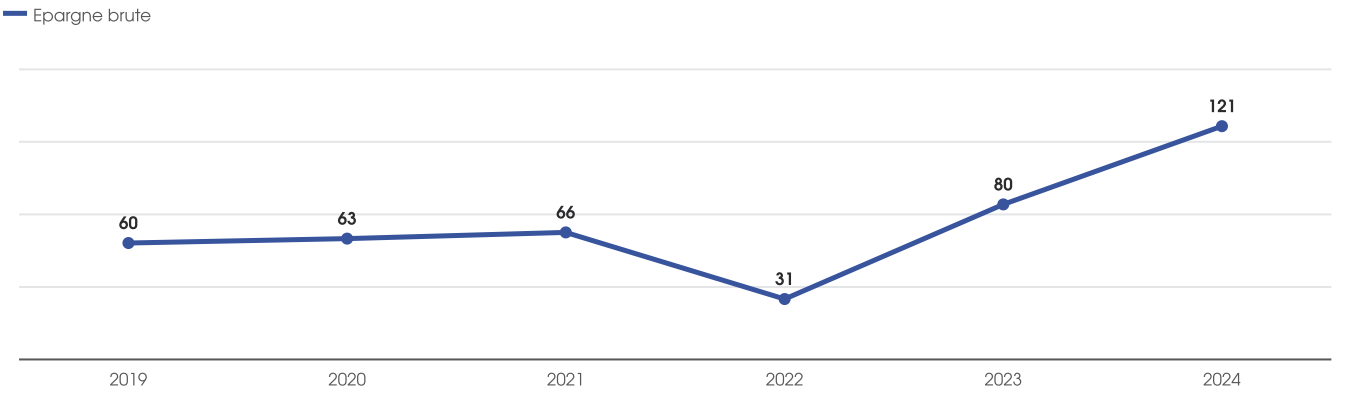


Une nette amélioration de l'épargne

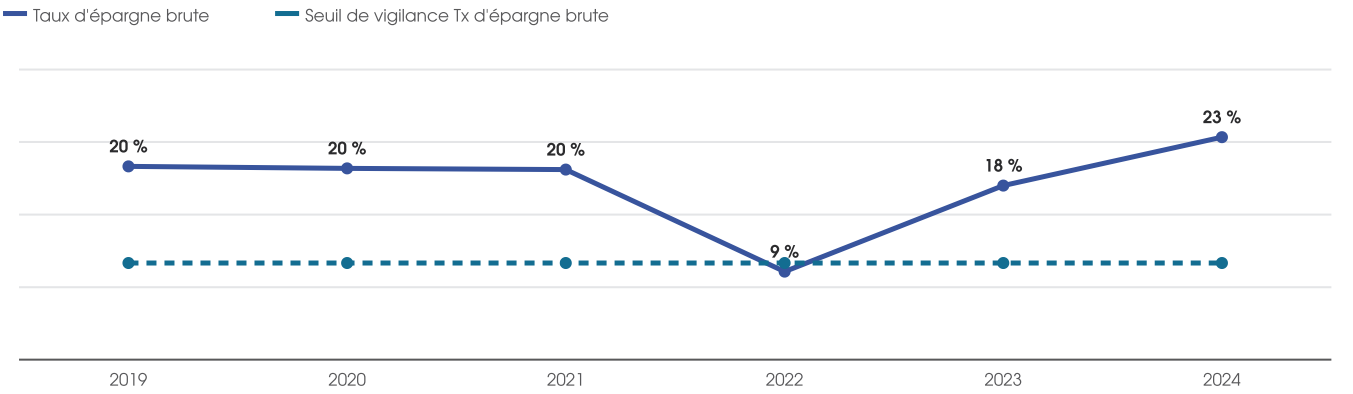
L'épargne brute s'élève à 121 M€ en 2024, contre 80 M€ en 2023.

Le taux d'épargne brut augmente, passant de 18% en 2023 à 23% en 2024.

EVOLUTION DE L'EPARGNE BRUTE 2019-2024



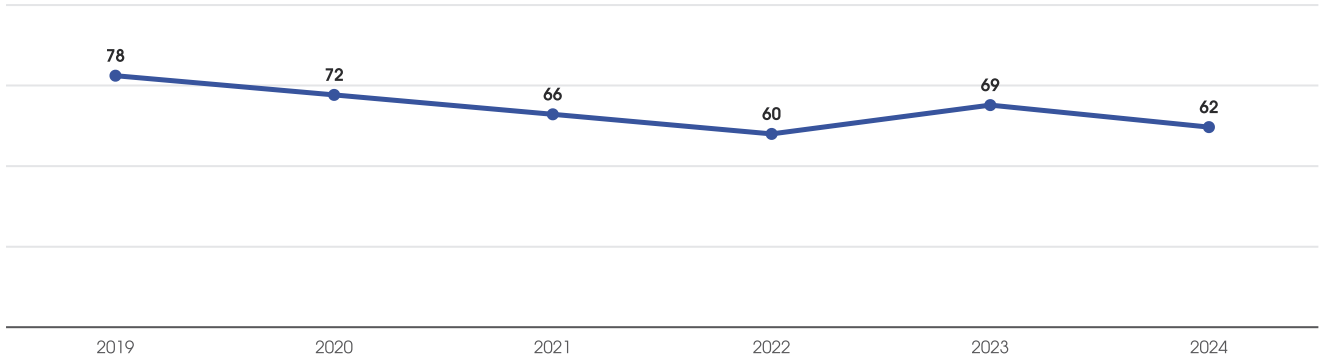
EVOLUTION DU TAUX D'EPARGNE BRUTE 2019-2024



Une diminution continuelle de l'endettement

L'encours de la dette au 31 décembre 2024 est de 62 M€, contre 69 M€ en 2023, soit une baisse de 10%.

ENCOURS DE LA DETTE 2019-2024 (en M€)



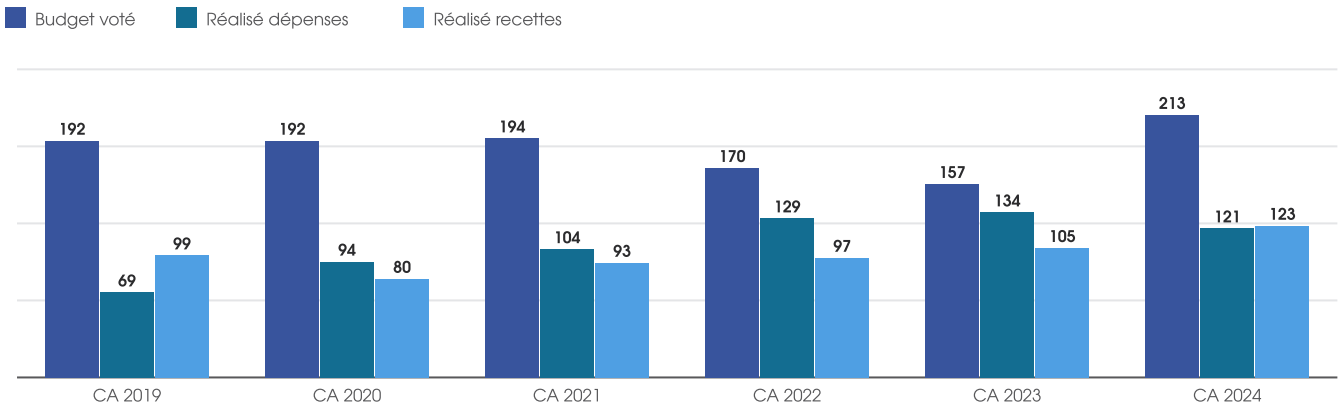
Exécution en investissement

Le taux d'exécution des dépenses réelles en investissement a diminué de 11% par rapport à 2023. En une année, les dépenses réelles d'investissement sont donc passées de 134 M€ à 121 M€.

Le taux d'exécution des recettes réelles d'investissement a également augmenté de 15%.

Les recettes réelles d'investissement ont ainsi progressé, passant de 105 M€ à 123 M€.

Dépenses et recettes d'investissement 2019-2024 en M€



9.2 ÉVOLUTION DES RECETTES ET DES DÉPENSES

CHIFFRES CLÉS

Recettes réelles de fonctionnement : **528 M€**
(+18% par rapport à 2023)

Dépenses réelles de fonctionnement : **422 M€**
(+11% par rapport à 2023)

Charges du personnel : **127 M€**

Interventions et subventions : **150 M€**
(+21% par rapport à 2023)

Charges générales : **82 M€**
(-2% par rapport à 2023)

Charges exceptionnelles : **6,2 M€**
(+383% par rapport à 2023)

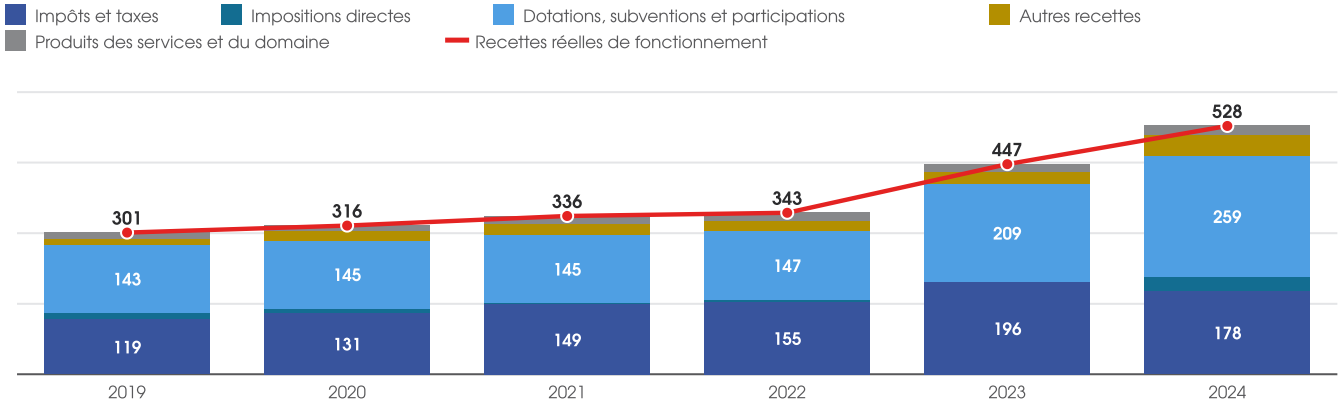
Recettes réelles d'investissement : **123 M€**
(+17% par rapport à 2024)

Dépenses réelles d'investissement : **121 M€**
(-10% par rapport à 2023)

Recettes réelles en 2024

Les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de 18% passant de 447 M€ en 2023 à 528 M€ en 2024. Cette évolution positive est principalement due à l'aide financière apportée par l'Etat, ainsi qu'à une augmentation des ressources fiscales. Ces facteurs ont conjugué leurs effets pour renforcer les ressources disponibles.

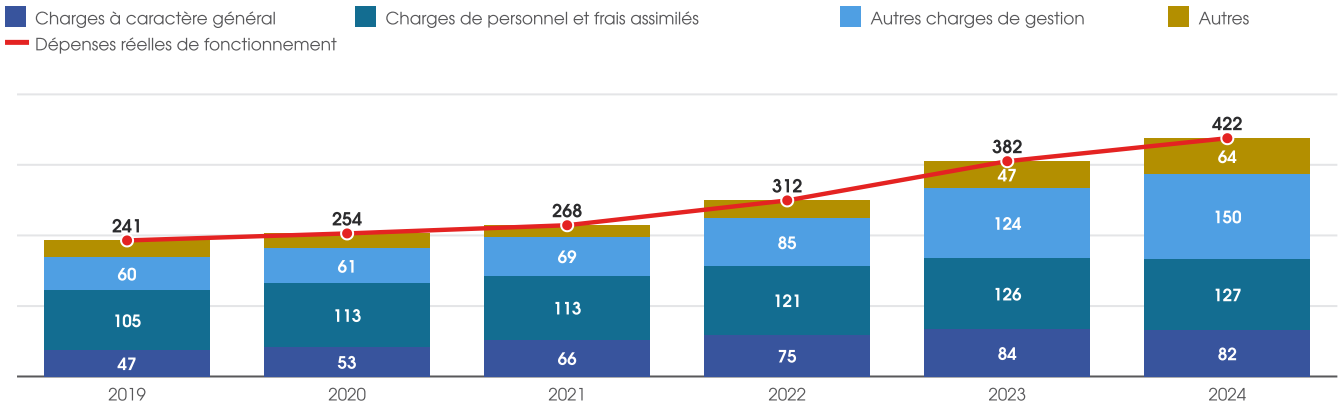
EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES (M€)



Dépenses réelles en 2024

La progression des dépenses de fonctionnement en 2024, qui est liée essentiellement à l'accroissement des contributions aux budgets annexes (santé protection enfance, service du transport maritime) ainsi qu'aux établissements publics (GIP, offices, établissement public administratif), reste très inférieure à l'évolution relevée en 2023 et 2022.

ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES DEPENSES (M€)



9.3 EVOLUTION DU RÉSULTAT DU STM

CHIFFRES CLÉS

Dépenses réelles de fonctionnement : **20,4 M€**

dont :

Charges du personnel : **16 M€**

Charges générales : **4,4 M€**

Vente de tickets de barge et des prestations : **4,7 M€**

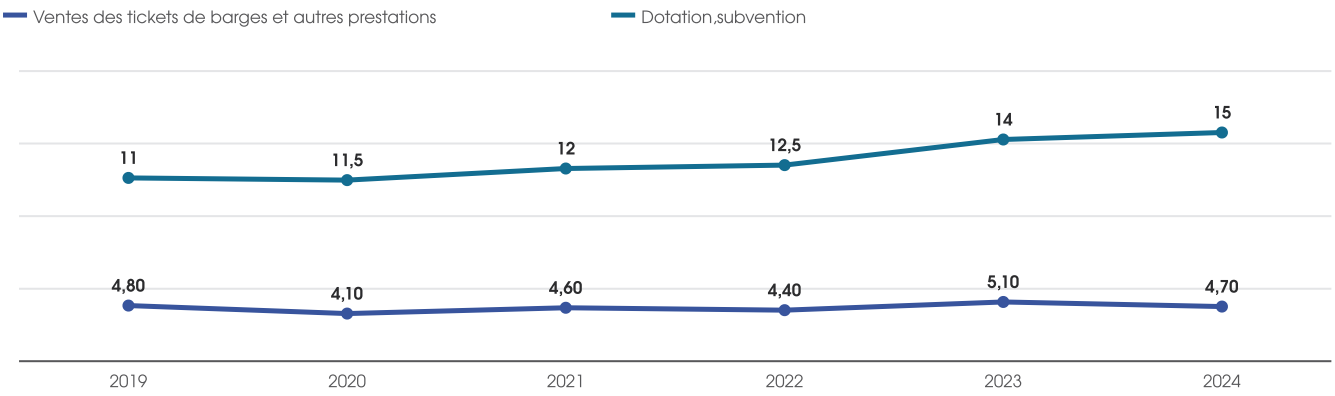
dont 4,6 M€ pour les tickets de barge

Résultat de clôture (fonctionnement) : **-900 K€**

Au titre de l'année 2024, le service des transports maritimes enregistre un résultat de 1,4 M€ hors report N-1, avec un résultat en fonctionnement de -1,3 M€ et +2,75 M€ en investissement. Grâce à la contribution du Conseil départemental, qui représente 15,1 M€ en 2024, le STM peut équilibrer son budget et maintenir son service.

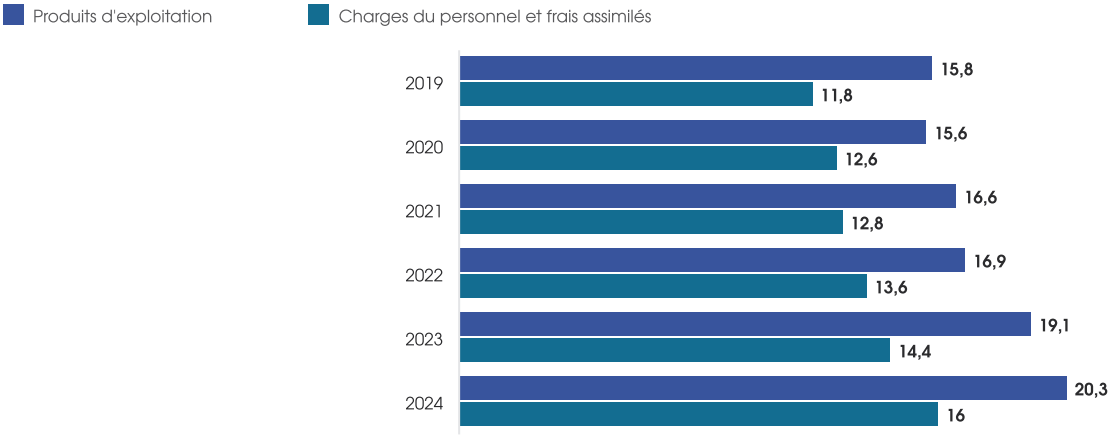
Les rentrées d'argent ont légèrement diminués passant de 5,1 M€ à 4,7 M€, soit une baisse de 8%, principalement due à la catastrophe naturelle Chido.

Contribution du conseil départemental et recettes propres du STM 2019-2024



La masse salariale du DTM s'accroit de 23% par rapport à 2019 pour atteindre 16 millions d'euros en 2024. Celle-ci reste très importante proportionnellement aux recettes relatives aux ventes de tickets de barge et des prestations (5 M€ en 2024).

Recettes d'exploitation et charges de personnel de la DTM



9.4 BUDGET ANNEXE SANTÉ ET PROTECTION DE L'ENFANCE

CHIFFRES CLÉS

Recettes réelles de fonctionnement : **87 M€**
Dépenses réelles de fonctionnement : **83 M€**
Charges du personnel : **51 M€**
Charges d'intervention : **24,1 M€**
Charges générales : **7,9 M€**
Recettes réelles d'investissement : **927 K€**
Dépenses réelles d'investissement : **3 M€**
Résultat de clôture : 10,3 **M€**
Excédent 2023 reporté : **5,2 M€** en section de fonctionnement

Protection de l'enfance (ou ASE)
Recettes réelles de fonctionnement : **66 M€**
Dépenses réelles de fonctionnement : **59 M€**

Protection maternelle et infantile (PMI)
Recettes réelles de fonctionnement : **21 M€**
Dépenses réelles de fonctionnement : **26 M€**

DOTATION ANNUELLE DE L'ETAT

Protection de l'enfance et de la famille : **9,6 M€**
Protection maternelle et infantile et de la prévention santé : **14,5 M€**

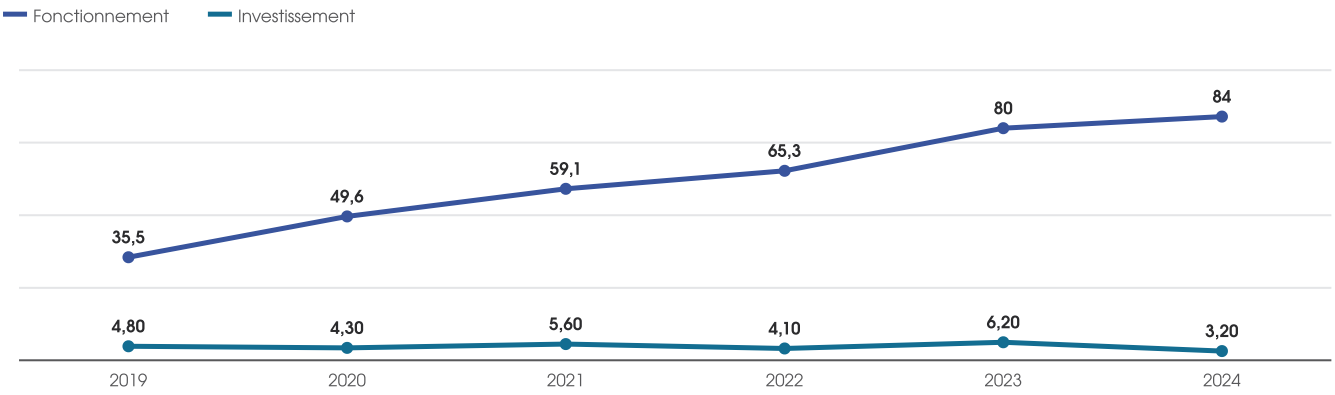
L'exercice 2024 (hors report n-1) du budget annexe « Santé et Protection de l'Enfance » est excédentaire de 1,5 millions d'euros, dont un résultat négatif de 1,4 millions d'euros en section d'investissement.

L'équilibre de ce budget a été garanti par une contribution de *56* millions d'euros du budget principal. Malgré cet excédent, les charges de personnel 2024 ont augmenté de 3 millions par rapport à 2023, et s'élèvent à 51 millions d'euros.

En fonctionnement, les dépenses réelles dépassent 84 millions d'euros en 2024 contre 80 millions d'euros en 2023 soit une augmentation de 5%.

L'évolution 2019-2024 des dépenses de fonctionnement est illustrée ci-dessous.

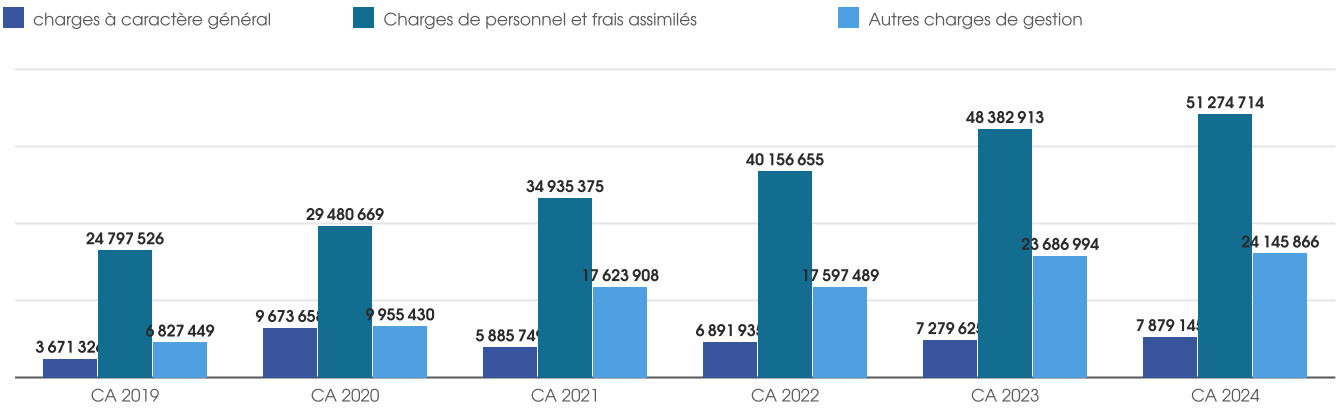
Evolution des dépenses du budget SPE 2019-2024



61% des dépenses de fonctionnement en 2024 concernent les charges de personnel.

Les charges de personnel et d'intervention connaissent une évolution croissante depuis 2018.

Evolution des dépenses de fonctionnement SPE 2019-2024



9.5 DÉPENSES RELATIVES AUX COMPÉTENCES RÉGIONALES

CHIFFRES CLÉS

Part des dépenses régionales par domaine d'intervention :

Transport et liaison maritime : 34%

Aménagement du territoire : 22%

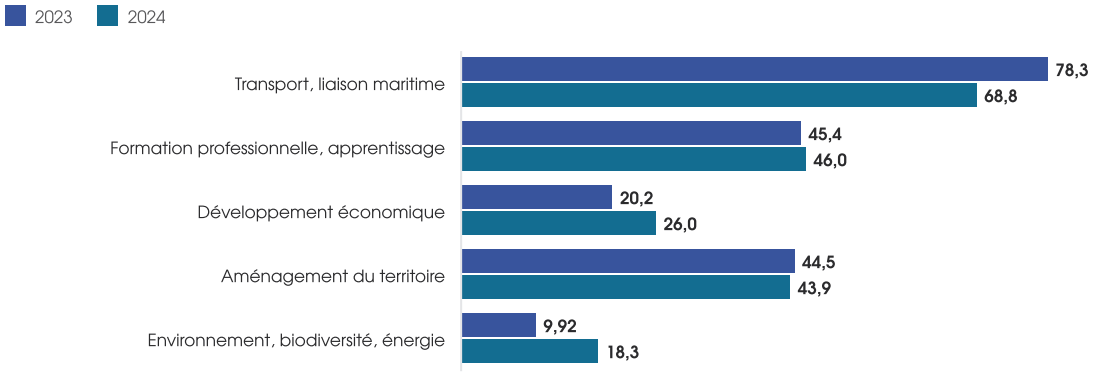
Formation et apprentissage : 23%

Développement économique : 13%

Les dépenses relevant des compétences exclusivement régionales s'élèvent à 203 M€ en 2024, soit une hausse de plus de 2% par rapport à 2023.

La répartition des dépenses régionales par domaine d'intervention est indiquée dans le graphique ci-dessous.

Compétences régionales obligatoires par domaine



La baisse en 2024 des dépenses relatives au domaine de transport est liée aux charges de transport scolaire, qui s'établissent à 45 M€ contre 49 M€ en 2023.

Cet abaissement du coût de transport scolaire résulte de l'optimisation du service, notamment la mise en place de véhicules à plus grande capacité permettant de réduire le nombre de kilomètres parcourus et le nombre de véhicules sur le réseau de transport scolaire.

9.6 RATIOS FINANCIERS

CHIFFRES CLÉS

Population : 256 518 habitants (recensement 2017 de l'INSEE Mayotte)

L'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales définit des indicateurs sur la santé financière d'une collectivité.

Ces données doivent être publiées chaque année (art. 16 de la loi du 6 février 1992 et le décret n° 93-570 du 27 mars 1993).

La série de ratios financiers du Conseil départemental de Mayotte est reproduite ci-dessous à partir des comptes administratifs et de gestion 2024, en comparaison avec l'exercice 2023 et les autres départements d'Outre-mer.

Population DGF * : 297 157 habitants en 2024 à Mayotte		**Mayotte**	**Guyane** (2023)	**Moyenne DOM**** (2023)
	2023**	**2024***		
Dépenses réelles de fonctionnement/population	***1 303 €***	***1 361 €***	1 618 €	1935
Produit des impôts directs/population	***2 €***	***97 €***	37 €	53 €
Recettes réelles de fonctionnement/population	***1 592 €***	***1 777 €***	2 000 €	2 110 €
Dépenses d'équipement brut/population	***301 €***	***531 €***	462 €	300 €
Encours de la dette/population	***246 €***	***243 €***	611 €	969 €
Dotation globale de fonctionnement/population	***121 €***	***117 €***	185 €	292 €
Charges de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	***35%***	***31%***	42%	30%
(Dépenses réelles de fonctionnement +remboursement de la dette)/ recettes réelles fonctionnement	***83%***	***78%***	83%	91%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	***19%***	***30%***	26%	15%
Encours de la dette totale/recettes réelles de fonctionnement	***15%***	***14%***	34%	42%

Sources : *CD976, DGCL*

***Population DGF**	***Nombre d'habitants calculé par la direction générale des collectivités locales (DGCL),***
	sans application du taux de croissance annuel déterminé par l'INSEE Mayotte
	A titre d'illustration pour 2024, la DGCL calcule la DGF pour la collectivité sur la base de 297 157 habitants.
	Bien que l'INSEE Mayotte estime la population à 320 282 habitants en janvier 2024.
	Cet écart génère des manques à gagner importants en recettes de fonctionnement du conseil départemental de Mayotte.
***Ratios n°1 à 6*	*Les ratios concernés sont calculés sur la base de la population recensée en 2017 par l'Insee Mayotte, soit 256 518 habitants.*
****Ratio n°2 "produits des impôts directs/population"*	*Depuis 2023, les produits relatifs à la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), qui étaient de 3 M€ en 2022, sont remplacés par une fraction de TVA.*
Moyenne DOM	*Moyenne pondérée des DOM, hors Mayotte*

EDITION
Conseil départemental de Mayotte

DIRECTION DE LA PUBLICATION
Ben Issa OUSSENI

COORDINATION
Direction générale des services

CONCEPTION ET RÉALISATION
Direction de la qualité de gestion

INFOGRAPHIE, DESIGN GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE
AI Modified

Septembre 2025

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Conseil départemental
de Mayotte
Hôtel du Département
B.P 101
97645 Mamoudzou Cedex
Tél : 0269 66 10 20
www.cg976.fr